

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

TOME 97.

N° 2

VOL. I. — 1906.

LA SÉPARATION DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT EN FRANCE

LIVRE BLANC DU VATICAN

Note. — Le livre blanc du Vatican forme un volume de 270 pages environ. Il est divisé en deux parties : un exposé en neuf chapitres, et une partie documentaire que nous reproduisons in extenso ci-dessous. L'objet et l'esprit de cette publication sont aussi indiqués dans la préface :

« La Loi de séparation de l'Etat d'avec l'Eglise en France, qui entraîne avec elle la rupture du Concordat de 1801, a été promulguée au Journal Officiel de la République, le 11 Décembre 1905.

» Les hommes politiques qui l'ont voulue à tout prix, n'ont cessé de répéter dans leurs écrits et leurs discours, au Parlement et au dehors, que cette loi a été rendue inévitable par l'attitude du Saint-Siège. L'intérêt qu'ils ont à répandre cette opinion, est évident. La France ne voulait pas la séparation ; la séparation, surtout si en pratique elle prend nettement un caractère de persécution, aura des conséquences non moins graves pour la France que pour l'Eglise. D'où l'opportunité d'en faire retomber devant l'opinion publique la responsabilité sur le Saint-Siège.

» Mais, à la lumière des documents et des faits, il ne sera pas difficile de montrer à qui revient effectivement cette responsabilité. C'est l'objet de ce travail.

» Les trois premiers chapitres exposeront à grands traits la politique antireligieuse qu'ont suivie les derniers Cabinets français ; les chapitres suivants discuteront les accusations portées contre le Saint-Siège ; un appendice traitera du protectorat catholique de la France en Orient et en Extrême Orient.

» Cette publication n'a point pour but de répondre à des injures personnelles, ni d'offenser qui que ce soit, et encore moins la Nation française que le Saint-Siège considère toujours comme la Fille aînée de l'Eglise. Elle tend uniquement à éclairer l'opinion publique, spécialement en France, et à empêcher que la vérité historique ne reste altérée dans un événement d'une si grande importance. »

(1) Cf. Archives diplomatiques 1904, t. 89, p. 237, t. 90, p. 506, 637 s; spéc. t. 91, p. 949, t. 92, p. 1489.

Le Saint-Siège y défend cette thèse qu'il a tout fait pour éviter la rupture. Le gouvernement français aurait tout fait pour provoquer cette rupture. Le livre blanc conclut que le gouvernement français avait la volonté arrêtée de faire à l'Eglise une guerre à outrance.

Les chapitres 6 et 7 traitent la question de la nomination des évêques. Le chapitre 8 s'occupe plus spécialement du voyage de M. Loubet à Rome. L'affaire des évêques de Laval et de Dijon occupe le chapitre neuvième.

Le livre blanc, partie exposé, se termine par des considérations sur le *protectorat de la France en Orient et en Extrême-Orient*.

Le Livre blanc du Vatican s'appuie sur les documents diplomatiques y annexés qui en forment la partie essentielle.

DOCUMENT I. — *Concordat du 15 juillet 1801.*

Gubernium Reipublicae recognoscit religionem Catholicam Apostolicam Romanam, eam esse religionem, quam longe maxima pars civium Gallicanae Reipublicae profitetur.

Summus Pontifex pari modo recognoscit eandem religionem maximam utilitatem maximumque decus percepisse, et hoc quoque tempore praestolari ex catholico cultu in Gallia constituto, necnon ex peculiari eius professione, quant faciunt Reipublicae Consules.

Haec cum ita sint atque utrinque recognita, ad religionis bonum internaëque tranquillitatis conservationem, ea, quae sequuntur, inter ipsos conventa sunt :

I. Religio Catholica Apostolica Romana libere in Gallia exercbitur : cultus publicus erit, habita tamen ratione ordinationem quoad politiam, quas Gubernium pro publica tranquillitate necessarias existimabit.

II. Ab Apostolica Sede, collatis cum Gallico Gubernio consiliis, novis finibus Galliarum dioceses circumscribentur.

III. Summus Pontifex titularibus Gallicanarum Ecclesiarum Episcopis significabit se ab iis, pro bono pacis et unitatis, omnia sacrificia firma fiducia expectare, eo non excepto quo ipsas suas episcopales sedes resignent.

Hac hortatione praemissa, si huic sacrificio, quod Ecclesiae bonum exigit, renuere ipsi vellent (fieri id autem posse Summus Pontifex suo non reputat animo), gubernationibus Gallicanarum Ecclesiarum novae circumscriptionis de novis titularibus providebitur, eo qui sequitur modo.

IV. Consul primus Gallicanae Reipublicae, intra tres menses qui promulgationem Constitutionis Apostolicae consequentur, Archiepiscopos et Episcopos novae circumscriptionis diocesibus praeficiendos nominabit. Summus Pontifex institutionem canonicam dabit iuxta formas, relative ad Gallias, ante regiminis commutationem statutas.

V. Item Consul primus ad Episcopales sedes, quae in posterum vacaverint, novos Antistites nominabit, iisque, ut in articulo praecedenti constitutum est, Apostolica Sedes canonicam dabit institutionem.

VI. Episcopi, antequam munus suum gerendum suscipiant, coram primo Consule iuramentum fidelitatis emittent, quod erat in more ante regiminis commutationem, sequentibus verbis expressum :

« Ego iuro et promitto, ad Sancta Dei Evangelia, obedientiam et » fidelitatem Gubernio per Constitutionem Gallicanae Reipublicae » statuto. Item, promitto me nullam communicationem habiturum, » nulli consilio interfuturum, nullamque suspectam unionem neque » intra, neque extra conservaturum, quae tranquillitati publicae » noceat; et si, tam in dioecesi mea quam alibi, noverim aliquid in » status damnum tractari, Gubernio manifestabo ».

VII. Ecclesiastici secundi ordinis idem iuramentum emittent coram auctoritatibus civilibus a Gallicano Gubernio designatis.

VII. Post divina officia, in omnibus catholicis Galliae templis, sic orabitur :

Domine, salvam fac Rempublicam;

Domine, salvos fac Consules.

IX. Episcopi, in sua quisque dioecesi, novas paroecias circumscribent, quae circumscriptio suum non sortietur effectum, nisi postquam Gubernii consensus accesserit.

V. Idem Episcopi ad paroecias nominabunt; nec personas seligent nisi Gubernio acceptas.

XI. Poterunt iidem Episcopi habere unum capitulum in cathedrali ecclesia, atque unum seminarium in sua quisque dioecesi, sine dotationis obligatione ex parte Gubernii.

XII. Omnia templa metropolitana, cathedralia, parochialia, atque allia quae non alienata sunt, cultui necessaria, Episcoporum dispositioni tradentur.

XIII. — Sanctitas Sua, pro pacis bono felicique religionis restitutione, declarat eos qui bona Ecclesiae alienata acquisiverunt, molestiam nullam habituros, neque a se, neque a Romanis Pontificibus successoribus suis, ac consequenter proprietates eorundum bonorum, redditus et iura iis inhaerentia, immutabilia penes ipsos erunt atque ab ipsis causas habentes.

XIV. Gubernium Gallicanae Reipublicae in se recipit, tum Episcoporum, tum Parochorum, quorum dioceses atque parochias nova circumscriptio complectetur, sustentationem quae cuiusque statum deceat.

XV. Idem Gubernium curabit ut catholicis in Gallia liberum sit, si libuerit, Ecclesiis consulere novis foundationibus.

XVI. Sanctitas Sua recognoscit in primo Consule Gallicanae Reipublicae eadem iura ac privilegia, quibus apud Sanctam Sedem fruebatur antiquum regimen.

XVII. Utrunque conventum est, quod in casu quod aliquis ex successoribus hodierni primi Consulis catholicam religionem non profiteretur, super iuribus et privilegiis in superiori articulo

commemoratis, necnon super nominatione ad archiepiscopatus et episcopatus, respectu ipsius, nova conventio fiet.

Ratificationum autem traditio Parisiis fiet quadraginta dierum spatio.

Datum Parisiis, die 15 mensis Iulii 1801.

HERCULES CARDINALIS CONSALVI (L. S.). — J. BONAPARTE (L. S.). — J. ARCHIEP. CORINTHI (L. S.). — CRETET (L. S.). — FR. CAROLUS CASELLI (L. S.). BERNIER (L. S.).

DOCUMENT II. — *Articles Organiques.*

TITRE PREMIER.

En régime de l'Église catholique dans ses rapports généraux avec les droits et la police de l'État.

ARTICLE PREMIER. — Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, ni autrement mis à exécution, sans l'autorisation du Gouvernement.

ART. 2. — Aucun individu se disant nonce, légat, vicaire ou commissaire apostolique, ou se prévalant de toute autre dénomination, ne pourra, sans la même autorisation, exercer sur le sol français, ni ailleurs, aucune fonction relative aux affaires de l'Église gallicane.

ART. 3. — Les décrets des synodes étrangers, même ceux des conciles généraux, ne pourront être publiés en France, avant que le Gouvernement en ait examiné la forme, leur conformité avec les lois, droits et franchises de la République française, et tout ce qui, dans leur publication, pourrait altérer ou intéresser la tranquillité publique.

ART. 4. — Aucun concile national ou métropolitain, aucun synode diocésain, aucune assemblée délibérante n'aura lieu sans la permission expresse du Gouvernement.

ART. 5. — Toutes les fonctions ecclésiastiques seront gratuites, sauf les oblations qui seraient autorisées et fixées par les règlements.

ART. 6. — Il y aura recours au conseil d'Etat, dans tous les cas d'abus de la part des supérieurs et autres personnes ecclésiastiques.

Les cas d'abus sont : l'usurpation ou l'excès du pouvoir, la contravention aux lois et règlements de la République, l'infraction des règles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Église gallicane et toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression, ou en injure, ou en scandale public.

ART. 7. — Il y aura pareillement recours au conseil d'Etat, s'il est porté atteinte à l'exercice public du culte, et à la liberté que les lois et les règlements garantissent à ses ministres.

ART. 8. — Le recours compètera à toute personne intéressée. A défaut de plainte particulière, il sera exercé d'office par les préfets.

Le fonctionnaire public, l'ecclésiastique ou la personne qui voudra exercer recours, adressera un mémoire détaillé et signé au conseiller d'Etat, chargé de toutes les affaires concernant les cultes, lequel sera tenu de prendre, dans le plus court délai, tous les renseignements convenables ; et sur son rapport, l'affaire sera suivie et définitivement terminée dans la forme administrative, ou renvoyée, selon l'exigence des cas, aux autorités compétentes.

TITRE II

Des Ministres.

SECTION PREMIÈRE. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 9. — Le culte catholique sera exercé sous la direction des archevêques et évêques dans leurs diocèses et sous celle des curés dans leurs paroisses.

ART. 10. — Tout privilège, portant exemption ou attribution de la juridiction épiscopale, est aboli.

ART. 11. — Les archevêques et évêques pourront, avec l'autorisation du gouvernement, établir dans leurs diocèses des chapitres cathédraux et des séminaires. Tous autres établissements ecclésiastiques sont supprimés.

ART. 12. — Il sera libre aux archevêques et évêques d'ajouter à leur nom le titre de *Citoyen* ou celui de *Monsieur*. Toutes autres qualifications sont interdites.

SECTION II. — DES ARCHEVÊQUES OU MÉTROPOLITAINS.

ART. 13. — Les archevêques consacreront et installeront leurs suffragants. En cas d'empêchement ou de refus de leur part, ils seront suppléés par le plus ancien évêque de l'arrondissement métropolitain.

ART. 14. — Ils veilleront au maintien de la foi et de la discipline dans les diocèses dépendant de leur métropole.

ART. 15. — Ils connaîtront des réclamations et des plaintes portées contre la conduite et les décisions des évêques suffragants.

SECTION III. — DES ÉVÊQUES, DES VICAIRES GÉNÉRAUX ET DES SÉMINAIRES.

ART. 16. — On ne pourra être nommé évêque avant l'âge de trente ans, et si on n'est originaire français.

ART. 17. — Avant l'expédition de l'arrêté de nomination, celui ou ceux qui seront proposés seront tenus de rapporter une attestation de

bonne vie et mœurs, expédiée par l'évêque dans le diocèse duquel ils auront exercé les fonctions du ministère ecclésiastique : et ils seront examinés sur leur doctrine par un évêque et deux prêtres, qui seront commis par le Premier Consul, lesquels adresseront le résultat de leur examen au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

ART. 18. — Le prêtre nommé par le Premier Consul fera les diligences pour rapporter l'institution du pape.

Il ne pourra exercer aucune fonction avant que la bulle portant son institution ait reçu l'attache du Gouvernement, et qu'il ait prêté en personne le serment prescrit par la convention passée entre le Gouvernement français et le Saint-Siège.

Ce serment sera prêté au Premier Consul ; il en sera dressé procès-verbal par le Secrétaire d'Etat.

ART. 19. — Les évêques nommeront et institueront les curés : néanmoins, ils ne manifesteront leur nomination, et ils ne donneront l'institution canonique, qu'après que cette nomination aura été agréée par le Premier Consul.

ART. 20. — Ils seront tenus de résider dans leurs diocèses ; ils ne pourront en sortir qu'avec la permission du Premier Consul.

ART. 21. — Chaque évêque pourra nommer deux vicaires généraux, et chaque archevêque pourra en nommer trois : ils les choisiront parmi les prêtres ayant les qualités requises pour être évêques.

ART. 22. — Ils visiteront annuellement et en personne une partie de leur diocèse, et dans l'espace de cinq ans, le diocèse entier. En cas d'empêchement légitime, la visite sera faite par un vicaire général.

ART. 23. — Les évêques seront chargés de l'organisation de leurs séminaires, et les règlements de cette organisation seront soumis à l'approbation du Premier Consul.

ART. 24. — Ceux qui seront choisis pour l'enseignement dans les séminaires souscriront la déclaration faite par le clergé de France en 1682, et publiée par l'édit de la même année : ils se soumettront à y enseigner la doctrine qui y est contenue, et les évêques adresseront une expédition en forme de cette soumission au Conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

ART. 25. — Les évêques enverront, toutes les années, à ce Conseiller d'Etat, le nom des personnes qui étudieront dans les séminaires, et qui se destineront à l'état ecclésiastique.

ART. 26. — Ils ne pourront ordonner aucun ecclésiastique, s'il ne justifie d'une propriété produisant au moins un revenu annuel de trois cents francs, s'il n'a atteint l'âge de vingt-cinq ans, et s'il ne réunit les qualités requises par les canons reçus en France.

Les évêques ne feront aucune ordination avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au Gouvernement, et par lui agréé.

SECTION IV. — DES CURÉS.

ART. 27. — Les curés ne pourront entrer en fonctions qu'après avoir prêté, entre les mains du préfet, le serment prescrit par la convention passée entre le Gouvernement et le Saint-Siège. Il sera dressé procès-verbal de cette prestation, par le Secrétaire général de la préfecture, et copie collationnée leur en sera délivrée.

ART. 28. — Ils seront mis en possession par le curé ou le prêtre que l'évêque désignera.

ART. 29. — Ils seront tenus de résider dans leur paroisse.

ART. 30. — Les curés seront immédiatement soumis aux évêques dans l'exercice de leurs fonctions.

ART. 31. — Les vicaires et desservants exerceront leur ministère sous la surveillance et la direction des curés.

Ils seront approuvés par l'évêque, et révocables par lui.

ART. 32. — Aucun étranger ne pourra être employé dans les fonctions du ministère ecclésiastique, sans la permission du Gouvernement.

ART. 33. — Toute fonction est interdite à tout ecclésiastique, même français qui n'appartient à aucun diocèse.

ART. 34. — Un prêtre ne pourra quitter son diocèse pour aller desservir dans un autre, sans la permission de son évêque.

SECTION V. — DES CHAPITRES CATHÉDRAUX, ET DU GOUVERNEMENT DES DIOCÈSES PENDANT LA VACANCE DU SIÈGE.

ART. 35. — Les archevêques et évêques qui voudront user de la faculté qui leur est donnée d'établir des chapitres, ne pourront le faire sans avoir rapporté l'autorisation du Gouvernement, tant pour l'établissement lui-même que pour le nombre et le choix des ecclésiastiques destinés à les former.

ART. 36. — Pendant la vacance des sièges, il sera pourvu par le métropolitain, et, à son défaut, par le plus ancien des évêques suffragants, au Gouvernement des diocèses. Les vicaires généraux de ces diocèses continueront leurs fonctions, même après la mort de l'évêque, jusqu'à son remplacement.

ART. 37. — Les métropolitains, les chapitres cathédraux, seront tenus, sans délai, de donner avis au Gouvernement de la vacance des sièges, et des mesures qui auront été prises pour le Gouvernement des diocèses vacants.

ART. 38. — Les vicaires généraux qui gouverneront pendant la vacance, ainsi que les métropolitains ou capitulaires, ne se permettront aucune innovation dans les usages et coutumes des diocèses.

TITRE III.

Du Culte.

ART. 39. — Il n'y aura qu'une liturgie et un catéchisme pour toutes les églises de France.

ART. 40. — Aucun curé ne pourra ordonner des prières publiques extraordinaires dans sa paroisse, sans la permission spéciale de l'évêque.

ART. 41. — Aucune fête, à l'exception du dimanche, ne pourra être établie sans la permission du Gouvernement.

ART. 42. — Les ecclésiastiques useront, dans les cérémonies religieuses, des habits et ornements convenables à leur titre : ils ne pourront, dans aucun cas ni sous aucun prétexte, prendre la couleur et les marques distinctives réservées aux évêques.

ART. 43. — Tous les ecclésiastiques seront habillés à la française et en noir. Les évêques pourront joindre à ce costume la croix pastorale et les bas violets.

ART. 44. — Les chapelles domestiques, les oratoires particuliers, ne pourront être établis sans une permission expresse du Gouvernement, accordée sur la demande de l'évêque.

ART. 45. — Aucune cérémonie religieuse n'aura lieu hors des édifices consacrés au culte catholique, dans les villes où il y a des temples destinés à différents cultes.

ART. 46. — Le même temple ne pourra être consacré qu'à un même culte.

ART. 47. — Il y aura dans les cathédrales et paroisses une place distinguée pour les individus catholiques qui remplissent les autorités civiles et militaires.

ART. 48. — L'évêque se concertera avec le préfet pour régler la manière d'appeler les fidèles au service divin par le son des cloches. On ne pourra les sonner pour toute autre cause, sans la permission de la police locale.

ART. 49. — Lorsque le Gouvernement ordonnera des prières publiques, les évêques se concerteront avec le Préfet et le commandement militaire du lieu, pour le jour, l'heure et le mode d'exécution de ces ordonnances.

ART. 50. — Les prédications solennelles appelées *sermons*, et celles connues sous le nom de *stations* de l'avent et du carême, ne seront faites que par des prêtres qui en auront obtenu une autorisation spéciale de l'évêque.

ART. 51. — Les curés, aux prônes des messes paroissiales, prieront et feront prier pour la prospérité de la République française et pour les Consuls.

ART. 52. — Ils ne se permettront, dans leurs instructions, aucune inculpation directe ou indirecte, soit contre les personnes, soit contre les autres cultes autorisés dans l'Etat.

ART. 53. — Ils ne feront au prône aucune publication étrangère à l'exercice du culte, si ce n'est celles qui seront ordonnées par le Gouvernement.

ART. 54. — Ils ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier civil.

ART. 55. — Les registres tenus par les ministres de culte, n'étant et ne pouvant être relatifs qu'à l'administration des sacrements, ne pourront, dans aucun cas, suppléer les registres ordonnés par la loi pour constater l'état civil des Français.

ART. 56. — Dans tous les actes ecclésiastiques et religieux, on sera obligé de se servir du calendrier d'équinoxe établi par les lois de la république ; on désignera les jours par les noms qu'ils avaient dans le calendrier des solstices.

ART. 57. — Le repos des fonctionnaires publics sera fixé au dimanche.

TITRE IV.

De la circonscription des Archevêchés, des Evêchés et des paroisses ; des édifices destinés au Culte et du traitement des ministres.

SECTION PREMIÈRE. — DE LA CIRCONSCRIPTION DES ARCHEVÊCHÉS ET DES EVÊCHÉS.

ART. 58. — Il y aura en France dix archevêchés ou métropoles, et cinquante évêchés.

ART. 59. — La circonscription des métropoles et des diocèses sera faite conformément au tableau ci-joint.

SECTION II. — DE LA CIRCONSCRIPTION DES PAROISSES.

ART. 60. — Il y aura au moins une paroisse par justice de paix.
Il sera en outre établi autant de succursales que le besoin pourra l'exiger.

ART. 61. — Chaque évêque, de concert avec le préfet, réglera le nombre et l'étendue de ces succursales. Les plans arrêtés seront soumis au Gouvernement, et ne pourront être mis à exécution sans son autorisation.

ART. 62. — Aucune partie du territoire français ne pourra être érigée en cures, ou en succursales, sans l'autorisation expresse du Gouvernement.

ART. 63. — Les prêtres desservant les succursales sont nommés par les évêques.

SECTION III. — DU TRAITEMENT DES MINISTRES.

ART. 64. — Le traitement des archevêques sera de 15.000 francs.

ART. 65. — Le traitement des évêques sera de 10.000 francs.

ART. 66. — Les curés seront distribués en deux classes.

Le traitement des curés de la première classe sera porté à 1.500 frs ; celui des curés de seconde classe à 1.000 francs.

ART. 67. — Les pensions dont ils jouissent en exécution des lois de l'Assemblée constituante seront précomptées sur leur traitement.

Les conseils généraux des grandes communes pourront, sur leurs biens ruraux ou sur leurs octrois, leur accorder une augmentation de traitement, si les circonstances l'exigent.

ART. 68. — Les vicaires et desservants seront choisis parmi les ecclésiastiques pensionnés en exécution des lois de l'Assemblée constituante. Le montant de ces pensions et le produit des oblations formeront leur traitement.

ART. 69. — Les évêques rédigeront les projets de règlements relatifs aux oblations que les ministres du culte sont autorisés à recevoir pour l'administration des sacrements. Les projets de règlements, rédigés par les évêques, ne pourront être publiés, ni autrement mis à exécution, qu'après avoir été approuvés par le Gouvernement.

ART. 70. — Tout ecclésiastique, pensionnaire de l'Etat, sera privé de sa pension, s'il refuse, sans cause légitime, les fonctions qui pourront lui être confiées.

ART. 71. — Les conseils généraux de département sont autorisés à procurer aux archevêques et aux évêques un logement convenable.

ART. 72. — Les presbytères et les jardins attenants non aliénés, seront rendus aux curés et aux desservants des succursales. A défaut de ces presbytères, les conseils généraux des communes sont autorisés à leur procurer un logement et un jardin.

ART. 73. — Les fondations, qui ont pour objet l'entretien des ministres et l'exercice du culte, ne pourront consister qu'en rentes constituées sur l'Etat ; elles seront acceptées par l'évêque diocésain, et ne pourront être exécutées qu'avec l'autorisation du Gouvernement.

ART. 74. — Les immeubles, autres que les édifices destinés au logement et jardins attenants, ne pourront être affectés à des titres ecclésiastiques, ni possédés par les ministres du culte à raison de leurs fonctions.

SECTION IV. — DES ÉDIFICES DESTINÉS AU CULTE.

ART. 75. — Les édifices, anciennement destinés au culte catholique, actuellement dans les mains de la nation, à raison d'un édifice par cure et par succursale, seront mis à la disposition des évêques par arrêtés du préfet du département. Une expédition de ces arrêtés sera adressée au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

ART. 76. — Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes.

ART. 77. — Dans les paroisses où il n'y aura point d'édifice disponible pour le culte, l'évêque se concertera avec le préfet pour la désignation d'un édifice convenable.

DOCUMENT III. — *Lettre de Sa Sainteté Léon XIII
à M. Loubet, Président de la République française.*

La gravité que présentent pour les intérêts de la Religion certains projets de loi proposés, en ces derniers temps, aux Chambres françaises, Nous détermine à Nous adresser à vous, Monsieur le Président, pour vous confier directement Nos vives appréhensions, déjà manifestées par Notre Nonce, et pour faire appel à votre équité et à votre sagesse, en même temps qu'au sens droit et à l'esprit de justice des hommes préposés à la direction des affaires publiques.

Nous faisons allusion surtout aux projets concernant la liberté d'enseignement, les Associations, et les pénalités applicables au clergé. Ces trois projets conduiraient, s'ils étaient sanctionnés, à une perturbation profonde de la paix religieuse, qui Nous est tant à cœur, et à laquelle, dès le début de Notre Pontificat, Nous avons consacré Nos soins les plus assidus, sans que rien depuis les ait pu ralentir.

Il n'entre pas dans Nos intentions de faire ici l'analyse détaillée de tels projets. Pour un esprit élevé comme le vôtre, Monsieur le Président, un simple regard suffit à montrer que le premier d'entre eux causerait les plus graves préjudices à l'enseignement libre, organisé depuis de longues années par les catholiques sous le patronage de la loi, au prix d'immenses sacrifices, dans le but, respectable entre tous, de pourvoir à la tranquillité de leur conscience. Et en effet, dès lors qu'un citoyen français serait exclu des fonctions publiques par le seul fait qu'il n'a pas suivi pendant trois ans les cours scolaires de l'Etat, les pères de famille se verraient réduits à la cruelle alternative, ou de fermer à leurs enfants dont l'avenir leur est si cher, tout accès à nombre de positions sociales avantageuses et honorables, ou de les confier à des écoles qu'en leur âme et conscience, ils ne trouvent pas de nature à donner une éducation morale et religieuse conforme à leurs convictions.

La portée de la mesure projetée ne serait pas moins grave pour les enfants eux-mêmes, qui un jour, sans nul concours de leur volonté, constitueraient au sein de la nation une catégorie d'individus auxquels serait pour ainsi dire infligée une note d'infériorité, se trouvant dépouillés de droits que la Constitution du pays, basée sur le principe d'égalité civile, assure à tout citoyen. Un tel projet de loi, qui semblerait impliquer une suspicion à l'égard des établissements libres, comme s'ils n'étaient pas en mesure d'inspirer les sentiments de patriotisme et de fidélité au devoir requis dans les fonctions publiques, apparaît d'autant moins opportun que Nous avons soigneusement inculqué aux catholiques de France, par des Actes publics et réitérés, non seulement de ne pas combattre la forme de Gouvernement établie dans leur pays, mais de lui prêter franche et loyale adhésion.

L'autre projet, qui concerne la liberté d'association, aboutirait, sa simple lecture le révèle, à frapper les Congrégations religieuses en ce qui constitue l'élément fondamental de leur vie, puisqu'il déclare illégitimes et nulles ces promesses volontaires et généreuses faites par l'homme à Dieu, que, dans le passé, on respecta toujours comme sacrées, et qui formèrent la source pure et inépuisable des plus rares vertus. Cela Nous cause, Nous ne saurions le dissimuler, une peine très profonde. Car les Congrégations religieuses, par le fait qu'elles tirent leur inspiration et leur origine des conseils de perfection inscrits dans l'Evangile, sont une des principales forces vitales de l'Eglise catholique, dont elles secondent merveilleusement l'action bienfaisante, non moins que le Clergé séculier, absorbé le plus souvent par le ministère paroissial.

Mais, abstraction faite de ces considérations d'ordre supérieur et divin, vous conviendrez, Monsieur le Président, que les Congrégations religieuses, envisagées comme des réunions de citoyens libres et pacifiques, méritent de trouver, dans une nation aussi cultivée et civilisée que la France, tout au moins cette mesure de justice et de protection octroyée aux autres Associations, pourvu qu'elles aient une fin honnête, et qu'elles respectent les droits et les intérêts d'autrui. Les Congrégations françaises ont plus que cela; elles occupent, Nous le proclamons avec bonheur, une place insigne dans la noble arène ouverte à la charité et à toutes les vertus chrétiennes, formant ainsi la gloire de l'Eglise non moins que de la patrie. Aussi les hommes impartiaux de toutes les nuances ont-ils rendu souvent et publiquement hommage à leur infatigable et féconde activité dans toutes les contrées de l'univers. Et personne n'ignore que sur ce dévouement sans limites s'est fondé et se maintient le Protectorat séculaire, dont s'honore la France. Toute entrave, toute mesure compressive dirigée contre l'organisation et le développement des Congrégations religieuses tournerait au détriment de l'influence extérieure de la France, et en particulier de l'efficacité de son Protectorat, que Nous avons affirmé publiquement, même lorsque cette affirmation pouvait exciter des susceptibilités et des mécontentements auprès d'autres nations. Nous ne pouvons Nous résoudre à croire que le Gouvernement français, gardien si vigilant de ses prérogatives, en vienne à porter atteinte, de ses propres mains, à un patrimoine traditionnel aussi précieux.

En dernier lieu, Monsieur le Président, Nous avons été douloureusement affecté du projet gouvernemental qui vise à frapper des peines les plus sévères les membres du clergé, pour toute observation publique qu'ils se permettraient, si calme et si mesurée qu'elle fût, sur les actes de l'autorité civile. Prenant occasion d'un fait particulier et isolé, ce projet étend à toute une catégorie nombreuse et respectable, des pénalités exceptionnelles, remettant en vigueur avec aggravation notable d'anciennes dispositions que le temps, la réflexion, et l'amour de la paix avaient conseillé de laisser dans l'oubli. Si jamais le dit projet arrivait à s'ériger en loi d'Etat, il porterait une grave atteinte à la dignité et à la liberté du clergé, rabaissé par là au-dessous de tous les citoyens, et réduit à l'impossibilité d'accomplir, en des circonstances données, les devoirs sacrés de son ministère.

Nous conjurons donc avec instance le Gouvernement français de se

désister de telles mesures de rigueur, qui, par le trouble profond jeté dans les esprits, pourraient conduire aux plus sérieux inconvénients. Entre la France et le Saint-Siège il existe heureusement un pacte concordataire, rendu plus ferme par les bonnes relations qui l'ont suivi sans interruption. Si donc, dans une circonstance ou l'autre, quelque membre du clergé outrepassait les justes bornes, la voie resterait toujours ouverte entre les deux autorités pour aplanir, par des moyens réguliers et pacifiques, tout incident fâcheux. Un autre moyen très opportun pour maintenir et assurer dans le clergé français ce calme et cette prudence pratique si désirables toujours, est au pouvoir du Gouvernement, par le soin apporté dans le choix d'évêques, pourvus des qualités exceptionnelles requises par la sublimité de leur ministère : but, qui sera d'autant plus avantageusement obtenu s'il y a toujours une étroite entente entre l'Etat et le Saint-Siège, dans l'examen des mérites des Candidats, par le moyen de la Nonciature. Le Nonce dans leur choix pourra prêter, en ce qui concerne la doctrine, le zèle et la prudence, un précieux concours. Le Gouvernement peut tenir pour certain que le Saint-Siège, en procédant à ces investigations préalables, aura toujours en vue le bon accord entre les deux Pouvoirs, et que les prélats français ainsi choisis ne manqueront pas de suivre les idées de modération et de sagesse dont s'inspire le Saint-Siège lui-même : attentifs en toute circonstance, à unir au zèle pour le progrès de la Religion l'amour de la patrie et le respect pour les autorités qui la gouvernent.

Nous avons voulu, Monsieur le Président, vous ouvrir Notre âme, dans la confiance qu'avec la noblesse de votre caractère, l'élévation de vos vues, et le désir sincère de pacification religieuse dont Nous vous savons animé, vous prendrez à cœur de mettre en œuvre l'influence que vous donne votre haute position, pour écarter toute cause de nouvelles perturbations religieuses. Ce serait pour Nous, parvenu au soir de la vie, une peine et une amertume par trop grandes de voir s'évanouir, sans porter leurs fruits, toutes Nos intentions bienveillantes à l'égard de la nation française et de son Gouvernement, auxquels Nous avons donné des témoignages réitérés, non seulement de Nos attentions les plus délicates, mais aussi de Notre efficace et particulière affection.

Nous faisons également appel à l'intelligence et au coup d'œil clairvoyant des Ministres du Gouvernement auxquels n'échappera certainement point combien il importe, dans les critiques circonstances sociales et politiques où se trouve le monde, de maintenir, dans une nation telle que la France, l'étroite et pacifique union de tous les citoyens, basée sur le respect des droits de chacun ; et combien contribue à augmenter la puissance, le prestige et la grandeur d'un peuple, la bonne et stable harmonie entre les forces matérielles de l'Etat et les forces morales de la Religion.

Dans l'espoir que les désirs que Nous venons d'exprimer seront satisfaits, Nous vous accordons de tout cœur, à vous et à votre honorable famille, la Bénédiction Apostolique.

Du Vatican le 23 Mars 1900

DOCUMENT IV. — *Lettre de M. Loubet,*
Président de la République française, à Sa Sainteté Léon XIII.

Paris, le Mai 1900.

Très Saint Père,

Son Excellence Monseigneur le Nonce Apostolique, m'a remis la lettre personnelle que votre Sainteté m'a fait l'honneur de m'écrire pour appeler mon attention sur les appréhensions que lui causent divers projets de loi relatifs à la liberté d'enseignement, aux associations, et aux pénalités applicables au clergé.

Votre Sainteté exprime la crainte que ces projets, s'ils sont votés par le Parlement, ne causent une perturbation profonde de la paix religieuse qui Lui est tant à cœur et à laquelle, dès le début de son pontificat Elle a consacré ses soins les plus assidus, sans que rien depuis les ait pu ralentir.

Personne plus que moi ne désire le maintien de la paix religieuse et la légale exécution du Concordat. Je suis le premier à constater les efforts faits par Votre Sainteté dans le but d'assurer la soumission du clergé de France aux lois du pays. Si ces sages prescriptions avaient toujours été exécutées par tous les membres du clergé et par les diverses Congrégations, il est certain que les passions antireligieuses que Votre Sainteté a plusieurs fois signalées, se seraient calmées. Malheureusement des membres de l'épiscopat, du clergé, et certaines Congrégations ont cru pouvoir critiquer avec violence le Gouvernement et les lois du pays, et se sont lancés dans les luttes politiques, au lieu de se renfermer étroitement dans leur ministère.

Cette action souvent passionnée a conduit le Gouvernement, qui a toujours défendu le respect du Concordat et désiré le maintien de la paix religieuse, à reconnaître qu'il était dans la nécessité pour la défense des institutions, d'exiger le respect des lois que les tribunaux sont chargés d'appliquer, et de présenter aux Chambres un certain nombre de projets.

Quelle que soit l'opinion personnelle du Président de la République sur ces divers sujets, Votre Sainteté ne doit pas, en s'adressant directement à lui, perdre de vue le rôle qui lui est assigné par la constitution française.

En ce qui concerne les mesures gouvernementales, renfermé dans son irresponsabilité, le Président doit s'abstenir de tout acte personnel. Il ne peut qu'offrir ses conseils aux Ministres, et il ne manque pas à ce devoir.

Quant aux lois et aux résolutions parlementaires, il n'y intervient que par ses ministres, qui ont eux-mêmes à compter avec les majorités des deux Chambres.

Toutefois, grâce au temps, à la réflexion et surtout aux directions données au clergé par Votre Sainteté, il est permis d'espérer que les questions irritantes deviendront de moins en moins nombreuses, et que, l'action de l'épiscopat aidant, nous pourrions constater bientôt le respect plus complet des lois de la République et du Gouvernement.

Je prie Votre Sainteté de m'excuser si je n'examine pas les divers points traités dans sa lettre. Le caractère de ma fonction ne me permet

pas d'entrer personnellement dans une discussion que la loi réserve aux Ministres responsables. Je leur ai communiqué la lettre de Votre Sainteté, et je suis certain qu'ils l'ont examinée avec le désir de tenir tout le compte possible des observations qu'elle contient.

Je remercie Votre Sainteté du précieux témoignage d'estime et de confiance dont elle m'a honoré en m'adressant sa lettre personnelle. Je la remercie aussi de la bénédiction apostolique qu'Elle a daigné à cette occasion donner à ma famille et à moi, et je la prie d'agréer l'humble expression de ma haute vénération et de mon profond respect.

EMILE LOUBET.

Président de la République française.

DOCUMENT V. — *M. Nisard, Ambassadeur de France près le Saint Siège, à M. Delcassé, Ministre des Affaires Etrangères, à Paris.*

Rome, le 6 juillet 1901.

J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, la traduction d'une Note, que le Cardinal Secrétaire d'Etat vient de m'adresser, d'ordre de Sa Sainteté.

D'autre part, le Pape vient d'adresser aux chefs d'ordres une lettre où il est fait allusion, d'une manière générale, aux épreuves qu'ont à subir en ce moment les ordres religieux dans plusieurs États ; mais, en un passage, elle vise spécialement les lois d'exception approuvées récemment par les pouvoirs publics chez une nation particulièrement féconde en vocations religieuses, et qui n'a pas cessé d'être l'objet de la plus grande sollicitude du Souverain Pontife.

On y trouve reproduite, en termes sensiblement analogues à ceux de la Note du Secrétaire d'Etat, la protestation du Saint-Siège contre ces lois, signalées notamment « comme contraires au droit absolu de l'Eglise de fonder des institutions religieuses exclusivement dépendantes d'elle ».

La plus grande partie, d'ailleurs, en est consacrée à des encouragements, des directions spirituelles, qui exaltent surtout l'esprit de douceur, d'indulgence et de charité chrétienne envers tous.

NISARD.

Annexe.

Le Saint-Père, comptant sur la sagesse de ceux qui président aux destinées de la France et sur l'équité de sa représentation nationale, espérait qu'il serait dûment tenu compte de paternelles et bienveillantes exhortations contenues dans la lettre adressée par lui en décembre dernier à S. E. le Cardinal Archevêque de Paris à propos des mesures qui menaçaient les corporations religieuses. Sa Sainteté nourrissait même la confiance que les dispositions projetées contre les Instituts religieux, qui ont si bien mérité de la religion et de la patrie, n'auraient pas été approuvées, ou tout au moins auraient été adoucies, de façon à ne pas atteindre les droits de l'Eglise et ceux qu'ont tous les citoyens libres de s'associer à des fins honnêtes et saintes.

Mais l'approbation définitive et la promulgation de la loi sur les associations ont malheureusement démontré que la confiance du Saint-Père était inspirée seulement par sa grande affection pour la France, puisque elle ne s'est pas trouvée correspondre avec la réalité des choses. La constatation d'un tel fait, qui atteint profondément non moins la religion et la justice que la liberté même d'un peuple noble, et, en sa grande majorité, catholique, ne pouvait pas ne pas causer à Sa Sainteté une très vive douleur, et celle-ci a été d'autant plus profonde qu'ont été plus grandes les preuves de prédilection et de particulière bieuveillance, qu'Elle n'a jamais cessé de donner à la Nation française.

C'est pourquoi le Saint-Père, obéissant aux devoirs qui Lui sont imposés par son Ministère sacré, a ordonné au soussigné Cardinal Secrétaire d'État de protester, comme celui-ci proteste en Son Auguste nom, contre la loi précitée, comme étant une injuste loi de représailles et d'exception, qui exclut des citoyens honnêtes et méritants des bienfaits du droit commun, qui blesse également les droits de l'Église, est en opposition avec les principes du droit naturel et en même temps grosse de déplorables conséquences. Il est, en effet, superflu de rappeler ici comment une telle loi, tandis que d'un côté elle restreint la liberté de l'Église, garantie en France d'autre part par un pacte solennel, et tandis qu'elle empêche l'Église de remplir sa mission divine, en la privant de précieux coopérateurs, d'un autre côté aigrit davantage les esprits en un moment où plus vif et plus pressant se fait sentir le besoin de l'apaisement, et enlève à l'État les apôtres les plus zélés de la civilisation, de la charité, et les propagateurs les plus efficaces du nom, de la langue, du prestige et de l'influence française à l'extérieur.

Le Cardinal soussigné, pour se conformer aux ordres de Sa Sainteté, prie Votre Excellence de porter le contenu de la présente Note à la connaissance de son Gouvernement.

RAMPOLLA.

DOCUMENT VI. — *M. Waldeck-Rousseau, Président du Conseil, à M. Delcassé, Ministre des Affaires Étrangères.*

Paris, le 3 septembre 1901.

Par une lettre du 29 août dernier, vous avez bien voulu m'adresser copie d'une dépêche de notre Représentant près le Saint-Siège en date du 19 du même mois, vous rendant compte de l'entretien qu'il a eu avec le Cardinal Secrétaire d'État au sujet du règlement relatif à l'application aux Congrégations religieuses de la loi du 1^{er} juillet 1901, et par laquelle il signale l'intérêt qu'il y aurait à ce qu'une entente intervînt au plus tôt sur l'énoncé de la formule, dont les congrégations devront se servir pour demander l'autorisation prescrite par la loi.

Il résulte de la communication de M. de Navenne que le désir du Saint-Siège serait de voir apporter une modification à la formule très simple, invariablement employée chaque fois qu'une autorisation a été donnée à une congrégation sous le régime des lois antérieures à celle du 1^{er} juillet 1901, de façon à distinguer au point de vue de la juridiction épiscopale ce qui touche au régime intérieur et ce qui touche

au régime extérieur des congrégations. Le Gouvernement ne saurait évidemment entrer dans cette vue sans se départir d'une règle qui a été invariablement suivie depuis 1809, sans donner lieu à aucune difficulté. Tous les actes législatifs, tous les décrets ou ordonnances relatifs aux congrégations ont employé les termes : *Soumission à la juridiction de l'Ordinaire du lieu* ; tous commentaires et toutes définitions ou distinctions ont été écartés, et ce n'est pas sans inconvénients qu'on pourrait, de part et d'autre, se départir de la prudence et de la réserve qui ont inspiré cette longue pratique. En pareille matière, toute innovation serait périlleuse, et il est préférable de ne pas rompre avec une tradition, qui a fait ses preuves et donné satisfaction à tous les droits.

L'Etat n'a point à s'enquérir du régime intérieur des congrégations, à se préoccuper de la règle qu'elles suivent. Il l'ignore.

Il ne prétend connaître que la règle civile qu'elles adoptent, leur fonctionnement, leur personnel, leur patrimoine, leur but.

Fidèle à la pensée du Concordat et respectueux observateur des règles, qui président à l'exercice du culte, il voit dans les évêques les chefs hiérarchiques de tous ceux qui, dans le diocèse, participent à la pratique de ce culte. Il demande aux congrégations de se soumettre à cette hiérarchie, et d'accepter la juridiction épiscopale.

Il n'a point, à l'occasion d'une loi spéciale, à définir l'autorité des évêques, ni à spécifier les matières soumises à leur juridiction.

Elle peut s'exercer spontanément au point de vue des intérêts religieux, dont les évêques ont la garde, et, en ce cas, l'Etat n'a point à intervenir. Elle peut être mise en mouvement par lui, mais il n'a jamais entendu et n'entend pas le faire pour intervenir soit à propos de l'établissement de la règle intérieure des congrégations, soit à propos de la façon dont elles l'observent, mais seulement dans le cas où des manifestations extérieures donneraient prise à des reproches comme étant de nature à troubler l'ordre public ou à constituer une violation des lois et règlements en vigueur, lorsque, en un mot, son droit de police aurait à s'exercer.

Ces explications suffiront sans nul doute à convaincre le Saint-Siège que le Gouvernement n'entend s'immiscer en rien, directement ou indirectement, dans le domaine spirituel.

Le plus sage est donc de rester fidèle aux précédents, de ne pas modifier une pratique, dont l'Eglise et l'Etat se sont accommodés pendant un siècle, et de ne pas entrer dans une voie qui peu à peu conduirait à mettre en discussion des règles sur lesquelles il est facile de se mettre d'accord, *en fait*, mais sur le sens précis desquelles, *en droit*, le conflit ne manquerait pas de se réveiller.

Sous le bénéfice de ces observations, j'ai toujours pensé, Monsieur le Ministre et cher collègue, que, dans l'application de la loi du 1^{er} juillet 1901, le Gouvernement devait s'inspirer de l'esprit de la plus large tolérance et du libéralisme le plus bienveillant. C'est ainsi que, dès le principe, j'ai donné les instructions nécessaires pour que les demandes d'autorisation, formées en exécution du paragraphe 1^{er} de l'article 18, soient acceptées et les récépissés délivrés, dès lors que les statuts contiennent la déclaration de soumission à l'Ordinaire et l'approbation de celui-ci, sans apprécier les formules employées. Mais il ne m'est pas

permis d'aller plus loin, et, en tout état de cause, le Pouvoir législatif aurait seul qualité pour faire cette appréciation, puisque, aux termes de l'article 13, « la loi nécessaire pour autoriser une congrégation déterminera en même temps *les conditions de son fonctionnement* ».

WALDECK-ROUSSEAU.

DOCUMENT VII. — *M. Delcassé, Ministre des Affaires Étrangères, à M. Combes, Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes.*

Paris, le 19 juillet 1902.

Le 16 de ce mois, le Nonce apostolique a signalé à mon attention une récente circulaire du Département des Cultes, qui ordonne la fermeture de certaines écoles desservies par des congréganistes et ouvertes antérieurement à la loi du 1^{er} juillet 1901. D'après Mgr. Lorenzelli, cet acte serait en contradiction avec une décision prise au Conseil des Ministres, au mois de janvier dernier, et qui lui a été notifiée par mes soins. Il résultait de la décision dont il s'agit, que l'avis du Conseil d'État affirmant la qualité d'établissements religieux des écoles où professent des congréganistes, ne saurait avoir d'effet rétroactif et ne s'appliquerait, conséquemment, pas aux écoles ouvertes avant la promulgation de la loi précitée.

Je ne puis que vous prier de vouloir bien examiner les observations du Représentant du Saint-Siège, et de me mettre en mesure de lui adresser une réponse conforme à la situation que je viens d'avoir l'honneur de vous exposer.

DELCASSÉ.

DOCUMENT VIII. — *M. Combes à M. Delcassé.*

Paris, le 24 juillet 1902.

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur les protestations, que vous a adressées le Nonce apostolique au sujet de la circulaire ordonnant la fermeture de certains établissements scolaires congréganistes ouverts antérieurement à la loi du 1^{er} juillet 1901.

Le Représentant du Saint-Siège invoque que cet acte serait en contradiction avec une décision prise en Conseil des Ministres, au mois de janvier dernier, et que vous avez vous-même notifiée. Il résulterait de cette décision que l'avis du Conseil d'État déterminant le caractère des écoles dirigées par les congrégations ne saurait avoir d'effet rétroactif et ne s'appliquerait pas, conséquemment, aux écoles ouvertes avant la promulgation de la loi précitée.

Vous estimez que votre déclaration, officiellement répétée au Gouvernement pontifical, engage encore aujourd'hui, la manière de voir du Cabinet, et vous me demandez de vous mettre en mesure de confirmer cette déclaration.

Permettez-moi de vous faire observer que la véritable question ne se pose pas sur le terrain où l'a placée Mgr. Lorenzelli. L'avis du Conseil d'État ne peut en aucune façon modifier le texte et l'esprit de la loi. La

haute assemblée administrative n'a fait que préciser un point de fait, à savoir qu'une école dirigée par des congréganistes constitue bien au sens légal un établissement religieux, et dès lors les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 s'appliquent à cet établissement comme à tous les autres, quelle que soit leur nature.

A la Chambre des députés, aussi bien qu'au Sénat, un long débat s'est ouvert à la suite des amendements Peschaud et Halgan sur le point de savoir si l'on admettrait ou non que les congrégations déjà autorisées avant la promulgation de la loi fussent dispensées de demander l'autorisation pour les établissements non autorisés, qu'elles pourraient gérer au moment de cette promulgation. L'amendement Peschaud retiré à la Chambre et repris au Sénat fut repoussé à la quasi unanimité.

Il ne pourrait donc plus exister de doute, et cela a été tellement compris que la plupart des congrégations ont formé des demandes pour tous leurs établissements sans distinction.

Si certaines d'entre elles se sont laissé guider par des conseillers intéressés à créer autour de cette loi une agitation publique, elle doivent en subir les conséquences.

Ceci posé, le débat s'élargit. Nous nous trouvons, et non pour la première fois, en présence d'une intervention que le Cabinet ne saurait accueillir. La loi ne touche pas à la vie intime des congrégations, c'est-à-dire au code des règles et des observances que l'Eglise leur a remis ; elle se contente de régler leurs rapports avec la vie extérieure. Là, comme dans toutes les questions touchant au culte, il a bien été distingué entre le spirituel et le temporel, et il n'a été légiféré que sur ce dernier. Mais sur ce terrain, le Gouvernement, maître de régler une matière qui ne comporte par sa nature aucune négociation, puisqu'elle a été volontairement écartée du Concordat (art. 11), a le devoir de repousser toute intervention.

Au surplus, si le Saint-Siège n'est pas en droit de protester sur le terrain concordataire, il n'en est pas de même du Gouvernement Français, alors qu'un certain nombre d'Evêques prennent à tâche d'empêcher les effets du pacte d'apaisement religieux rédigé et signé par les Représentants des deux pouvoirs, en jetant dans la publicité des lettres où l'insulte se joint à l'excitation, à la révolte.

Ils évitent, il est vrai, d'employer la forme des lettres pastorales, parce que sous cette forme ils tomberaient sous le coup de la législation concordataire, mais l'Evêque qui écrit, cesse d'être évêque, quand il se jette dans les polémiques courantes, même à titre personnel ; il commet la même incorrection qu'un fonctionnaire qui enverrait à la presse des articles ou des lettres signées de lui, sans tenir compte des fonctions dont il a la charge ; il s'expose alors à toutes les sanctions de droit commun réglementant l'action des citoyens.

Ces inconvénients, en se multipliant, pourront donc donner lieu à des difficultés graves, puisque l'examen des lettres des Prélats pourrait donner lieu au fond, comme dans la forme, à des poursuites judiciaires. Or, des poursuites de cette nature grefferaient une nouvelle crise religieuse sur celle dans laquelle nous nous trouvons par suite des excitations imprudentes parties du Vatican, le jour de la réception des curés de Paris, où tout le clergé militant de France a cru entendre le mot d'ordre, qui l'a lancé dans la lutte électorale.

Si le Saint-Siège souhaite le maintien du Concordat, comme j'ose encore le croire, et comme j'en ai à coup sûr le véritable désir, ce maintien pourrait-il se concilier avec une pareille situation ?

C'est sur ce point qu'il convient, Monsieur le Ministre et cher Collègue, d'appeler toute l'attention du Nonce apostolique, et je ne saurais trop le signaler à votre haute sollicitude.

E. COMBES.

DOCUMENT IX. — *Mgr. Lorenzelli, Nonce Apostolique de Paris, à M. Delcassé, Ministre des Affaires Etrangères.*

Paris, le 26 juillet 1902.

Le 31 janvier 1902, Votre Excellence me fit l'honneur de m'appeler au quai d'Orsay pour me donner communication de la décision prise le matin du même jour par le Conseil des Ministres, d'après laquelle l'avis du Conseil d'Etat du 23 du même mois ne serait jamais appliqué aux écoles, dans lesquelles l'enseignement est donné par les congréganistes, ouvertes avant la promulgation de la loi du 1^{er} juillet 1901, et qui, demeurant exclusivement sous le régime de la loi du 30 octobre 1886 et, ne tombant pas sous le dispositif de l'article 13 de la dite loi du 1^{er} juillet 1901, n'auraient, par conséquent, point besoin de demander une autorisation. En même temps Votre Excellence eut la bonté de m'autoriser à transmettre la communication de la susdite décision ministérielle au Saint-Siège, qui, en effet, en reçut aussi une pareille faite, quelques jours après, par l'Ambassadeur de France à Rome, M. Nisard, au nom du Gouvernement de la République française.

Dans cette affaire du plus haut intérêt, le Saint-Père se tint pour rassuré complètement par la communication du Nonce et de l'Ambassadeur, et les catholiques français, aussi bien que les congréganistes intéressés, se crurent également tranquilisés par la teneur de la circulaire de M. Waldeck-Rousseau du 8 février 1902, adressée aux Préfets, qui ne déclarait la nécessité d'une demande d'autorisation que pour les écoles *ouvertes postérieurement à la promulgation de la loi du 1^{er} juillet 1901*, et qui n'avertissait que celles-ci de se mettre en instance pour obtenir l'autorisation, sous la menace de l'application des sanctions légales seulement au cas où elles n'auraient pas demandé l'autorisation et après une dernière mise en demeure ; comme la même circulaire ne menaçait de ces sanctions que *tout nouvel établissement qui s'ouvrirait désormais* sans en avoir obtenu au préalable l'autorisation.

Or, les mesures prises par M. Combes au sujet des écoles, dans lesquelles l'enseignement est donné par les congréganistes existant avant le 1^{er} juillet 1901, non seulement sont en évidente opposition avec la sus-mentionnée décision du précédent Ministère, mais elles portent cette opposition à l'extrême. En effet, le Président actuel du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, par sa circulaire du 15 juillet 1902, adressée aux Préfets, s'efforçait d'appliquer et par le décret du 25 de ce même mois applique le dit avis du Conseil d'Etat aux écoles dans lesquelles l'enseignement est donné par les congréganistes dans les Départements de la Seine et du Rhône, et il prononce la fermeture de ces écoles en la motivant par le fait de s'être abstenues de régulariser leur

situation au point de vue légal, qui, d'après l'exposé ci-dessus, n'était nullement irrégulière, et en tout cas, sans même leur avoir donné un délai pour se mettre en instance d'autorisation, comme la précitée circulaire de M. Waldeck-Rousseau l'avait donné à l'égard des écoles dirigées par des congréganistes ouvertes après la promulgation de la loi du 1^{er} juillet 1901 : et si après leur fermeture on leur accorde la faculté de demander l'autorisation, cette demande n'a pas même l'effet d'en permettre la réouverture au moins pour la rentrée scolaire, avant que le Conseil d'Etat ait statué sur la demande; effet, que la dite circulaire M. Waldeck-Rousseau ne refusait pas à la demande d'autorisation pour les écoles *ouvertes après* le 1^{er} juillet 1901 ; et par conséquent les écoles congréganistes *ouvertes avant* la loi du 1^{er} juillet 1901, sont placées par les mesures de M. Combes dans la plus défavorable condition, à laquelle la dite circulaire de M. Waldeck-Rousseau ne réduisait que les nouveaux établissements, qui s'ouvriraient désormais, après la date de la circulaire même.

Il est donc évident que les mesures sus-indiquées, non seulement sont en opposition avec la décision ministérielle du 31 janvier 1902, en appliquant l'avis du Conseil d'Etat aux écoles congréganistes ouvertes *avant* la promulgation de la loi du 1^{er} juillet 1901, mais encore qu'elles portent cette opposition à l'extrême, en appliquant ledit avis du Conseil d'Etat avec un excès de sévérité, qui n'a pas eu lieu à l'endroit des écoles ouvertes *après* la loi du 1^{er} juillet 1901 et avant la circulaire de M. Waldeck-Rousseau du 8 février 1902, puisque leur autorisation n'a pas été soumise à une préalable fermeture, ou à un préalable avertissement.

Dans cet état de choses, il ne me reste, Monsieur le Ministre, que de faire un chaleureux et respectueux appel à votre patriotisme très éclairé et à votre haute sagesse politique, à qui en bien des circonstances je me suis plu à rendre les hommages les plus sincères, afin que, par votre intervention, le Gouvernement de la République, s'inspirant d'une conception plus sereine des intérêts sociaux et du glorieux patrimoine moral de la France, dont vous avez la garde, se hâte d'adopter des mesures nouvelles qui s'harmonisent avec la décision ministérielle du 31 janvier 1902 communiquée au Saint-Siège, et qui nous épargnent ces ruines et ces divisions, dont pourraient se réjouir seulement les ennemis de la paix religieuse.

B. LORENZELLI.

DOCUMENT X. — *Monsieur Combes, Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes à Monsieur Delcassé, Ministre des Affaires Etrangères.*

Paris le 7 août 1902.

Je vous remercie de la communication que vous avez bien voulu me donner de la note qui vous a été adressée par le Nonce Apostolique à la date du 26 juillet dernier.

Je vous prie de vouloir bien considérer que les Décrets auxquels fait allusion Mgr. Lorenzelli, n'ont en aucune façon pour but d'appliquer l'avis du Conseil d'Etat du 23 janvier 1902, qu'ils ne visent même pas,

mais bien les lois qui antérieurement, même à celle de 1901, ont toujours régi en France la situation des Congrégations religieuses.

C'est notamment l'art. 3 de la loi 24 mai 1825 ; c'est l'art. 5 du Décret-loi du 18 février 1809. Ces textes toujours en vigueur et que la loi de 1901 n'a pas abrogées, ont expressement réservé au Gouvernement le droit d'approuver les établissements particuliers des Congrégations religieuses même autorisées, et ont subordonné à cette approbation la formation de ces établissements.

Il sera facile de vous convaincre que leur application est absolument indépendante de l'avis du Conseil d'Etat du 23 janvier dernier, avis que le ministère précédent avait incontestablement le droit de demander, qui a d'ailleurs confirmé la jurisprudence constante en la matière, et qui ne fait obstacle en aucune façon à l'application des textes législatifs antérieurs.

Au surplus, si des conversations ont été échangées avec le Représentant du Saint-Siège, sur la question des Congrégations, il est inadmissible qu'il puisse exister sur cet objet une correspondance officielle, et je n'ai pas besoin d'insister auprès de vous sur l'intérêt qui s'attache à ce qu'il ne soit pas créé à cet égard un précédent qui serait absolument contraire à notre droit public.

Le Gouvernement qui entend maintenir de la façon la plus ferme ses droits en matière de politique intérieure, ne peut en matière de politique religieuse, que rester sur le terrain des lois concordataires.

Or le Concordat ne fait aucune allusion aux Congrégations religieuses qui n'existaient plus à cette époque, et son art. XI énumère limitativement les établissements ecclésiastiques reconnus par le Gouvernement, à l'exclusion de tout autre.

E. COMBES.

DOCUMENT XI. — *Mgr. le Nonce Apostolique
à M. Delcassé, Ministre des Affaires Etrangères.*

Paris, le 10 août 1902.

Si j'ai bien saisi les quelques idées que, dans le cours de l'audience d'avant-hier, Votre Excellence m'énonçait au sujet de ma note du 26 juillet, Monsieur le Président du Conseil, Ministre des Cultes, soutiendrait que les décrets auxquels j'ai fait allusion, n'auraient en aucune façon pour but d'appliquer l'avis du Conseil d'Etat du 23 janvier 1902, mais bien les lois qui antérieurement à celle de 1901, ont toujours régi en France la situation des Congrégations religieuses et notamment l'art. 3 de la loi du 24 mai 1825 et l'art. 5 du décret-loi du 18 février 1809, en sorte que l'application de ces lois serait absolument indépendante du dit avis du Conseil d'Etat. — Il paraît en outre, d'après Monsieur Combes, que la question des Congrégations serait une matière de politique intérieure et pas du tout matière de politique religieuse, et qu'elle ne serait nullement visée par le Concordat qui aurait énuméré à l'art. XI des établissements ecclésiastiques reconnus par le Gouvernement à l'exclusion de tout autre, et que par conséquent sur cette question n'est pas admissible une correspondance officielle avec le Saint Siège.

Je tiens, Monsieur le Ministre, à répéter ce que j'ai eu l'honneur de vous faire observer de vive voix, à savoir que d'abord je ne comprends pas comment M. Combes applique ses décrets à des écoles libres privées dirigées par des personnes congréganistes indépendamment de l'avis du Conseil d'Etat, qui seul a voulu les qualifier pour des Etablissements religieux contre toute conception de l'établissement religieux donnée par le droit canon et reçue dans les législations. C'est bien parce qu'il veut appliquer cet avis, que M. Combes commence son Décret du 25 juillet dernier par ce considérant : *Vu l'art. 13 de la loi 1901*, car en dehors de cet avis coordonné à l'art. 13 de la loi de 1901, il lui eût été bien difficile de prouver que les écoles dirigées par des frères, telles que les écoles libres privées dirigées par les Frères de Ploermel, pouvaient tomber sous la loi du 24 mai 1825 qui concerne *exclusivement les congrégations religieuses de femmes et leurs établissements religieux*, ou sous le décret-loi du 18 février 1809 qui concerne *exclusivement les Congrégations ou maisons hospitalières de femmes*.

Certes, l'application de ces lois serait absolument indépendante de l'avis du Conseil d'Etat, qui n'irait jamais jusqu'à envisager une école de garçons dirigée, par exemple, par un frère de Ploermel, *comme un établissement religieux de femmes ou de femmes hospitalières* ; mais en tous cas elle ne serait pas moins indépendante de ces lois mêmes.

Ensuite, pour envisager la question des Congrégations religieuses comme simple matière de politique intérieure il faudrait prouver que leur existence et leur action n'ont aucun rapport avec la liberté de la Religion catholique sanctionnée par le 1^{er} art. du concordat. Or elles y ont un rapport intime et tout à fait naturel qui n'a pas besoin d'être démontré.

C'est vrai que le Concordat ne renferme pas la reconnaissance *formelle* des Congrégations parmi les établissements ecclésiastiques *reconnus par le pacte concordataire* ; mais on aurait tort de croire que le Concordat les ait *exclues*, car ce n'est pas l'art. 11 du Concordat, mais l'art. 11 des *Articles Organiques*, qui porte exclusion de tous autres établissements que les Chapitres cathédraux et les Séminaires. — Or il est bon de rappeler que les *Articles Organiques* ont été toujours réprouvés par le Saint-Siège, et que par conséquent « les lois du Concordat sont essentiellement le Concordat lui-même. Cet acte est le résultat de la volonté de deux puissances contractantes. *Les lois organiques*, au contraire, ne sont que *le mode d'exécution adopté par l'une de ces puissances. Le mode est susceptible de changement et d'amélioration*, suivant les circonstances » (Note ministérielle du 18 juillet 1804 adressée par M. Talleyrand, Ministre des Affaires Etrangères, au Cardinal Légat).

En outre il est à remarquer que le dit art. 11 des *Articles Organiques* exclut tous autres établissements religieux, non pas du bénéfice du droit commun, mais uniquement *du bénéfice de la reconnaissance concordataire* accordée aux Chapitres et aux Séminaires et des avantages qu'elle comporte. C'est tellement vrai que l'article 11 des *Articles Organiques* n'a pas exclu les Congrégations *du bénéfice du droit commun*, qu'en effet ce droit leur a été appliqué par l'autorisation accordée ensuite à plusieurs d'entre elles, sans qu'il fût besoin pour cela de déroger à l'article précité.

Or si les Congrégations ont été laissées par le Concordat et même par les *Articles Organiques sous le régime du droit commun*, il est de toute évidence, que les mettre hors du droit commun c'est détruire le terrain présumé par le Concordat, c'est porter atteinte à la liberté générale de la Religion garantie par le 1^{er} article du Concordat, puisque cette liberté exige du moins l'application du droit commun à toutes les institutions catholiques et notamment à celles qui ont pour but l'éducation chrétienne et la prédication de l'Évangile.

La question des Congrégations n'est donc pas simplement une matière politique intérieure, mais aussi et avant tout une matière de politique religieuse. Dès lors, le Nonce se trouve et demeure dans le vrai terrain concordataire, évidemment présumé par l'esprit du Concordat, soit lorsqu'il demande qu'on ne fasse pas une loi d'exception, mettant hors du droit commun les Congrégations, soit lorsqu'il demande qu'on ne fasse pas d'applications illégales de la loi exceptionnelle, et encore plus lorsqu'enfin il demande qu'on ne transforme pas celle-ci en mesure de proscription.

C'est de la sorte que le Nonce Apostolique travaille loyalement à la conservation de la paix religieuse et par là même à la prospérité de la France, car on ne peut pas mieux prouver le désir sincère de maintenir le Concordat que par les efforts constants d'en sauvegarder l'esprit et la base politico-religieuse.

† B. LORENZELLI.

DOCUMENT XII. — *Lettre de Sa Sainteté Pie X,
à M. Loubet, Président de la République française.*

2 décembre 1903.

Depuis le jour où la divine Providence a voulu nous élever au Souverain Pontificat, la situation douloureuse faite à l'Eglise catholique en France n'a point cessé de Nous préoccuper vivement. Nous voyons avec amertume que cette situation tend à s'aggraver chaque jour davantage ; et c'est pourquoi Nous considérons comme un devoir impérieux de Notre ministère apostolique d'appeler sur ce point l'attention du premier Magistrat de la République.

Notre Prédécesseur Léon XIII, de sainte et glorieuse mémoire, dans sa sollicitude et sa bienveillance particulière pour la noble Nation française, tâcha autant qu'il lui fut possible de conjurer la loi contre les Congrégations religieuses, en démontrant combien elle était contraire aux règles de l'équité et de la justice, et en signalant les conséquences funestes qu'elle produirait non moins pour l'Eglise que pour la France. Malheureusement ni la parole si autorisée de l'Auguste Pontife, ni l'évidence des considérations qu'il faisait valoir ne purent rien ; bien plus, le Gouvernement lui-même aggrava encore la loi dans l'application qu'il en fit : il alla jusqu'à refuser d'examiner, nonobstant le vœu de la grande majorité des Conseils municipaux, les demandes d'autorisation que les Congrégations religieuses, avaient présentées aux pouvoirs publics, en se conformant à toutes les dispositions de la loi. C'est ainsi que durant ces derniers mois, Nous avons dû assister avec une profonde

douleur, aux événements qui se déroulèrent en France, le pays classique de la liberté et de la générosité, et qui, dans toutes les nations, produisirent sur l'opinion publique une impression de surprise et de tristesse. Des milliers de religieux et de religieuses, qui avaient hautement mérité de l'Eglise et de la France, qui ne sont coupables que de s'être dévoués à leur propre sanctification et au service de leur prochain en pratiquant les conseils évangéliques, ont été chassés de leurs pacifiques demeures, et réduits souvent à la plus dure misère ; et puisque leur propre patrie leur enlevait le droit, que les lois garantissent à tous les citoyens, de se choisir le genre de vie à leur convenance, il se sont vus contraints à chercher un asile et la liberté en des terres étrangères. Qu'on ajoute à cela les attaques répétées contre l'Eglise catholique et le Saint Siège lui-même, malgré son attitude constamment et particulièrement pacifique et bienveillante à l'égard de la France et du Gouvernement de la République, les nombreuses suppressions de traitements, dûs pourtant en justice aux évêques et aux curés, la vacance prolongée des sièges épiscopaux, et personne ne pourra contester que la situation présente de l'Eglise en France ne soit exceptionnellement triste et douloureuse.

Comme si ce n'était pas suffisant, on prépare maintenant contre l'Eglise d'autres mesures, tendant à priver du droit d'enseignement, à ses trois degrés, supérieur, secondaire et primaire, tout membre d'une Congrégation religieuse même autorisée. La singulière gravité d'une telle mesure n'échappe certainement pas, Monsieur le Président, à votre profonde pénétration. En fait la législation française reconnaît expressément à tout citoyen le droit d'enseigner, sauf quelques dispositions pour s'assurer de la compétence des maîtres et empêcher les abus possibles. Ceci posé, nous laissons à tout homme éclairé et impartial le soin de juger, si d'enlever un droit commun, sanctionné par les lois, à toute une classe de citoyens, soumis à toutes les charges, — uniquement parce qu'ils sont religieux, — ce n'est pas en même temps une offense à la religion, une injustice au détriment de ces citoyens, et une violation de ces principes de liberté et d'égalité qui sont à la base des constitutions modernes. Une exception pareille ne pourrait se justifier que s'il y avait une incompatibilité intrinsèque entre les vœux religieux et le ministère de l'enseignement, ou si l'on avait constaté des abus graves chez les religieux et religieuses, voués à l'enseignement. Mais, sans apporter beaucoup d'autres considérations, contre ces griefs et en faveur des congréganistes, on peut invoquer, et l'autorisation elle-même qui a été donnée par les Gouvernements successifs de la France, et la volonté des pères de famille qui en très grand nombre confient aux Instituts religieux l'éducation de leurs enfants.

Le vote du projet de loi qui vient d'être présenté à la Chambre des Députés, entraînerait du même coup, avec la liquidation de leurs biens, la suppression des Congrégations religieuses qui n'ont d'autre but que l'enseignement et l'éducation de la jeunesse, et qui ont été autorisées pour ce seul objet. De cette façon, on aurait à peu près consommé en France la destruction de ces Instituts religieux qui, par la saine éducation de la jeunesse, fondement de toute société humaine, furent toujours un élément de patriotisme, de civilisation et de progrès. Et puisque c'est sur eux que reposaient principalement le prestige et l'influence morale

de la France à l'extérieur, spécialement en Orient, la France viendrait à manquer de plus en plus des moyens nécessaires pour remplir dans le monde cette mission civilisatrice qui lui a été assignée par la Providence et pour laquelle elle a constamment obtenu l'appui des Pontifes Romains. Le Saint Siège, tenu par l'ordre de Dieu même à pourvoir à la diffusion de l'Évangile, se trouverait dans la nécessité de ne point s'opposer à ce que les vides produits dans les rangs des missionnaires français soient comblés par des missionnaires d'autres nationalités.

En voyant cette longue série de mesures toujours plus hostiles à l'Eglise, il semblerait, Monsieur le Président, qu'on veuille, comme certains le croient, préparer insensiblement le terrain pour en arriver non seulement à séparer complètement l'Etat d'avec l'Eglise, mais, si c'est possible, à enlever à la France cette empreinte du christianisme qui a fait sa gloire dans les siècles passés. Nous ne pouvons Nous persuader que les hommes d'Etat qui gouvernent actuellement les destinées de la France, nourrissent de tels projets qui entraîneraient fatalement à l'intérieur la plus grave perturbation religieuse et à l'extérieur une diminution du prestige et de l'influence morale de la France. Pour Nous, si par malheur de telles éventualités devaient se produire, certes Notre cœur, qui aime tendrement la Fille aînée de l'Eglise, en éprouverait une profonde douleur : mais en même temps, Nous devons l'ajouter en toute franchise, le Saint Siège, poussé à ces extrémités, plein de confiance dans la vitalité de l'Eglise en France, ne manquerait à aucun des devoirs que lui imposeraient et sa mission divine et la nature des circonstances, laissant à d'autres la responsabilité des conséquences qui pourraient en dériver.

Nous avons voulu, au début de Notre Pontificat, Monsieur le Président, vous ouvrir Notre cœur ; Nous avons la confiance que vous-même, avec la noblesse de caractère, l'élévation de sentiments, le vif désir de pacification religieuse dont Nous vous savons sincèrement animé, vous voudrez faire valoir toute l'influence qui vous vient de votre haute situation, pour éloigner de l'Eglise de nouveaux préjudices et épargner à la France de nouvelles agitations religieuses. Dans le ferme espoir que Nos desirs seront réalisés, grâce à votre intervention, Nous vous donnons de tout cœur à Vous, Monsieur le Président et à votre famille, la bénédiction apostolique.

DOCUMENT XIII. — *M. Loubet, Prédident
de la République française, à Sa Sainteté Pie X.*

Paris, le 27 février 1904.

Très Saint Père;

Son Excellence Monseigneur le Nonce Apostolique m'a remis la lettre personnelle, que Votre Sainteté m'a fait l'honneur de m'écrire pour me signaler avec quelle appréhension Elle voit les pouvoirs publics saisis de projets relatifs aux Congrégations, à la liberté de l'enseignement et aux pénalités applicables au clergé.

Votre Sainteté pense que les projets dont Elle examine les conséquences, s'ils étaient votés, semblent indiquer qu'ils tendent à réaliser

la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat. Elle croit qu'il s'en suivrait une très grave perturbation religieuse à l'intérieur et une diminution de l'influence morale et du prestige de la France à l'étranger.

J'ai déjà eu l'honneur de répondre à Sa Sainteté Léon XIII, il y a quelques années, que personne plus que moi ne désirait le maintien de la paix religieuse et la loyale exécution du Concordat, qui règle les rapports de l'Eglise et de l'Etat : j'ajoutais que je reconnaissais les efforts faits par Sa Sainteté pour assurer la soumission du clergé de France aux lois du pays.

J'ai le très grand regret de constater qu'un certain nombre de membres du clergé et de congrégations, malgré les instructions pontificales, au lieu de se renfermer dans leur mission, se sont lancés dans les luttes politiques et ne craignent pas, même à l'heure présente, de critiquer avec passion et violence le Gouvernement Républicain et les lois du pays.

Quelle que soit l'opinion personnelle du Président de la République sur ces questions, Votre Sainteté ne peut, en faisant appel à lui, perdre de vue le rôle qui lui est assigné par la Constitution Française.

Le Président doit se renfermer dans son irresponsabilité constitutionnelle en ce qui concerne les mesures gouvernementales, et s'abstenir de tout acte personnel. Il ne peut qu'offrir ses conseils aux ministres, et j'ai conscience de ne pas avoir manqué à ce devoir. Quant aux lois et résolutions parlementaires, le Président n'y intervient que par les ministres, qui sont eux-mêmes obligés de compter avec les majorités des deux Chambres.

C'est avec la plus grande tristesse que j'ai vu récemment des archevêques et des évêques s'adresser par des lettres rendues publiques au Président pour protester contre certains projets de loi, alors qu'ils ne peuvent ignorer quelle est la loi constitutionnelle du pays. Ils se sont trompés s'ils ont pensé faire peser sur lui la responsabilité de ces projets et de ces mesures, et ils ont, en agissant ainsi, fourni l'occasion à ceux qui ont présenté ou soutiennent ces projets, de donner à la lutte un caractère plus irritant.

Malgré tout, j'ai l'espoir que les passions se calmeront et que la paix se fera dans les esprits, surtout si le clergé suit les sages instructions de Votre Sainteté.

Je remercie Votre Sainteté du témoignage d'estime et de confiance dont Elle m'a honoré en m'adressant sa lettre personnelle. Je La remercie aussi de la bénédiction apostolique qu'elle a daigné, à cette occasion, donner à ma famille et à moi, et je La prie d'agréer l'humble expression de ma haute vénération et de mon profond respect.

ÉMILE LOUBET

Président de la République.

DOCUMENT XIV. — *Mémoire remis par M. Nisard, Ambassadeur de France, au Cardinal Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté.*

L'Ambassadeur de France près le St. Siège ayant eu l'honneur d'entretenir le Secrétaire de Sa Sainteté, d'une question relative à l'interprétation du Concordat, en matière de nomination d'évêques, croit devoir, suivant le désir qui lui en a été exprimé, rappeler à Son Eminence, le sujet de cette conversation.

Depuis longtemps, des difficultés se sont élevées au Conseil d'Etat, à l'occasion de la rédaction des bulles d'institution canonique, délivrées par la Chancellerie pontificale aux évêques préconisés au Consistoire et soumises à l'enregistrement du dit Conseil. Ces difficultés se sont renouvelées récemment au sujet de la nomination des évêques d'Annecy et de Carcassonne. Dès lors le Gouvernement de la République ne pouvait qu'être désireux de procéder à un échange de vues avec la Chancellerie pontificale afin d'arriver à une entente sur la question qui lui semblait ainsi s'imposer à leur commune attention, c'est-à-dire sur l'emploi dans les bulles dont il s'agit, de la formule *Nobis nominavit*. En effet, aux yeux des jurisconsultes qui composent le Conseil d'Etat, la formule *nominavit* qui se trouve reproduite dans les actes exécutoires du Concordat, est la seule qui réponde exactement aux termes de la Convention de l'An IX.

Ce n'est pas d'ailleurs la première fois que cette question a fait l'objet de pourparlers entre les deux Hautes Parties Contractantes.

Si, en vue de maintenir la formule du *Nobis*, la Chancellerie pontificale s'est appuyée sur des arguments historiques tirés de ce qui se passait sous l'Ancien Régime, ces considérations n'ont pas empêché la Cour de Rome de reconnaître en 1872 qu'il y avait avantage à supprimer, sur notre demande le mot *praesentavit* qui se trouvait adjoit aux mots *Nobis nominavit*. Le Gouvernement de la République est trop persuadé que le St. Siège apprécie, comme lui, l'intérêt qui s'attache à une nouvelle entente, pour ne pas conserver l'espoir que l'esprit de conciliation qui l'a guidé il y a vingt ans, le conduira aujourd'hui à ne pas insister sur le maintien du mot *Nobis*, et à adopter une formule plus en harmonie avec les droits respectifs des deux Hautes Parties Contractantes, tels qu'ils sont fixés par les articles 4 et 5 du Concordat.

Rome, 21 décembre 1902.

DOCUMENT XV. — *Memorandum de S. E. le Card. Secrétaire d'Etat à M. Nisard, Ambassadeur de France.*

Le Saint Siège n'a point manqué d'examiner avec une grande attention le mémoire que Nisard, ambassadeur de France, a remis le 20 décembre dernier dans le but de fixer les points d'une conversation antérieure que, par ordre de son gouvernement, il avait eu avec le Cardinal Secrétaire d'Etat sur la teneur des Bulles épiscopales en France. Dans ce mémoire l'on fait allusion en premier lieu aux difficultés que l'enregistrement des bulles épiscopales a rencontrées en France dans le passé et qu'elle

rencontre encore aujourd'hui de la part du Conseil d'Etat à propos des dernières nominations des Evêques d'Annecy et de Carcassonne : au jugement du Conseil d'Etat, la phrase *Nobis nominavit* serait une formule qui s'écarterait des termes du Concordat de 1801. Ce mémoire affirme en outre que si le Saint Siège a maintenu le *Nobis*, en se basant sur des arguments historiques tirés de la procédure suivie sous l'Ancien Régime, cela ne l'a pas empêché de consentir à la demande du Gouvernement français de supprimer le mot *praesentavit* qui se serait trouvée jointe aux mots *Nobis nominavit*. Enfin le mémoire se termine par l'assurance qu'a le Gouvernement de la République de voir le Saint Siège s'inspirer de nouveau des sentiments de conciliation qui le guidèrent il y a trente ans, en n'insistant plus sur l'usage du mot *Nobis* et en adoptant une formule plus en harmonie avec les droits respectifs des parties contractantes tels qu'ils résultent des articles 4 et 5 du Concordat.

Après un examen sérieux de ce mémoire, l'on ne dissimule point l'impression de pénible surprise qu'a éprouvée le Saint Père en voyant reprendre aujourd'hui par le Gouvernement français une question réglée depuis 1871. En 1871, en effet, le Gouvernement français, par l'organe de son ambassadeur, le Baron d'Harcourt, demanda en premier lieu au Saint Siège que, dans la rédaction des Bulles épiscopales pour la France, à l'expression *nominavit*, usité dans presque toutes les bulles, ne fût point substitué le terme *praesentavit*, employé dans quelques-unes. Comme il s'agissait d'une simple erreur de copiste, le Saint Siège n'eut aucune difficulté à consentir à ce désir : c'est ce qui résulte de la note du Cardinal Antonelli du 7 janvier 1872. Il ne s'agissait donc pas alors (pour le dire en passant) de la suppression du *praesentavit*, qui aurait été joint au *nominavit*, — comme l'affirme le mémoire — mais de la substitution du *praesentavit* au *nominavit*. Le Gouvernement français demanda en outre, que le *Nobis* fût supprimé dans les bulles et qu'on y laissât seulement le *nominavit* : et, à cette demande, le Saint Siège ne jugea pas opportun d'accéder, étant donné, comme le démontra le Cardinal Antonelli dans ses Notes du 11 mai et du 30 juillet 1872, que la phrase *Nobis nominavit*, employée dans les Bulles, ne lésait en aucune façon le droit de nomination afférent à l'Etat en vertu du Concordat. Le Gouvernement, satisfait des explications données par le Saint Siège, termina la question par le décret que M. Thiers, Président de la République, signa le 27 septembre 1872 et qu'il sera utile de reproduire ici en entier :

« Le Président de la République Française, — Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ; — Vu les art. 4 et 5 de la convention du 26 mess. an 9 ; — Vu les art. 1^{er} et 18 de la loi du germ. an 10 ; — Vu le décret, en date du 10 fév. 1872, qui nomme M. Delannoy à l'évêché de S. Denis (île de la Réunion), vacant par le décès de Mgr. Maupoint ; — Vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté le pape Pie IX au dit évêque nommé ;

« Vu notamment le passage de la bulle ainsi conçu : « Cum... ipse dilectus filius noster Adulphus *Nobis* ad hoc per suas litteras nominaverit te, ex legitimis, catholicis, honestique parentibus... progenitum » ; — Vu les avis de la commission provisoire chargée de remplacer le conseil d'Etat, en date des 16 nov. 1871 et 27 janv. 1872, invitant le

ministre des cultes à demander la suppression du mot *Nobis* dans cette formule ; — Vu les lettres du ministre de l'instruction publique et des cultes au ministre des affaires étrangères, en date des 29 nov. 1871, 19 févr., 22 mai, 12 juin 1872, et la circulaire à l'épiscopat, du 19 juillet suivant ; — Vu les dépêches du ministre des affaires étrangères au ministre de l'instruction publique et des cultes, en date des 19 janv., 1^{er} et 19 juin, 2, juill., 3 et 6 août 1872 ; ensemble les lettres de l'ambassadeur ou chargé d'affaires de France près le Saint Siège au ministre des affaires étrangères, en date, à Rome, des 5 janv., 12 mai, 26 juin, 9, 15 et 29 juill. 1872 ; les dépêches du Cardinal Antonelli à l'ambassadeur ou chargé d'affaires de France près le Saint-Siège, en dates des 11 mai et 30 juill. 1872 ; — Vu les art. 4 et 5 du texte latin de la convention du 26 mess. an 9, ainsi conçus : « Art. 4. Consul Primus..... archiepiscopos et episcopos novae circumscriptionis diocesibus praeficiendos nominabit, summus Pontifex institutionem canonicam dabit, iuxta formas relative ad Gallias ante regiminis commutationem statutas ». — « Art. 5. Idem Consul Primus ad episcopales sedes quae in posterum vacaverint novos antistites nominabit » ; — Vu la bulle *Ecclesia Christi*, du 18 des calendes de sept. 1801, portant ratification de la convention du 26 mess. an 9, publiée par un arrêté consulaire du 29 germ. an 10, la dite bulle au paragraphe suivant : « Archiepiscopos autem et episcopos novae circumscriptionis dioecibus praeficiendos Consul Primus nominabit » ; — Vu la bulle *Qui Christi Domini*, du 3 des calendes de déc. 1801, relative à la circonscription des nouveaux diocèses, publiée par arrêté consulaire du 29 germ. an 10, la dite bulle au passage suivant : « Cum statuissimus..... decem ecclesias metropolitanas et quinquaginta episcopales esse erigendas, quarum singulis possent a Primo Consule idonei viri ecclesiastici nominari ac digni » ; — Vu le bref du 29 nov. 1801, conférant au cardinal légat le pouvoir d'instituer de nouveaux évêques, également publié par arrêté consulaire du 29 germ. an 10, le dit bref au passage suivant : « Quoniam spatium minime suppetit habendi notitiam de nominationibus a dicto Primo Consule faciendis..., dilecto filio nostro I. B. S. R. E. P. C. Caprara... potestatem et auctoritatem in hoc tantummodo imperitmur, ut ipse nominationes ad praefatas archiepiscopales et episcopales ecclesias a supra dicto Primo Consule faciendas excipere... possit ac valeat » ; — Vu le formulaire dressé par le cardinal Caprara, en exécution de ce bref, pour l'institution canonique des nouveaux prélats, déposé dans les archives de la légation, aujourd'hui conservées aux archives nationales, formulaire où se trouve ce qui suit : « Constito Nobis de fidei doctrinae ac morum integritate deque vera idoneitate tui quem inclytus Napoleon Bonaparte, Primus Consul dictae Gallicanae Reipublicae, ad hanc ecclesiam nominavit ;

« Vu la circulaire du ministre des cultes, en date du 19 juillet dernier ; — Vu les réponses de l'épiscopat, ensemble les extraits des bulles certifiées conformes par les évêques de chaque diocèse ; — Considérant qu'il résulte du texte de la convention du 26 mess. an 9, de tous les actes exécutoires de cette convention, que la nomination des évêques appartient exclusivement au Gouvernement, et que l'institution canonique est seule réservée au Souverain Pontife : que, dès lors la formule *Nominavit*, souvent employée dans les bulles pontificales, est rigoureu-

sement conforme au concordat et plus exacte que la formule *Nobis nominavit*; — Considérant que cette dernière formule, qui a été le plus habituellement employée dans les bulles depuis 1803, n'avait pas été considérée, jusqu'en 1872, comme pouvant contredire au droit du Gouvernement; — Considérant que les explications fournies par la chancellerie pontificale ont suffisamment éclairci l'incident qui avait provoqué les observations du Gouvernement français; qu'il résulte de ces explications que le droit du pouvoir civil n'est nullement contesté, et que la formule *Nobis nominavit* est employée dans un sens qui ne peut y préjudicier en rien; — Considérant, d'ailleurs, que la réserve insérée à l'art. 2 de tous les décrets de publication de bulles, brefs et autres actes de la cour de Rome, sauvegarde tous les droits et permet de recevoir et publier la bulle d'institution canonique de M. Delannoy pour l'évêché de Saint-Denis;

« Le Conseil d'Etat entendu, — Décrète :

« Art. 1^{er}. — La bulle donnée à Rome la veille des nones de mai l'an de l'Incarnation 1872 (6 mai 1872), portant l'institution canonique de M. Delannoy (Victor-Jean-Baptiste-Paulin) pour l'évêché de Saint-Denis (île de la Réunion), est reçue et sera publiée en France en la forme ordinaire.

» 2. — La dite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois du pays, aux franchises, libertés, et maximes de l'Eglise gallicane.

» 3. — La dite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du conseil d'Etat. Mention de la dite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du conseil ».

Par ce décret la question fut close, et le Gouvernement français devrait la considérer comme telle. Mais puisqu'il reprend aujourd'hui la même demande, il paraît manifeste que la raison qui l'a porté et qui le pousse à insister pour la suppression du *Nobis* doit se chercher dans un malentendu sur le sens exact et précis du droit ou privilège qui lui revient en vertu du Concordat dans les nominations épiscopales.

Il est hors de doute que le Concordat de 1801 concède au Chef de l'Etat français le droit de nomination aux évêchés vacants, réservant par ailleurs au Saint Siège l'obligation de donner l'institution canonique au sujet nommé, toutes les fois que celui-ci réunit les conditions d'aptitude déterminées par le droit canon. Mais ce droit de nomination n'est et ne peut être rien d'autre que ce droit qui, seul, est admis par les saints canons, et qui fut concédé aux anciens Rois de France en vertu du Concordat de 1516 et à d'autres Gouvernements par des conventions particulières, c'est-à-dire le droit de désigner au Saint Siège le sujet à promouvoir; le Saint Siège, de son côté, ayant reconnu la capacité du candidat, lui donne le droit à la consécration, et lui attribue moyennant l'institution canonique le diocèse, l'en faisant Evêque et Pasteur. Le Gouvernement donc, par sa nomination, ne confère pas le diocèse, ou pour parler plus exactement encore, ne fait pas l'Evêque, comme semble le penser le Conseil d'Etat, mais il indique seulement au Pontife Romain le sujet qui doit, moyennant l'institution canonique obtenir du Pontife Romain le diocèse avec la juridiction y annexée,

c'est-à-dire qu'il doit être fait Evêque et Pasteur en vertu de la Convention concordataire.

Que telle soit la nature et le caractère du droit de nomination concédé à l'Etat, on ne peut en douter aucunement, si l'on réfléchit en premier lieu que le Saint-Siège, soit par institution divine, soit par disposition canonique, ne peut céder à l'Etat le droit de faire les Evêques qui sont les successeurs des Apôtres, placés par l'Esprit Saint pour régir l'Eglise de Dieu ; quand il s'agit de pourvoir les diocèses, le seul droit du Saint Siège peut conférer à l'Etat, est celui que l'on vient de décrire.

En outre, ceci se déduit manifestement du texte même du Concordat. En effet, l'article 4 établit : « *Consul primus Gallicanae Reipublicae intra tres menses qui promulgationem constitutionis apostolicae consequuntur, Archiepiscopos et Episcopos novae circumscriptionis diocesibus praeficiendos nominabit, Summus Pontifex institutionem canonicam dabit iuxta formas, relate ad Gallias, ante regiminis commutationem statutas* ». Les mots : *archiepiscopos et episcopos diocesibus praeficiendos nominabit* signifient clairement que le Premier Consul, par sa nomination, ne *praeficit* pas les archevêques et les évêques aux nouveaux diocèses, mais qu'il désigne les archevêques et les évêques *praeficiendos* par un autre, c'est-à-dire par le Pontife Romain. Ce qui est confirmé par les mots suivants : *Summus Pontifex institutionem canonicam dabit*. Car ce serait une erreur de croire que l'institution canonique consiste seulement à prendre note de la nomination déjà effectuée ou à juger d'une façon théorique de la capacité du sujet déjà créé évêque par le Gouvernement. L'institution canonique est au contraire l'institution reconnue par les sacrés canons, comme l'indique le mot même *canonica*, c'est-à-dire qu'elle est l'acte solennel par lequel le Pontife Romain confère au sujet le diocèse avec pleine juridiction et le constitue évêque de ce diocèse. Par suite, c'est le Premier Consul qui *nominabit praeficiendos*, mais c'est le Pontife Romain qui *praeficit* au moyen de l'institution canonique, ceux qui ont été nommés. Enfin, ceci est de nouveau confirmé par ces mots : *iuxta formas relate ad Gallias ante regiminis commutationem statutas* ; mots qui comprennent certainement et principalement aussi la forme employée au Consistoire pour l'institution canonique des évêques. Cette forme aujourd'hui est de la teneur suivante : *Auctoritate Omnipotentis Dei, Sanctorum Apostolorum Petri et Pauli ac Nostra providemus Ecclesiae N. de dilecto filio N. praeficientes eum in episcopum et pastorem* ; anciennement, c'est-à-dire avant le Concordat, elle était encore plus détaillée : *Auctoritate Omnipotentis Dei Patris et Filii et Spiritus Sancti et Beatorum Apostolorum Petri et Pauli ac Nostram Ecclesiam N. de persona N. providemus, ipsumque illi in episcopum praeficimus et pastorem curam et administrationem ipsius in spiritualibus et temporalibus eidem committendo* (Benoît XIV, *De synodo diocesana*, liv. II, chap. V, n° 3). Conformément donc aux dispositions concordataires, la collation des diocèses, avec la juridiction qui y est annexée, c'est-à-dire la création de l'Evêque appartient au pontife Romain ; au Gouvernement revient le droit de nommer, c'est-à-dire de désigner la personne, le Saint-Siège ayant des obligations correspondantes à ce droit du Gouvernement.

Cette doctrine admise — et elle est d'une certitude absolue — le mot *Nobis*, joint au *nominavit* dans les bulles épiscopales, ne peut présenter aucune difficulté. Si en effet le Gouvernement, par la nomination, désigne le sujet au Souverain Pontife, afin que celui-ci — reconnaissant la capacité du candidat — lui confère l'épiscopat conformément à l'obligation assumée avec le Concordat, il est naturel que le Pape dise dans la bulle : *Nobis nominavit*.

La doctrine qui vient d'être exposée est pour le Saint Siège de la plus haute importance : il ne faut donc pas s'étonner si elle est affirmée dans toutes les Bulles épiscopales pour les pays qui ont obtenu du Saint Siège le droit ou privilège de nomination aux sièges vacants.

Et de fait, dans les Bulles épiscopales françaises (pour ne parler que de celles-là) il est question deux fois de la nomination à faire ou faite par l'Etat au Saint Siège. La première fois, l'on établit le principe, c'est-à-dire que la nomination doit être faite au Pontife Romain : *nominatio personae idoneae ipsi vacanti Ecclesiae in episcopum praeficiendae Romano Pontifici pro tempore existenti facienda, etc.* ; et cette formule, certainement la plus importante, est toujours fidèlement mentionnée *in extenso*, comme on peut le voir dans la note d'Archive jointe à cette réponse, qui embrasse toutes les bulles existantes dans les Archives Vaticanes, depuis l'époque du Concordat jusqu'à l'année 1897. Il ne se rencontre sur ce point aucune exception, pas même durant le règne de Napoléon I^{er} qui signa le Concordat, et aucun Gouvernement ne souleva jamais là-dessus la plus petite opposition. Or, comme on l'a dit plus haut, le principe une fois admis — c'est-à-dire que la nomination doit être faite au Pontife Romain, — logiquement l'on ne saurait contester l'affirmation du fait, c'est-à-dire que la nomination a été faite réellement au Pontife Romain.

La deuxième fois, c'est ce fait qui est expressément affirmé, conformément au principe établi : *Nobis nominavit* ; et cette formule aussi est maintenue après le Concordat comme dans l'Ancien Régime, même durant le premier Empire. De la liste ci-jointe, il résulte clairement que sur 471 bulles au moins, jusqu'en 1897, le *Nobis* fait défaut dans seize à peine : dans un petit nombre d'autres, il est sous-entendu par un *etc.* qui indique que le mot *Nobis* est un de ces mots qui peuvent s'omettre dans un résumé ; dans le reste des bulles, il est expressément formulé. Les très rares exceptions doivent s'attribuer uniquement à la négligence du rédacteur des bulles, et peut-être aussi à la suppression volontaire de sa part mais irréfléchie : il lui aura semblé inutile de répéter le *Nobis* dans la seconde formule après avoir expressément parlé dans la première de la *nominatio Romano Pontifici facienda*. Le Gouvernement français — même sous Napoléon I^{er} — ne protesta jamais contre le *Nobis* jusqu'à l'année 1871 ; et probablement il se serait tû même alors sans un concours de circonstances absolument étranges et accidentelles. A la fin du troisième Empire (et au commencement de la République) quelques bulles furent expédiées sans le *Nobis* : le *Nobis* fut repris aussitôt en 1871. La Commission qui remplaçait alors le Conseil d'Etat vit donc dans les bulles un *Nobis* qui ne se trouvait point dans les précédentes ; et, ignorant la tradition antérieure, et ne pouvant d'ailleurs pratiquer des recherches dans ses registres qui avaient brûlé dans l'incendie du Quai d'Orsay, elle jugea

qu'il s'agissait d'une nouveauté au détriment du Gouvernement de la République. C'est pour ce motif que M. le Baron d'Harcourt demanda au nom de son Gouvernement la suppression du *Nobis* ; dans sa Note du 1^{er} mars 1872, il disait que de l'examen du très petit nombre de Bulles demeurées dans les Archives nationales, le Gouvernement croyait pouvoir inférer que la Chancellerie pontificale s'est généralement conformée au protocole adopté en 1801, c'est-à-dire qu'elle avait omis le *Nobis*. Le Cardinal Antonelli répondit le 11 mars que l'omission du *Nobis* en ces bulles était purement fortuite : il démontra par une série de 250 bulles (complétée aujourd'hui, après des recherches plus soigneuses) quelle était la véritable pratique de la Daterie Apostolique. Le Gouvernement, comme on l'a dit, se déclara satisfait et il ne parla plus jamais du *Nobis*. Or, l'on ne comprend pas comment le *Nobis* — qui, durant tout le siècle passé avait été considéré, même par Napoléon I^{er}, comme innocent et conforme au Concordat — soit devenu compromettant aujourd'hui.

A tout cela il faut ajouter que la phrase *Nobis nominavit* concorde avec les paroles usitées par M. le Président de la République dans ses lettres patentes de nomination adressées au Pontife Romain : *C'est dans cette vue que Nous le nommons et présentons à Votre Sainteté pour qu'il lui plaise sur notre nomination et présentation le pourvoir du dit Archevêché*, etc. Le *Nobis nominavit* de la bulle répond littéralement au : *Nous le nommons..... à Votre Sainteté*, de M. le Président de la République. En outre ces paroles expriment clairement la nature de la nomination présidentielle, c'est-à-dire que le Président, en nommant, ne fait pas autre chose que désigner au Pontife Romain le sujet, auquel le Pape, après cette nomination et cette présentation, est tenu à conférer l'épiscopat ; ces paroles justifient donc encore une fois le *Nobis nominavit*, qui dans la bulle rappelle la nomination faite par le Chef de l'Etat.

Il est vrai que dans le Concordat de 1801 on ne dit pas *Romano Pontifici nominabit*, comme dans le Concordat de 1516 mais simplement : *nominabit* ; et de même dans la bulle *Ecclesia Christi* du 15 août 1801 qui ratifie le Concordat ; qui dans la bulle *Qui Christi Domini* du 29 novembre 1801 qui traite de la nouvelle délimitation des diocèses, et dans le Bref du même jour par lequel Pie VII donne au Cardinal Légat la faculté d'instituer canoniquement les nouveaux Archevêques et Evêques nommés par Napoléon Bonaparte aussitôt après le Concordat. L'on voudrait en déduire que le *Nobis* ajouté au *Nominavit* dans les Bulles postérieures au Concordat n'est pas conforme au texte du Concordat lui-même ; et de fait le Cardinal Caprara dans les 60 bulles des premiers Archevêques et Evêques emploie la formule : *quem Primus Consul nominavit* omettant le *Nobis*.

Mais la réponse est facile si l'on se rapporte à ce qui a été exposé jusqu'ici : sans doute le Concordat et les actes pontificaux qui viennent d'être mentionnés et qui se rapportent à l'exécution du Concordat ne disent pas expressément — comme le Concordat de 1516 — que la nomination doit se faire au Pontife Romain ; toutefois cette obligation est incluse dans la nature même de l'acte de nomination, cette nomination n'étant que la désignation du sujet au Pontife Romain qui doit

lui conférer l'épiscopat. Il en résulte avec évidence que la phrase *Nobis nominavit* est très exacte, conforme en tous points à la Convention de 1801. De même en d'autres Concordats le *Romano Pontifici* manque, sans que pour cela aucune difficulté n'ait été soulevée par les Gouvernements contre le *Nobis nominavit* des Bulles. Enfin, dans l'article 4 du Concordat qui vient d'être cité, l'on dit que le Pontife Romain donnera l'institution canonique *juxta formas relate ad Gallias ante regiminis commutationem statutas* ; termes généraux qui doivent s'entendre aussi de la teneur des Bulles ; or les Bulles épiscopales antérieures au Concordat avaient constamment le *Nobis* qui, par conséquent, est implicitement admis dans les bulles postérieures. Quant aux bulles du Cardinal Caprara qui ne contenaient pas le *Nobis nominavit*, l'explication est très simple. La nomination aux nouveaux diocèses était faite en réalité non au Cardinal Légat, comme elle n'est pas faite aujourd'hui au Nonce apostolique, mais au Pontife Romain qui avait autorisé le Cardinal Légat à l'accepter, et à donner en son nom l'institution canonique ; par suite le Cardinal Caprara ne dit pas et ne pouvait pas dire dans les bulles : *Nobis nominavit*.

Telles sont les raisons pour lesquelles le Saint-Siège, sans exclure l'examen d'une autre formule équivalente qui lui serait proposée et qui aurait la même signification canonique, veut maintenir le *Nobis* dans les bulles épiscopales françaises, n'entendant ainsi diminuer le moins du monde les droits concédés au Gouvernement par le Concordat de 1801, mais seulement conserver la rédaction traditionnelle et ne point favoriser par la suppression requise un malentendu sur la nature et la portée de ces droits. Le Saint Père nourrit la confiance que le Gouvernement de la République sera satisfait, — comme en 1872 — des amicales explications qui précèdent. Les deux hautes parties contractantes restant toutes deux dans les limites fixées à chacune par le Concordat, il n'y a aucun doute que cette solennelle Convention qui rétablit la paix religieuse en France, au commencement du siècle dernier et qui la conserva jusqu'à nos jours, continuera à produire ses fruits bienfaisants.

9 mars 1903.

DOCUMENT XVI. — *M. Combes, à M. Delcassé.*

Paris, le 20 janvier 1903.

A la date du 23 décembre dernier, j'ai porté par écrit à la connaissance du Nonce Apostolique les choix arrêtés par le Conseil des Ministres, de Mgr. B., Evêque de N., pour l'évêché de Bayonne ; de Mgr. C., Evêque de NN., pour l'évêché de N. et de M. A., Curé de..... pour l'évêché de Saint Jean de Maurienne.

Aujourd'hui S. E. Mgr. Lorenzelli m'a rendu visite et m'a apporté une réponse verbale à ma communication du 23 décembre. Cette réponse n'a été qu'une longue critique, très courtoise d'ailleurs, de notre manière de procéder en matière de nominations épiscopales et des Candidats auxquels nous nous sommes arrêtés.

D'après le Nonce, la manière de procéder serait nouvelle. Le Gouvernement lorsqu'il voulait pourvoir à un Siège épiscopal vacant, avait l'habitude d'engager avec le représentant du Saint-Siège des pourparlers au cours desquels des noms étaient mis en avant et qui se terminaient par un accord sur ces noms avant d'arrêter tout choix.

Faute de cette entente préalable, Mgr. Lorenzelli se déclare obligé de me faire savoir qu'il ne peut accepter les choix du Gouvernement. A son dire, Mgr. B. et M. A. seraient l'un et l'autre insuffisants. Bon tout au plus pour l'évêché de N., Mgr. B. serait dépourvu des aptitudes nécessaires pour l'Evêché de Bayonne. M. A. serait également au-dessous du rôle qu'on veut lui assigner, et tous ceux qui l'ont connu ou le connaissent s'accorderaient à témoigner du peu d'étendue de ses connaissances théologiques. D'ailleurs, l'un et l'autre auraient été déjà repoussés en raison de leur insuffisance.

Quant à Mgr. C., S. E. consentirait à l'admettre mais seulement pour un Evêché d'Algérie quand il y aura une vacance.

J'ai répondu au Nonce, en ce qui concerne la manière de procéder, que je n'avais fait qu'user, comme Ministre des Cultes, du droit formellement reconnu au Gouvernement français par le Concordat et que je me refusais de la manière la plus absolue, à subordonner l'exercice de ce droit à une entente préalable qui ne serait qu'une abdication à peine déguisée des prérogatives séculaires de l'Etat. J'ai ajouté que je n'innovais nullement en procédant comme je l'avais fait, attendu que j'avais tenu la même conduite en 1895 avec l'approbation explicite de tout le Gouvernement d'alors. Enfin, j'ai fait observer que les Nonces auraient mauvaise grâce à se prévaloir de l'entente préalable dont les résultats ne sont pas de nature à encourager le Gouvernement, puisque c'est grâce à c'est prétendue entente que neuf fois sur dix des candidats sympathiques au Gouvernement républicain ont été écartés et remplacés dans l'Episcopat par une grosse majorité d'Evêques inféodés aux partis d'opposition et réfractaires par conséquent aux enseignements du Saint Père lui-même.

Pour terminer sur ce point, j'ai déclaré qu'il me serait impossible de résister aux efforts qui ne manqueront pas d'être tentés pour obtenir la dénonciation du Concordat, si je sacrifiais ou si seulement je paraissais sacrifier le droit qui appartient au Gouvernement, de nommer aux Evêchés vacants, l'investiture canonique, qui suppose le droit de s'enquérir de la doctrine et des mœurs du candidat choisi par le Gouvernement, devant s'exercer sans annuler l'initiative du Chef de l'Etat.

Or la raison mise en avant par le Nonce pour écarter MM. B. et A., est de celles qui par leur banalité et leur généralité permettent précisément de réduire à néant cette initiative. Il n'est pas de Candidat à qui cette raison ne puisse être opposée, de même qu'il n'est pas possible au Gouvernement de la réfuter en s'aidant pour la combattre d'une compétence qu'il n'a pas. Une pareille raison est donc inadmissible.

Elle est d'autant plus dans l'espèce que la situation présente des Candidats constitue par elle-même une protestation contre les motifs invoqués.

L'un est à la tête d'un Evêché important, l'autre administre une paroisse urbaine des plus considérables.

A quel homme impartial fera-t-on croire que M. B. serait déplacé à la tête du diocèse de Bayonne, alors qu'élevé à la dignité épiscopale, il y a plus de dix ans, sur la désignation du Cardinal Lavigerie, il est entouré de la confiance et du respect de tous dans le diocèse de N. ?

Quant à M. A., l'allégation d'insuffisance est démentie par toutes les pièces de son dossier. Quatre Ministres des colonies et un Sous-Secrétaire d'Etat, l'ont proposé depuis plusieurs années à leur collègue, le Ministre des Cultes, et recommandé de la façon la plus chaleureuse. C'est que tous l'avaient vu à l'œuvre et avaient pu apprécier ses rares qualités d'esprit et de cœur. Les noms seuls de ces Ministres indiquent bien qu'ils étaient mus par le sentiment de la vérité et non pas par des passions politiques, car ils appartiennent à tous les partis ; ce sont : MM. Lebon, Trouillot, Dérais et Doumergue, sans parler de M. Etienne, Sous-Secrétaire d'Etat. A ces témoignages, il convient de joindre ceux de nombreux évêques et archevêques qui ont fait de M. A. le plus bel éloge dans des lettres qui figurent à son dossier.

La vérité, il convient de la faire dire au St. Père comme je l'ai dite au Nonce, qui s'en est inutilement défendu, c'est qu'on ne veut écarter MM. B. et A. qu'en raison de leurs sentiments politiques qu'on sait être républicains. Ce qu'on poursuit en eux, comme on l'a poursuivi maintes fois envers d'autres candidats antérieurement écartés, ce sont les prêtres qui, dociles aux enseignements du St Père, ont accepté loyalement le Gouvernement de la France. La malveillance s'est donnée contre eux libre carrière, et elle a fait naître chez le Nonce, à mon étonnement, malgré lui, des prétentions fâcheuses.

Certes, le St Père est libre d'accorder ou de refuser l'institution canonique aux Candidats que le Gouvernement a choisis. Mais en cas de refus, les sièges épiscopaux resteront vacants. Je ne ferai pas d'autres désignations, comme je l'ai déclaré formellement au Nonce.

J'ai usé d'un droit, je m'y tiens comme à une sauvegarde nécessaire pour le Concordat.

Il est à craindre que le Concordat ne souffre des empêchements mis par la Nonciature à l'exercice du droit de l'Etat. La discussion prochaine du Budget des Cultes sera pour les partisans de la dénonciation de ce Contrat, une occasion propice de renouveler leurs attaques. Si la question des sièges vacants est portée à la tribune, je serai obligé d'accentuer mon langage et de m'élever avec force contre l'opposition faite par la Nonciature à nos choix.

Il peut résulter du débat, à tout le moins, la proposition de supprimer les crédits afférents aux sièges vacants. Je serai sans force comme aussi sans raisons suffisantes pour la combattre. Aussi je désire dégager à l'avance ma responsabilité.

Je vous prie, en conséquence, de faire parvenir au St Siège, les observations qui précèdent, et qui ont leur source d'une part, dans la conscience de nos droits et de nos devoirs d'hommes d'Etat, d'autre part, dans mon sincère désir d'éviter des controverses qui ne peuvent que nuire aux rapports de l'Eglise Catholique et de l'Etat.

E. COMBES.

DOCUMENT XVII. — *S. E. le Card. Secrétaire d'Etat,
à Mgr. le Nonce Apostolique à Paris.*

15 février 1903.

Monsieur l'Ambassadeur de France me laissa dernièrement copie d'une Note que son Excellence le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes adressait le 10 janvier dernier à S. E. Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, afin que celui-ci en donnât communication au Saint-Siège.

Dans cette Note, Monsieur Combes, après avoir résumé les observations que lui a faites V. S. Ill^{me} et Ré^{me}, dans la conversation que vous eûtes avec lui le jour même relativement aux candidats proposés pour les Sièges vacants et la forme nouvelle employée pour communiquer les intentions du Gouvernement, déclare qu'il se croit obligé à ne point subordonner l'exercice du droit de nomination des Evêques à une entente préalable, considérant cette entente comme une abdication quasi manifeste des prérogatives séculaires de l'Etat.

Passant ensuite à la qualité des ecclésiastiques proposés pour les diocèses de Bayonne et de S. Jean de Maurienne, Monsieur Combes voulait démontrer que les objections soulevées par vous contre la candidature de Mgr. B., tombaient devant le fait que ce Prélat occupait déjà depuis 10 ans un des plus importants diocèses de.... entouré de la confiance et du respect de tous ; et quant à l'abbé A., curé de.... beaucoup d'Evêques et d'Archevêques s'étaient accordés à en faire le plus bel éloge pour ses rares qualités d'esprit et de cœur.

Enfin, Monsieur le Ministre concluait que si le Saint Père s'était refusé à accorder aux candidats du Gouvernement l'institution canonique, il se serait à son tour abstenu de faire d'autres choix ; déclinant la responsabilité des maux qui en résulteraient, il aurait laissé les sièges vacants. Il assurait néanmoins que, sa conduite n'était inspirée que par la conscience de ses droits et de ses devoirs de ministre, et par le sincère désir d'éviter des controverses, qui ne peuvent manquer de nuire aux rapports entre l'Eglise et l'Etat.

Je n'ai pas manqué de mettre sous les yeux de Sa Sainteté le contenu de cette grave communication ; et le Saint-Père après l'avoir pris en examen attentif, m'a donné ordre de signifier à V. S., que nonobstant son très vif désir de ne point répondre par un refus aux désirs du Gouvernement français, il se trouve dans la douloureuse nécessité de confirmer la réponse déjà donnée plusieurs fois et répétée maintenant par V. S. Maintenant, sur l'ordre de Sa Sainteté, je m'empresse d'ajouter quelques observations qui indiquent le fondement juridique de cette résolution et qui répondent à quelques questions générales de la plus haute importance.

Et, en premier lieu, ce n'est pas sans un pénible sentiment que le Saint-Père a appris la décision prise par M. Combes, de supprimer à l'avenir, avant les pourparlers officiels, toute entente orale, préalable et amicale, avec le Représentant Pontifical sur les sujets que le Gouvernement aurait l'intention de nommer aux diocèses vacants. Abstraction faite de la question de principe, la méthode suivie jusqu'ici, favorable non moins au Gouvernement qu'au Saint Siège, fut suggérée par la

force même des choses, comme l'unique moyen d'éviter des heurts et des difficultés qui se présenteraient certainement, dans le cas où le Saint-Siège se trouverait dans la nécessité de répondre négativement aux communications officielles écrites du Gouvernement, et à plus forte raison, si le Saint-Siège se trouvait en présence du fait accompli de la nomination. L'on ne peut comprendre facilement d'ailleurs sur quel fondement M. Combes a pu s'appuyer pour affirmer que cette pratique constitue une abdication à peine voilée des droits de l'Etat, alors que cette pratique suppose évidemment soit la prérogative concordataire qu'a l'Etat de nommer des sujets capables aux sièges vacants, soit le droit qu'a le Saint Siège d'examiner l'aptitude de ces sujets et de les écarter toutes les fois, que, à son jugement, cette aptitude ferait défaut; et cette pratique tend uniquement à éliminer quelques inconvénients qui autrement pourraient se vérifier dans l'exercice de ces privilèges et de ces droits.

Plus graves sont les multiples questions de principe soulevées par M. Combes en voulant maintenir les deux candidatures repoussées par le Saint Siège, questions auxquelles le Saint Siège doit une franche et claire réponse.

Par le Concordat de 1801, le Saint Siège concédait au Chef de la Nation française le privilège de nommer aux diocèses vacants et assumait l'obligation de donner aux sujets nommés l'institution canonique, pourvu, bien entendu, que ces sujets fussent dignes suivant les sacrés canons, résumés par le saint Concile de Trente. Or, l'aptitude canonique comprend en premier lieu l'ensemble de ces qualités personnelles qui rendent un sujet apte à gouverner avec fruit le diocèse auquel on le destine. Certainement, parmi ces qualités, l'orthodoxie dans la foi et la moralité dans la vie ont une importance particulière, mais de plus, la gravité dans la conduite, la piété, la prudence, l'expérience, etc, sont encore nécessaires, — et ces qualités doivent toujours correspondre aux circonstances spéciales des diocèses vacants. Il en résulte que tandis que certains sont inaptes pour n'importe quel diocèse, manquant de ces qualités qui sont indispensables en tout bon évêque, d'autres au contraire peuvent être parfaitement aptes à tels diocèses et inaptes au diocèse que l'on veut pourvoir. Dans l'un et l'autre cas, le Saint Père non seulement peut, mais il doit en conscience refuser l'institution canonique; et si l'inaptitude est de nature à compromettre gravement le bien des âmes, il doit persister dans son refus, quelles que soient les conséquences qui en puissent dériver et dont il serait injuste de lui attribuer la responsabilité.

Outre l'aptitude personnelle au gouvernement du diocèse, l'aptitude canonique comprend aussi la liberté du lien spirituel qui unit le candidat à un autre diocèse. Les sacrés canons en effet, prohibent énergiquement les transferts d'Evêques, comparant leur union avec le diocèse au lien matrimonial et lui appliquant aussi, par analogie, les paroles du Rédempteur : *quod Deus coniunxit, homo non separet*. Il en résulte qu'un Evêque, uni perpétuellement à un diocèse par disposition canonique, n'est pas apte canoniquement à un autre diocèse, et, par conséquent, s'il arrivait que le Gouvernement l'y nommât, le Saint Siège — bien que cet Evêque fût apte à gouverner le diocèse, — n'est pas tenu en vertu du pacte concordataire, à lui concéder, en le

transférant, l'institution canonique. Et que l'on ne dise pas que le Souverain Pontife peut rompre cette union spirituelle entre Evêque et le diocèse et que, de fait, il la rompt souvent, comme le prouvent les fréquentes translations d'Evêques, survenues surtout en France en ces derniers temps. Car il est facile de répondre que sans doute le Pontife Romain, et lui seul, peut transférer l'Evêque d'un diocèse à l'autre *propter necessitatem vel utilitatem Ecclesiae*, comme parlent les sacrés canons. Si cette nécessité où cette utilité de l'Eglise ne se vérifie pas, le Saint Père, nonobstant n'importe quelle demande de n'importe quel Gouvernement, ne peut licitement concéder la translation. Que si cette nécessité où cette utilité de l'Eglise se vérifie, le Saint Père peut concéder la translation, et, en réalité, étant donné sa particulière bienveillance pour la Nation française, souvent, spécialement en ces derniers temps, il l'a concédé à la France sur la demande du Gouvernement mais cette concession est pure faveur, elle n'est imposée en aucune manière par le pacte concordataire. Il en résulte que, dans l'exercice du privilège de nomination, la proposition de translation revêt la nature de *postulation*, pour employer le langage canonique, parce que le Gouvernement, à cause du lien qui forme obstacle, s'adresse au Saint Siège sous forme de supplique afin qu'il veuille bien délier l'Evêque de son diocèse et le transférer au diocèse vacant.

D'autre part, le juge sans appel de l'aptitude des candidats et de la nécessité ou de l'utilité de l'Eglise est le seul Pontife Romain ; et le Gouvernement n'a pas le droit, en vertu du privilège concordataire, d'exiger que lui soient manifestés les motifs pour lesquels sa proposition n'a point pu être acceptée. Il est évident en effet, que parfois le droit naturel lui-même interdit cette manifestation. Abstraction faite de ce cas, le Pontife Romain peut indiquer les raisons de son refus et bien souvent ses Représentants l'indiquent en conversation amicale, mais il n'est pas tenu de le faire sur requête du Gouvernement, parce qu'il serait absurde d'obliger le Pontife Romain à rendre compte à qui que ce soit de son action en une matière qui regarde le très haut ministère qui lui est confié par Jésus-Christ dans le gouvernement de l'Eglise et les devoirs de sa conscience.

La doctrine exposée jusqu'ici n'est pas nouvelle. En particulier pour ce qui regarde le transfert des Evêques, le Gouvernement français, toutes les fois qu'il a désiré le transfert d'un Evêque à un autre diocèse, a tenu toujours compte de la doctrine qu'on vient de développer. Pour ne point citer d'autres exemples, qu'il suffise de rappeler que le prédécesseur même de l'actuel Président du Conseil et Ministre des Cultes, M. Waldeck-Rousseau, désirant en 1899 voir placer Mgr. Fuzet, Evêque de Beauvais, sur le siège archiépiscopal de Rouen, et l'Evêque de Rodez sur celui de Toulouse, écrivait à V. S. en date du 10 novembre, le priant « de lui faire savoir, *selon l'usage*, si ces prélats peuvent espérer être détachés par le Saint Siège des diocèses dont ils sont actuellement titulaires ». Il ne faut point non plus passer sous silence la formule consistoriale qui s'emploie en pareils cas et qui confirme ce qui a été dit : *supplicatur pro expeditione cum absolute a vinculo*.

D'ailleurs non seulement l'affirmation mais la simple supposition que le motif du refus pontifical peut être les sentiments républicains

du candidat présenté par le Gouvernement pour un siège vacant, est offensante pour le Saint Siège, qui n'a jamais cessé d'inculquer au peuple et surtout au clergé français l'adhésion loyale à la forme actuelle de Gouvernement que la Nation s'est donnée. Et que ce motif n'ait aucune consistance dans le cas présent de Bayonne et de St Jean de Maurienne. M. Combes pourrait aisément s'en convaincre en laissant de côté les candidats écartés par le Saint Siège et en proposant d'autres sujets qui, à la capacité canonique, unissent des convictions nettement républicaines.

Tels sont les principes dont s'est toujours inspiré le Saint Siège pour les nominations épiscopales dans les pays qui, comme la France, jouissent du privilège de nommer ou de présenter aux diocèses vacants. Le Saint Père nourrit la confiance que M. le Président du Conseil, pénétré lui aussi de leur justesse, voudra, suivant l'exemple de ses prédécesseurs, y conformer sa ligne de conduite et maintenir ainsi la bonne harmonie avec le Saint Siège en un point aussi important que celui de la nomination des évêques.

En chargeant V. S. de donner lecture de cette dépêche à M. le Ministre des Affaires Etrangères et de lui en laisser copie, il m'est agréable etc.

DOCUMENT XVIII. — *Mgr. le Nonce Apostolique à M. Combes.*

Paris, le 2 mars 1904.

Le Nonce Apostolique a l'honneur de porter à la connaissance de Son Excellence le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, en réponse à sa Note du 5 janvier 1904, que le Saint Père accepte la nomination de M. l'Abbé Z. Vicaire Général de...., en le jugeant digne d'occuper un Siège épiscopal en France ; et qu'à son grand regret, par des raisons qui lient sa conscience apostolique, Sa Sainteté ne peut pas accepter la nomination de M. l'Abbé Y., Vicaire Général de....

L'acceptation de M. l'Abbé Z., prêtre de toute sa vie républicain convaincu et loyal, prouve incontestablement que le Souverain Pontife ne s'inspire d'aucune préférence politique dans ses acceptations et dans ses refus des candidats, mais qu'il obéit exclusivement aux raisons d'ordre supérieur, se rattachant au devoir qui lui incombe de donner des Evêques dignes et aptes aux Eglises de France.

C'est pourquoi Mgr. Lorenzelli ne saurait pas douter, que Son Excellence le Président du Conseil voudra bien rendre hommage à l'impartialité et à la bienveillance du Saint Père, en retirant la candidature de M. l'Abbé Y., et en choisissant un autre ecclésiastique, qui réunisse les qualités de dignité et d'aptitude voulues.

Il saisit cette occasion pour renouveler à M. Combes les assurances de sa haute considération.

B. LORENZELLI.

DOCUMENT XIX. — *M. Combes à Mgr. le Nonce Apostolique.*

Paris, 19 mars 1904.

Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, a l'honneur d'accuser réception à Son Excellence le Nonce Apostolique de la Note qu'il a bien voulu lui adresser à la date du 2 mars 1904, en réponse à celle du 5 janvier précédent, par laquelle le Gouvernement de la République informait le Saint Siège des choix faits de MM. les Abbés Y., Vicaire Général de..., et Z., Vicaire Général de..., pour les Evêchés vacants de Vannes et de Nevers.

En remerciant Mgr. Lorenzelli de cette communication, le Président du Conseil croit devoir lui rappeler que dès le 10 Janvier 1903, il a protesté contre les critiques faites par le Saint Siège au sujet du choix de Mgr. B., Evêque de N., pour l'Evêché de Bayonne, et de M. l'Abbé A., curé de..., pour l'Evêché de Saint Jean de Maurienne.

Depuis cette époque, Son Excellence le Nonce Apostolique a fait connaître le refus de Mgr. X. pour l'Evêché d'Ajaccio, et par sa Note du 2 mars, il informe également que la nomination de M. l'Abbé Y. pour l'Evêché de Vannes ne peut être acceptée.

Le Gouvernement se trouve donc à l'heure actuelle en présence de cinq Evêchés vacants pour lesquels une seule désignation est acceptée, celle de M. Z.

Il estime qu'il ne saurait faire aucune nomination officielle, tant que ses premières désignations, qu'il maintient absolument, n'auront pas été acceptées, les Evêchés les plus récemment vacants ne pouvant être pourvus tant que les plus anciens resteront sans titulaires.

Le Président du Conseil ne saurait en conséquence se prêter au triage qui est proposé, l'expérience ayant démontré que c'est par de pareils procédés que l'on est arrivé à constituer un Episcopat composé pour la majeure partie d'adversaires déclarés du Gouvernement, qui a la confiance de la majorité des Représentants de la Nation.

Mr. Combes saisit cette occasion pour renouveler à Son Excellence Mgr. Lorenzelli les assurances de sa haute considération.

E. COMBES.

DOCUMENT XX. — *S. E. le Card. Secrétaire d'Etat,
à Mgr. le Nonce Apostolique.*

30 mars 1904.

A la suite de mon télégramme du 27 courant, je dois confirmer la pénible impression produite sur l'esprit du Saint Père par la Note que vous a adressée le Président du Conseil touchant les Sièges épiscopaux. Certainement Sa Sainteté se promettait des dispositions plus bienveillantes de la part du Gouvernement, après que le Saint-Siège, en vue précisément de pourvoir les diocèses vacants, avait réglé la question du *Nobis* dans le sens le plus favorable aux désirs du Gouvernement.

Il serait superflu de répéter ici ce qu'il fut nécessaire de faire observer plusieurs fois à M. Combes : que le Concordat, en concédant à l'Etat

le privilège de nommer aux Eglises vacantes en France, réserve au Souverain Pontife le droit d'examiner les qualités des candidats gouvernementaux et de les repousser s'il ne les juge pas aptes. Par suite, le Saint Père, en repoussant quelques-uns des candidats qui lui furent présentés, a usé de son droit et accompli un devoir sacré.

L'on ne peut d'ailleurs laisser passer sans protester l'insinuation que le Saint Siège ne soit jamais servi du système d'accepter l'un et de rejeter l'autre, c'est-à-dire de la méthode du *triage*, comme la définit M. Combes, pour former un Episcopat opposé au Gouvernement, tandis qu'au contraire, il n'a pas cessé et ne cesse pas d'insister auprès de tous les catholiques et en particulier auprès des Evêques, afin qu'ils adhèrent *sans arrière pensée* au régime républicain ; et il est heureux, comme le cas s'est présenté précisément dans l'acceptation du Chanoine Z., de promouvoir aux Sièges épiscopaux des sujets dignes qui jouissent, autant que possible, de la bienveillance et de la sympathie de l'autorité civile. Le *triage* devient nécessaire par le fait du Gouvernement, c'est-à-dire quand parmi les candidats proposés, quelques-uns sont bons, d'autres mauvais, parce que le Saint Siège doit accepter ceux-ci et repousser ceux-là.

L'on ne comprend pas davantage, d'ailleurs, pourquoi un diocèse dont la vacance est postérieure, ne pourrait être pourvu avant un autre vacant antérieurement ; dans ce cas, il eût été beaucoup plus logique de s'abstenir de toute présentation pour les diocèses de Vannes et de Nevers. Partout, même dans les pays concordataires, l'on a coutume de pourvoir les diocèses, comme n'importe quel autre poste, au fur et à mesure que l'on a des sujets aptes à les gouverner.

Le Saint Père juge opportun que V. S., par une Note conçue en termes prudents et dignes, réponde à M. Combes sur tous ces points dans le sens indiqué. En outre, pour la gouverne de V. S., je rappellerai que le Saint Siège n'a pas admis la présentation de Mgr. B. principalement pour une raison de principe ; ce principe ayant été suffisamment affirmé, Monseigneur B. pourrait être accepté.

DOCUMENT XXI. — *Mgr. le Nonce Apostolique à M. Combes.*

Paris, le 27 mars 1904.

Le Nonce Apostolique, ayant porté à la connaissance du St-Père la Note de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, à la date du 19 mars 1904, est obligé d'y répondre en soumettant à la sereine et équitable considération de Son Excellence ce qui suit :

1) Sa Sainteté en a éprouvé une surprise d'autant plus pénible qu'elle avait déferé au désir du Gouvernement français sur le *Nobis* précisément en vue de rendre plus facile l'accord sur les nominations épiscopales et de mettre fin à la vacance, déjà trop longue, de certains Diocèses.

2) Que le Concordat accordant au Chef de l'Etat français l'indult de nomination, reconnaît au Souverain Pontife le droit d'examiner les candidats du Gouvernement et de refuser ceux qui ne réunissent pas les conditions d'idonéité canonique.

3) Que, par conséquent, le Souverain Pontife peut bien critiquer et refuser tels ou tels candidats du Gouvernement : et ce faisant, comme il a été obligé de le faire au sujet des candidats *B.*, *A.*, *X.*, *Y.*, il n'exerce pas moins un droit qu'il ne remplit un devoir.

4) Que par l'usage de ce droit et par l'accomplissement de ce devoir le Souverain Pontife est bien loin de vouloir former un épiscopat contraire au Gouvernement, ainsi que paraît l'insinuer la susdite Note : les instructions du St Siège et l'acceptation même de M. l'Abbé Z. donnent au St Père le droit incontestable de protester contre une pareille insinuation, qui n'aurait pas plus de fondement dans les actes, que dans les intentions de Sa Sainteté.

5) Qu'enfin on ne saurait point comprendre l'impossibilité énoncée dans la *Note* précitée, de pourvoir d'abord à un Diocèse quoique devenu vacant postérieurement à un autre, le droit et les précédents de fait écartant une telle impossibilité.

Mgr. Lorenzelli saisit cette occasion pour renouveler à Mr. Combes les assurances de sa haute considération.

DOCUMENT XXII. — *M. Combes à Mgr. le Nonce Apostolique.*

Paris, le 2 avril 1904.

Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes après avoir pris connaissance de la Note de Son Excellence le Nonce Apostolique, en date du 27 mars 1904, a l'honneur de lui soumettre les considérations suivantes :

Le Gouvernement Français n'a pu que se féliciter de voir Sa Sainteté déférer à son désir sur la question du *Nobis* ; mais il ne s'explique pas la corrélation que l'on semble vouloir établir entre cette question et celle de la nomination aux Sièges actuellement vacants.

Si le Conseil d'Etat a demandé la suppression du mot *Nobis*, dans les Bulles d'institution canonique, c'est en vue de défendre le droit du Gouvernement français de nommer les Evêques ; et le Gouvernement, de son côté, ne saurait, sans faillir à son devoir, sous le prétexte que satisfaction lui a été donnée en la forme, renoncer au droit qui vient précisément de lui être rappelé par la plus haute juridiction du Pays.

Il n'a jamais été contesté que le Concordat en même temps qu'il accorde au Chef de l'Etat français le droit de nomination, reconnaît au Souverain Pontife celui de refuser l'institution canonique.

Mais l'abus de ce droit de refus, tel qu'il est pratiqué, aboutit à l'annulation en fait du droit de nomination.

Toutes les protestations s'effacent, en effet, devant cette circonstance que sur cinq nominations faites par le Gouvernement français, une seule est acceptée par le Saint-Siège, alors que cependant les candidats choisis occupent les plus hautes situations de la hiérarchie ecclésiastique, et que l'un d'entre eux même est depuis longtemps déjà revêtu de la dignité épiscopale.

Elles s'effacent, en outre, devant cet autre fait que, par suite de l'abus de l'entente préalable trop légèrement concédée par le Gouvernement français, et surtout par suite de la manière dont cette entente est

pratiquée à la Nonciature, on est arrivé à constituer dans l'Episcopat une majorité de Prélats uniquement préoccupés d'exercer une action politique contraire à celle du Gouvernement.

Quant à nommer aux Evêchés les plus récemment vacants avant de pourvoir les plus anciens, ce serait un procédé absolument contraire à toute logique et à toute méthode, et le Gouvernement français ne s'y prêtera jamais.

Monsieur Combes saisit cette occasion pour renouveler à Monseigneur Lorenzelli les assurances de sa haute considération.

DOCUMENT XXIII. — *Mgr. le Nonce Apostolique à M. Combes,*

Paris, 23 avril 1904.

Le Nonce Apostolique, après avoir soumis à la considération du Souverain Pontife la réplique de Son Excellence le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, en date du 2 avril 1904, à sa réponse du 27 mars 1904, a l'honneur d'adresser respectueusement à Son Excellence les éclaircissements suivants.

Il existe une corrélation réelle entre la solution de la question du *Nobis* et celle de la question des nominations faites et à faire, d'abord parce que la première était devenue la condition préliminaire nécessaire au résultat définitif des nominations et des institutions canoniques; ensuite parce que la suppression du *Nobis*, bien qu'elle sauvegarde entièrement le dogme relatif à la création effective et à l'institution canonique des Evêques, a néanmoins effacé jusqu'à l'apparence d'une diminution de l'indult de nomination, et par elle-même, comme aussi dans l'intention du Saint Siège, est de nature à ramener cette bonne disposition de volonté et cette confiance réciproque des deux Pouvoirs, dans lesquelles on ne saurait jamais résoudre la seconde question, celle des nominations à faire.

Aussi, le Saint-Père, pour raffermir cette corrélation réelle et morale des deux questions, a saisi avec empressement la première occasion qui s'est présentée après la suppression du *Nobis*, en acceptant celui des deux candidats qu'il a trouvé acceptable, M. l'Abbé Z. : et si Sa Sainteté n'a pas accepté l'autre, M. l'Abbé Y., cela tient uniquement à ce que devant un candidat, ne réunissant pas toutes les conditions qui constituent l'idonéité canonique, le bon vouloir du Pape ne peut pas s'affranchir du devoir sacré, auquel répond le droit absolu de refus.

Certes, l'*abus* de ce droit — si réellement il se produisait — aboutirait à l'annulation du droit de nomination, car en général l'*abus* d'un droit entraîne directement ou indirectement la violation de quelque autre droit corrélatif. Mais qui peut parler d'*abus* du droit de refus d'institution canonique au nom des lois régissant l'usage de ce même droit ? Qui pourrait en signaler même une apparence au nom de l'histoire, une fois que tout un siècle d'application du Concordat est là pour attester le souci du Pape, en toute occurrence, de déférer autant que possible aux désirs et aux préférences du Gouvernement ?

Le Président du Conseil dit que « toutes les protestations s'effacent devant cette circonstance, que sur cinq nominations faites par le

Gouvernement français une seule est acceptée par le St Siège alors que cependant les candidats choisis occupent les plus hautes situations de la hiérarchie ecclésiastique, et que l'un d'entre eux est même depuis longtemps déjà revêtu de la dignité épiscopale ».

Le Nonce Apostolique regrette de devoir le contredire, car, dans l'espèce ce ne sont pas les protestations du bon vouloir du St Siège qui s'effacent, mais plutôt celles du bon vouloir du Gouvernement français. Tout d'abord peut-on voir un respect du droit qu'a le Pape de refuser l'institution canonique et un souci d'éviter les conflits dans la proposition de trois candidats déjà refusés par le St Siège ? Or c'est précisément ce qu'a fait le Gouvernement. Dans une première proposition le Gouvernement présentait Mgr. B., Mgr. C. et M. l'Abbé A. Le St Siège déclarait accepter Mgr. C. pour le premier des Sièges épiscopaux en Afrique qui deviendrait vacant : le refus jadis opposé aux nominations de Mgr. B. et de M. l'Abbé A. fut maintenu, mais pour des motifs d'ordre différent. En opposant un refus absolu au choix de M. l'Abbé A., — qui d'ailleurs n'occupe pas une situation des plus hautes dans la hiérarchie ecclésiastique — le St Siège faisait comprendre que Mgr. B. était refusé à cause d'une certaine insuffisance pour un diocèse aussi important que celui de Bayonne et à cause d'un défaut de procédure de la part du Gouvernement, qui, s'écartant de la tradition toujours observée et fondée sur le droit, n'avait pas au préalable demandé au Pape si ce Prélat pourrait être, ou non, délié du Diocèse de N., auquel il est canoniquement attaché.

Dès lors il aurait suffi au Gouvernement d'un peu de bon vouloir pour trouver la solution évidemment indiquée dans l'abandon de la candidature A. ; abandon, auquel avait eu recours l'équité des Ministres, qui l'avaient précédemment proposée.

Ensuite le Gouvernement proposa pour Ajaccio M. l'Abbé X., qui du temps de M. Thiers avait été écarté par le St Siège, et dont les 75 ans ne sont pas de nature à le recommander pour un diocèse vaste et montagneux comme celui de la Corse. Un tel âge devenait un titre de repos aux Evêques, lorsqu'existaient encore les canonicats de St-Denis.

Dernièrement le Gouvernement français a présenté deux candidats tout à fait nouveaux. En toute sérénité le St Siège a examiné leurs qualités et leurs mérites. Le St Père a accepté celui qu'il a trouvé acceptable, M. l'Abbé Z. ; et à ses yeux ni l'inacceptabilité du second, M. l'Abbé Y. — qui jusqu'à l'an dernier n'était que simple vicaire de..., d'où il a été tiré, à l'étonnement de tous ceux qui le connaissent, pour devenir tout à coup Vicaire Général de..., — ni l'inacceptabilité de MM. A. et X. n'ont porté préjudice à l'acceptabilité de M. Z.

Donc la situation des six candidats prouve que l'entente eût été possible sur trois d'entre eux, et que si le Gouvernement persistait à maintenir la candidature de trois refusés, on serait autorisé à voir dans cette attitude un *abus* du droit de nomination, et nullement un *abus* du droit de refus. Personne en effet ne peut songer à exiger comme preuve du respect du droit de nomination l'acceptation aveugle de la part du Pape de toute nomination faite par le Gouvernement ; et celui-ci ne peut exiger l'indication spécifique de tous les motifs absolus du refus opposé par le St Siège, attendu que l'appréciation de ces motifs, comme des conditions et des qualités positives et spécifiques requises à l'idonéité

canonique des candidats, relève exclusivement de la compétence papale.

C'est pourquoi devant l'insistance du Gouvernement en faveur des candidats absolument refusés par le St Siège, ce ne sont pas les protestations de celui-ci au sujet du droit de nomination qui s'effacent, mais bien les protestations du Gouvernement au sujet du droit de refus.

Ni le Nonce Apostolique, ni probablement aucun des anciens Ministres des Cultes ne pourraient partager l'opinion du Président du Conseil, d'après laquelle le Gouvernement français aurait « trop légèrement concédé l'entente préalable » ; car il n'est que trop logique et loyal de reconnaître pratiquement, que l'accord des deux Pouvoirs n'est pas moins indispensable à l'application du Concordat, qu'il ne l'a été à sa constitution.

En tout cas le Nonce a le droit de rappeler, que le Gouvernement a plus souvent eu raison de se féliciter des évêques qui avaient été acceptés sans difficulté de la part du St Siège, que de ceux, dont la candidature avait rencontré quelque opposition à la Nonciature. A l'heure qu'il est, la majorité de l'Episcopat français est bien loin d'être « uniquement préoccupée d'exercer une action politique contraire à celle du Gouvernement », ainsi que le Président du Conseil semble le croire. Non, ce n'est pas de la sorte qu'on peut qualifier l'attitude de l'Episcopat, alors qu'en octobre 1902, 74 évêques sur 79 de la Métropole, ont signé une adhésion explicite à la République et que tous n'ont que le seul propos de sauver la foi et la morale catholique dans cette chère et illustre Nation.

Enfin « nommer aux Evêchés les plus récemment vacants, avant de pourvoir les plus anciens » ne serait pas comme le dit la Note du 2 avril 1904 « un procédé contraire à toute logique et à toute méthode ». En effet, il est superflu d'observer que ce n'est pas contraire à la logique et à la méthode canonique. Il n'est pas contraire à la logique et à la méthode concordataire, car partout, où il existe un Concordat, on considère comme injuste, lorsqu'une difficulté surgit au sujet d'un diocèse, d'en faire peser les conséquences sur les autres vacants ; ce n'est pas contraire à la logique et à la méthode d'application des traités et des droits internationaux, car lorsque, par exemple, une difficulté se présente contre la concession de l'*Exequatur* à tel ou tel consul d'un Etat, on ne refuse et on ne retarde pas l'*Exequatur* aux autres consuls du même Etat, au sujet desquels n'existe aucun motif d'opposition : finalement ce n'est pas contraire à la logique et à la méthode observées en toute administration civile et militaire, où l'ordre chronologique des nominations ne suit pas toujours l'ordre chronologique des vacances, car c'est avant tout le principe moral et politique d'empêcher le mal et de faire le bien dans la mesure du possible, qui règle l'ordre des nominations. Le Président du Conseil lui-même a paru obéir à ce principe lorsqu'il a proposé les candidats pour Nevers et pour Vannes, devenus vacants après Bayonne, St Jean de Maurienne, et Ajaccio, malgré le désaccord persistant entre le Gouvernement français et le St Siège au sujet des candidats pour ces trois derniers diocèses.

Confiant donc dans l'influence tutélaire du dit principe, Mgr. Lorenzelli soumet ces éclaircissements à M. Combes ; il tient en même temps à lui renouveler les assurances de sa haute considération.

DOCUMENT XXIV. — *S. E. le Card. Secrétaire d'Etat,*
à M. Nizard, Ambassadeur de France.

1^{er} juin 1903.

Dès que commencèrent à circuler des bruits touchant une restitution éventuelle de la visite par le Président de la République française au Roi d'Italie à Rome, le Représentant du St Siège à Paris ne manqua point, comme c'était son devoir, d'interroger à ce propos S. E. Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, lui exposant les raisons que le Saint Siège aurait de déplorer un événement de ce genre, et les graves conséquences qui en seraient dérivées au détriment des bons rapports existant jusqu'ici entre la France et le Saint Siège. A divers reprises, M. Delcassé n'hésita aucunement à assurer le Nonce Pontifical qu'il ignorait absolument l'existence de négociations entre les deux Gouvernements, italien et français, touchant la visite supposée: et que pourtant plus qu'aucun autre, il devait être en mesure de connaître tout ce qui se rapportait à ce sujet. Pas plus tard que le 13 du mois qui vient de se terminer, il affirmait de nouveau, de la façon la plus catégorique, que personne jusque là ne lui avait parlé de visites ni à recevoir ni à rendre. Ne doutant pas de la loyauté de Monsieur le Ministre, le Représentant pontifical, tranquilisé par les déclarations obtenues, s'est abstenu d'en reparler. D'ailleurs Votre Excellence aura pu de son côté remarquer sans peine que le Cardinal soussigné dans ses conversations n'a jamais fait aucune allusion à ce sujet.

Cependant, ces jours derniers, la presse officieuse des deux Pays, sans être démentie en aucune façon, non seulement affirme avec insistance le plein accord qu'il y a entre l'Italie et la France, touchant cet échange de visites, mais elle prétend de plus en indiquer les dates. C'est pourquoi le Saint Père, voulant en matière si délicate prévenir tout malentendu qui pourrait surgir, et laissant d'ailleurs à la sagesse du Gouvernement français de prendre à cet égard telles décisions qu'il jugera plus convenables, a ordonné au Cardinal Secrétaire d'Etat soussigné de déclarer à Votre Excellence qu'une visite éventuelle du Chef d'une nation catholique — tel que le Président de la République française — au Quirinal, dans les conditions actuelles, bien connues, de Rome, Sa Sainteté la regarderait comme une offense non moins aux droits du Saint Siège qu'à Son Auguste Personne, et que, par suite, Elle décline toute responsabilité des conséquences fâcheuses qu'un événement de ce genre aurait pour l'influence française dans les pays étrangers.

DOCUMENT XXV. — *S. E. le Card. Secrétaire d'Etat,*
à Mgr. le Nonce Apostolique à Paris.

8 juin 1903.

Le rapport de V. S. du 3 courant qui porte le n. 1734 me donne le résumé des observations que vous a faites M. Delcassé, concernant ma Note remise à l'Ambassadeur sur le grave et délicat sujet de la visite éventuelle au Quirinal du Président de la République française; il

m'oblige en même temps à vous entretenir du même objet et à vous exposer les considérations ultérieures que semble réclamer le langage de M. le Ministre.

D'abord il est à peine utile qu'après ma conversation avec M. Nisard, j'insiste davantage sur la portée de la Note en question. Vous pouvez donner de nouveau à M. Delcassé l'assurance que le Saint Siège n'a eu nullement l'intention de menacer, ni de formuler des protestations ou des remontrances pour des actes qui ne sont pas encore faits. Son unique intention fut de dissiper des illusions, de prévenir des malentendus, parce que la presse française et italienne le rendait nécessaire ; puis d'appeler l'attention du Gouvernement sur les très graves conséquences qui peut-être n'ont pas été complètement bien pesées, d'une démarche qui pourrait en un seul jour rayer la France officielle du nombre des Puissances catholiques, et compromettre l'œuvre de tant de siècles dans ses rapports avec la Papauté : le Gouvernement assumerait ainsi toute la responsabilité de cette démarche en pleine connaissance de cause. Du reste le Saint Siège a tenu la même conduite avec d'autres Etats catholiques ; et il n'aurait donc point pu user envers la France d'un traitement différent.

Dans la situation présente et si anormale de Rome, la visite au Quirinal d'un Chef de nation catholique infligerait une offense, et une offense grave, non seulement aux droits du Saint Siège, mais en outre à l'Auguste Personne du Saint Père, comme Souverain légitime et comme Pontife ; les Chefs d'Etats catholiques, précisément comme tels, sont rattachés par des liens spéciaux au Chef de l'Eglise ; ils doivent donc avoir pour lui de plus grands égards que les Souverains d'Etats hétérodoxes, en ce qui concerne la dignité, l'indépendance et les droits imprescriptibles du Saint Siège. Par conséquent, un Chef de nation catholique, qui viendrait rendre hommage à Rome, au siège même du Pape, à Celui qui, contre tout droit, en détient le principat civil et en entrave la liberté et l'indépendance, poserait un acte qui implique une offense grave et manifeste au Chef suprême de la religion qu'il professe, une blessure au droit qu'a le Pape de revendiquer de toutes ses forces ses droits et son indépendance, pour le bien même des peuples catholiques, et de ne pas laisser subir la moindre atteinte à Sa dignité. L'Empereur d'Autriche a tellement compris ce devoir, que, malgré son alliance avec le Roi d'Italie, en dépit des efforts de la diplomatie et des exigences de la politique, bien qu'il eût une visite à rendre, il n'a jamais pu être amené à la rendre à Rome, et à manquer de respect au Souverain Pontife. Le roi du Portugal lui-même, bien que lié à la Maison de Savoie par des liens de parenté très étroits, a préféré affronter un grave conflit diplomatique, plutôt que de blesser le Chef de l'Eglise et de froisser les sentiments les plus délicats de ses sujets catholiques. Aucun des autres Souverains ou Chefs d'Etats catholiques ne s'est jamais départi de cette règle de devoir et de convenance. Au reste, le devoir du Chef de la Nation française serait encore plus grand et par conséquent l'offense serait encore plus grave. Il n'a pas, en effet, avec le Roi d'Italie de liens spéciaux de parenté ou d'alliance politique ; par contre, en vertu d'un pacte bilatéral avec le Saint Siège, il jouit de privilèges très spéciaux uniquement parce qu'il est catholique, c'est-à-dire parce qu'il est obligé à reconnaître dans le Pontife Romain son

chef spirituel et celui du peuple qu'il gouverne. La France, régie aujourd'hui par une forme populaire de gouvernement, conserve le caractère éminent de Puissance catholique ; elle est largement représentée dans le Sacré Collège, et par le fait même dans le gouvernement de l'Eglise universelle ; elle a en outre par faveur du Saint Siège ce qu'aucune puissance catholique ne possède : le protectorat en Orient ; — pour ne rien dire de la reconnaissance qu'elle devrait professer, d'une façon particulière, à l'égard du Souverain Pontife régnant, qui, lui a donné tant de preuves de bienveillance.

Par conséquent, si le Président de la République, pour des avantages d'ordre politique, dont l'histoire appréciera la valeur, préférerait, en passant sur le Pape, les obtenir au prix d'une offense au Chef de l'Eglise, — sans que nous ayons besoin de recourir aux menaces, lui-même par son acte, il paraîtrait devant l'Eglise, le peuple français et toutes les autres nations, renoncer spontanément à la position privilégiée dont il jouit. Et à ce sujet, il est bon de rappeler le fait qui se constate de plus en plus, savoir que la persécution dirigée par le Gouvernement contre les ordres religieux aliène toujours davantage à la France les esprits des catholiques, dans les régions du Protectorat dont il diminue l'autorité et le prestige. Que si à la persécution intérieure s'ajoutait un outrage public à la personne du Pontife de la part du Chef même de l'Etat, le contrecoup serait ressenti davantage et partout, car les faits ont leur logique, en dépit de la volonté des hommes.

Enfin, il convient que V. S. appelle sérieusement l'attention de M. Delcassé sur une autre conséquence de la visite éventuelle du Président de la République au Quirinal. Si l'on tient compte des circonstances et du milieu de Rome, M. Loubet ne pourrait en aucune façon éviter que sa visite ne prenne un caractère nettement hostile au Pape ; tous les éléments hostiles au Saint Père en profiteraient certainement pour associer aux applaudissements du Président de la République les manifestations injurieuses au Pape. Il ne s'agit pas ici de chimères, mais d'un péril fondé et certain qu'aucune vigilance et qu'aucune habileté ne pourraient esquiver. Cela n'échappera sûrement pas à l'intelligence et à la pénétration de M. le Ministre.

Pour venir à la conclusion, le but que s'est proposé le Saint Siège en faisant cette démarche, a été de prévenir le Président de la République, afin que, éclairé sur les conséquences qui dériveront de ces événements, il en assume librement la responsabilité : le Saint Siège dégage dès maintenant la sienne, se réservant sa pleine liberté d'agir en conformité de ce que la protection de sa dignité, la défense de ses droits et l'accomplissement de ses devoirs exigeront.

V. S. dans sa prochaine conversation avec M. le Ministre des Affaires Etrangères aura soin de lui exposer ces dernières considérations qui visent à éclaircir davantage le sens et la portée de la Note du 1 Juin.

M. Card. RAMPOLLA.

DOCUMENT XXVI. — *S. E. le Card. Secrétaire d'Etat,
à M. Nisard, Ambassadeur de France.*

28 avril 1904.

La venue à Rome, en forme officielle et solennelle, de M. Loubet, Président de la République française, pour rendre visite à Victor Emmanuel III, a rempli l'âme du Saint Père d'une profonde tristesse.

Il est à peine nécessaire de rappeler que les chefs d'Etats catholiques, liés, comme tels, par des liens spéciaux, au Suprême Pasteur de l'Eglise, sont tenus, envers Lui, à de plus grands égards que les Chefs d'Etats non catholiques, en ce qui concerne Sa dignité, Son indépendance, et Ses droits imprescriptibles. Ce devoir, reconnu jusqu'ici et observé par tous, nonobstant de graves raisons d'alliance politique ou de parenté, incombait d'autant plus au Premier Magistrat de la République française, lequel, sans avoir aucun de ces motifs spéciaux, préside, par contre, à une nation qui est unie par des rapports très étroits et traditionnels avec le Pontificat Romain, jouit en vertu d'un traité bilatéral avec le Saint Siège, de privilèges signalés, a une large représentation dans le Sacré Collège des Cardinaux, et par suite, dans le gouvernement de l'Eglise universelle, possède par faveur singulière le protectorat des intérêts catholiques en Orient, et a reçu du Saint Siège, spécialement dans les dernières années, des preuves de très particulière bienveillance. Par suite, si le Chef de n'importe quelle Nation catholique offense gravement le Souverain Pontife en venant rendre hommage à Rome, c'est-à-dire au Siège pontifical même, et dans le palais apostolique même, à Celui qui, contre tout droit, en détient le principat civil et en entrave la liberté et l'indépendance nécessaire, cette offense a été bien plus grande de la part de M. Loubet. Le caractère et la portée n'en sauraient être changées par la déclaration que fit M. Delcassé au Parlement français, savoir qu'en rendant cette visite on n'avait aucune intention hostile au Saint Siège; l'offense en effet est intrinsèque à l'acte, d'autant plus que le Saint Siège n'avait point manqué d'en prévenir le Gouvernement français. De fait, ni en France, ni en Italie, n'a échappé à l'opinion publique le caractère offensant de cette visite qui avait précisément été recherchée par le Gouvernement italien dans la supposition qu'elle affaiblirait les droits et offenserait la dignité du Saint Siège; — droits et dignité que le Saint Siège regarde comme son principal devoir de protéger et de défendre dans l'intérêt même des catholiques du monde entier.

Contre ce douloureux événement, le Cardinal Secrétaire d'Etat soussigné, émet au nom de Sa Sainteté les plus formelles et explicites protestations, et il prie V. E. de vouloir porter la présente Note à la connaissance de son Gouvernement.

Le Cardinal soussigné profite de cette occasion pour confirmer à V. E. les sentiments de sa considération la plus distinguée.

R. Card. MERRY DEL VAL.

DOCUMENT XXVII. — *M. Nisard, Ambassadeur de France,*
à S. E. le Card. Secrétaire d'Etat.

6 mai 1904.

L'Ambassadeur de la République a l'honneur d'accuser réception de la Note de Son Eminence le Cardinal Secrétaire d'Etat en date du 28 avril dernier.

Le ministre des Affaires Étrangères le charge de déclarer qu'ayant pris soin lui-même de préciser devant le Parlement le caractère et le but du voyage de Monsieur le Président de la République en Italie, il ne peut que repousser au nom de son Gouvernement et les considérations développées dans cette Note, et la forme sous laquelle elles sont présentées.

L'Ambassadeur de la République saisit cette occasion pour renouveler à son Eminence le Cardinal Secrétaire d'Etat les assurances de sa haute considération.

DOCUMENT XXVIII. — *S. E. le Card. Secrétaire du Saint Office,*
à Mgr. Evêque de Laval.

Illustrissime ac Reverendissime Domine,

Iam alias ad Amplitudinem Tuam Supremae huius Congregationis literae datae fuerunt, quibus nomine Sanctae Sedis invitabaris ad commissae Tibi dioecesis curam et regimen sponte resignandam. Cum igitur gravissimae huius resolutionis causae adhuc ex integro perseverent, iussu Eminentissimorum Patrum Cardinalium una mecum Inquisitorum Generalium, invitationem illam formiter iterare cogor, enixe rogans ne omnino facias ut S. Congregatio ad progrediendum ad ulteriora compellatur, quod certo fiet nisi, quod Deus avertat, intra mensem a die harum literarum computandum, parueris. — Deus Te sospitet etc.

Romae, 17 maii 1904.

S. Card. VANNUTELLI.

DOCUMENT XXIX. — *M. le Chargé d'Affaires de France*
à S. E. le Cardinal Secrétaire d'Etat.

Par une lettre en date du 17 mai 1904 et signée du Cardinal Vannutelli, l'Evêque de Laval a été invité à résigner ses fonctions dans le délai d'un mois sous peine de mesures graves.

Le Gouvernement de la République est obligé de protester contre une pareille démarche effectuée sans son assentiment.

L'Evêque de Laval a été régulièrement nommé et institué dans les conditions prévues par l'article 5 du Concordat du 15 juillet 1801 qui est ainsi conçu : « Les nominations aux Evêchés qui vaqueront dans la suite, seront également faites par le Premier Consul ; et l'institution canonique sera donnée par le Saint Siège ».

Il doit en être de la destitution ou de la démission forcée comme de la nomination. Les pouvoirs d'un Evêque ne peuvent lui être conférés ou retirés sans une décision du Gouvernement de la République.

Donc, en exerçant à l'insu du Gouvernement français et par l'intermédiaire d'une autorité, que le Gouvernement français ne connaît point, un acte de pression non déguisé sur l'Evêque de Laval pour l'amener à donner sa démission, le Saint Siège porte atteinte au droit reconnu à l'Etat par l'article 5 du Concordat. C'est pourquoi ordre a été donné au soussigné de faire savoir à Son Eminence le Cardinal Secrétaire d'Etat que, si la lettre du 17 mai n'est pas annulée, le Gouvernement sera amené à prendre les mesures que comporte une semblable dérogation au pacte, qui lie la France et le Saint Siège.

Le Chargé d'Affaires de France soussigné, saisit cette occasion pour assurer Son Eminence le Cardinal Secrétaire d'Etat de sa très haute considération.

Rome, le 3 juin 1904.

ROBERT DE COURCEL.

DOCUMENT XXX. — *S. E. le Card. Secrétaire d'Etat
à Mgr. le Nonce Apostolique.*

Monsieur de Courcel m'a remis par ordre de son Gouvernement, une Note dont vous trouverez la copie jointe à ce pli. Comme il s'agit d'une affaire qui concerne la conduite d'un Evêque, le Saint Père désire n'y voir intervenir que le plus petit nombre possible de personnes. Pour ce motif, au lieu de répondre directement à Monsieur de Courcel, je m'empresse de fournir à V. S. les explications opportunes sur le sujet en question, et je vous charge de les exposer à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

Pour bien comprendre le sens et la portée de la lettre adressée, le 17 mai dernier, par le Card. Serafino Vannutelli, comme Secrétaire de la Congrégation du Saint Office, à Mgr. Geay, Evêque de Laval, il est nécessaire de ne pas perdre de vue les considérations suivantes.

Personne n'ignore que c'est le devoir très grave du Pontife Romain, — devoir intimement uni à sa primauté de juridiction sur l'Eglise catholique — de veiller avec une infatigable sollicitude sur la marche de tous et chacun des diocèses du monde catholique, pour en promouvoir le progrès dans le bien, et en empêcher, le cas échéant, la décadence spirituelle. L'on sait d'ailleurs que, dans l'accomplissement de ce grand devoir, le Souverain Pontife est aidé par les Congrégations romaines. Au premier rang de ces Congrégations se trouve la Suprême Congrégation du Saint Office, à laquelle est dévolue la charge la plus importante et la plus vitale dans l'Eglise, à savoir celle de veiller à l'intégrité de la foi et à la pureté des mœurs, spécialement dans le clergé, et, d'une façon plus particulière, chez les Evêques. C'est pour cette raison que la dite Congrégation a l'honneur d'avoir comme Préfet le Souverain Pontife lui-même, et comme Secrétaire, un Cardinal.

Dès l'année 1899, par ordre exprès du Souverain Pontife Léon XIII, la Congrégation du Saint Office fut obligée de prendre en sérieux examen les accusations formulées contre Mgr. Geay et les conséquences

qui en résultaient dans la marche religieuse et morale du diocèse. Cet examen fait, l'on reconnut tout de suite que deux partis seulement se présentaient : ou celui d'une procédure régulière suivant la teneur des sacrés canons, sans négliger, le moment venu, les prescriptions du Concordat ; ou celui d'un appel à la conscience et à l'intérêt personnel de l'Evêque, en l'invitant à une renonciation libre et spontanée. Tout considéré, en vue d'éviter scandales et rumeurs, et en même temps de pourvoir, le mieux possible, à l'honneur de l'Evêque, — pour lui épargner à lui et au Saint Siège la douleur d'un procès canonique en matière aussi délicate, l'on choisit le second parti ; il était clair que Mgr. Geay n'aurait pas de peine à expliquer sa retraite spontanée par des raisons honorables et plausibles.

A l'invitation qui lui fut faite en ce sens le 26 janvier 1900 au nom de S. S. Léon XIII, Mgr. Geay s'empessa de répondre par la lettre suivante, datée de l'Archevêché de Bourges le 2 février 1900.

« Très Saint Père. — J'ai l'honneur de remettre entre les mains de Votre Sainteté ma démission du Siège de Laval.

« Prosterné au pied de Votre Sainteté, je la prie d'agréer l'expression de ma respectueuse et filiale reconnaissance ».

Le moment semblait donc arrivé pour le Saint Siège de traiter, à ce propos, avec le Gouvernement français conformément au Concordat ; mais, malheureusement, cette lettre fut suivie de plusieurs autres, qui tendaient toutes à déclarer que la renonciation n'avait été donnée qu'à titre conditionnel, et qu'elle était subordonnée à un transfert dans un autre diocèse de France, fût-ce le plus humble et le plus modeste, comme il disait.

Il était impossible de satisfaire le désir de Mgr. Geay, attendu que le conseil d'une démission n'avait aucunement été provoqué par des difficultés locales et extérieures, mais par des raisons intimes et personnelles qui tendaient à compromettre la dignité et l'honorabilité de l'Evêque.

Il fut donc décidé de renouveler le conseil ; mais la longanimité et l'indulgence qui caractérisent le Saint Siège retardèrent la reprise de l'affaire : l'on espérait que Mgr. Geay finirait peut-être par reconnaître, de lui-même, combien fausse et pénible était sa situation sur le siège de Laval.

Cette espérance déçue, le Souverain Pontife Pie X, poussé uniquement par le sentiment du devoir inhérent à son apostolat suprême, et songeant au compte qu'il en doit rendre à Dieu, ordonna à la Sacrée Congrégation du Saint Office de reprendre la douloureuse affaire ; d'où la nouvelle lettre du 17 mai dernier.

La teneur de cette lettre est en tout semblable à la lettre expédiée le 26 janvier 1900 ; on y ajoute seulement que si, dans l'espace d'un mois, l'Evêque ne suivait pas le conseil de la renonciation, la Sacrée Congrégation serait obligée de procéder *ad ulteriora*. Dans la terminologie de la Sacrée Congrégation, l'expression *progredi ad ulteriora* ne signifie pas, comme semble le croire le Gouvernement français, que si, dans le délai d'un mois, l'Evêque ne démissionnait pas, l'on procéderait purement et simplement à sa déposition, c'est-à-dire à la privation du diocèse, ou à d'autres mesures pénales. Elle signifie uniquement que si la démission conseillée ne se produisait pas, la Sacrée Congrégation se

trouverait dans l'obligation de recourir au premier parti mentionné plus haut, c'est-à-dire d'appeler à Rome Mgr. Geay, afin que celui-ci pût prendre connaissance exacte et précise des accusations formulées contre lui dans l'ordre moral et ecclésiastique, et fournir, à cet égard, toutes les explications qu'il croirait nécessaires et opportunes pour éclairer complètement la conscience des juges. Si dans ce procès, certainement fort douloureux pour lui et pour le Saint Siège, Mgr. Geay parvenait à se justifier pleinement, il retournerait dans son diocèse sans aucun reproche ; si, au contraire, la vérité des accusations formulées contre lui était établie en tout ou en partie, la situation deviendrait beaucoup plus grave et plus pénible.

Je veux espérer que cet exact exposé des vues et des faits sera de nature à modifier les sévères appréciations de Monsieur Delcassé sur la lettre du 17 mai. Pour trouver dans les procédés adoptés à l'égard de l'Evêque de Laval, une violation quelconque du pacte concordataire, il faudrait soutenir que les Evêques français, par le fait même du Concordat, sont devenus de simples fonctionnaires de l'Etat, dégagés absolument des liens qui, de par l'institution divine, unissent l'épiscopat catholique au Chef Suprême de l'Eglise. Ainsi le Pontife Romain nonobstant les plus graves motifs d'ordre moral et religieux, ne pourrait, sans le consentement préalable du Gouvernement, ni conseiller à un Evêque de démissionner librement et spontanément pour son plus grand intérêt personnel et pour celui du diocèse, ni l'appeler à Rome, afin qu'il se justifie des accusations dont il est l'objet. Tout le monde voit à quel point cette thèse est contraire à la vérité ; elle équivaldrait à dire que Evêques français, en vertu même du Concordat, ne font plus partie de l'Eglise catholique.

Je regrette d'avoir été contraint d'entrer dans des détails qui touchent à la bonne réputation d'un Evêque. Je ne l'ai fait qu'après avoir été spécialement dispensé, par le Saint Père, du très rigoureux secret du Saint Office ; toute la responsabilité en retombera sur Monseigneur Geay qui s'est permis de communiquer une lettre qui était, de sa nature, très secrète. En même temps, j'ai confiance que M. Delcassé, animé, comme il l'est, de sentiments d'équité, voudra bien reconnaître dans ces explications un nouveau gage du vif désir qu'a le Saint Père de voir amicalement résolues toutes les difficultés existant entre le Gouvernement français et le Saint Siège. Vous êtes autorisé à donner lecture de cette dépêche, et, en l'occurrence, à en laisser copie.

Agréez, etc.

Rome, 10 juin 1904.

R. Card. MERRY DEL VAL.

DOCUMENT XXXI. — *Mgr. l'Evêque de Laval au Saint Père.*

Laval, le 24 juin 1904.

Très Saint Père,

Permettez à un de vos fils de venir, à l'occasion de la fête de Saint Pierre, vous exprimer ses sentiments de profonde vénération, d'absolu dévouement, avec ses religieux souhaits de santé et de bonheur.

Ainsi que j'ai eu l'honneur, il y a quelques mois, de l'écrire à Votre Sainteté, j'ai le doux espoir d'aller bientôt me prosterner à vos pieds, afin de vous porter et vous exprimer de vive voix mes filiales hommages.

Cette année 1904 est celle qui doit me ramener vers la Confession de Saint Pierre, afin d'y faire ma prière, et vers le Chef de l'Eglise afin de Lui rendre compte de mon administration épiscopale.

Si je n'écoutais que l'impatience de mon cœur, je devancerais de quelques mois la date que je m'étais fixée, et que j'avais indiquée à Votre Sainteté. Mais ce n'est que vers le mois d'Octobre que j'aurai rassemblé toutes les ressources du Denier de Saint Pierre, que je tiens à porter moi même.

Ensuite devant me faire accompagner par un membre de mon chapitre, Mgr. Chartier, vieillard de 75 ans, celui-ci m'a conjuré d'attendre la fin des grandes chaleurs pour accomplir ce lointain voyage.

En attendant je prie Votre Sainteté de croire qu'aucun évêque n'est mieux disposé à suivre ses enseignements que l'humble évêque de Laval, après avoir souffert déjà pour avoir obéi scrupuleusement à ceux de Léon XIII d'auguste mémoire. Dieu l'en a béni en lui donnant le cœur de tout le peuple, et la persécution des régnants.

Mais la paix règne, Dieu merci, et le nom de Jésus-Crist y trouve de plus en plus sa gloire.

Daigne, Votre Sainteté, agréer les hommages les plus filialement soumis, les plus respectueusement dévoués d'un de ses plus humbles évêques de France.

† PIERRE JOSEPH, *Ev. de Laval.*

DOCUMENT XXXII. — *S. E. le Cardinal Secrétaire d'Etat,*
à Mgr. l'Evêque de Laval.

Illustrissime et Révérendissime Seigneur,

Le Saint Père ayant reçu la lettre que V. S. Illme et Rme lui a adressée le 24 du mois de juin dernier, a donné ordre de la communiquer à la Suprême Congrégation du Saint Office, dont il est le Préfet; et les Eminentissimes et Révérendissimes Cardinaux Inquisiteurs Généraux ont rendu, dans la Congrégation du 30 juin, ce décret, qui a été approuvé par Sa Sainteté dans l'Audience qui suivit : « *Respondendum per Eminentissimum Cardinalem a Secretis Status iuxta mentem, id est :*

« Le Saint Père est resté douloureusement surpris en apprenant par la lettre de Mgr. Geay qu'il n'a pas encore obéi aux injonctions de la Suprême Congrégation du Saint Office, donnant ainsi lieu de croire qu'il n'en tient même aucun compte; cependant, ces dispositions demeurant dans toute leur vigueur, Mgr. Geay sera invité à se rendre à Rome, dans les quinze jours qui suivront cette lettre-ci, pour comparaître en personne devant le dit Tribunal Sacré au sujet des diverses accusations formulées contre lui, sous peine de la suspense *latæ sententiæ ab exercitio ordinis et iurisdictionis* à encourir *ipso facto*, dès l'expiration du délai fixé ».

En exécutant le mandat que le Saint Père m'a confié par le moyen de la Sacrée Congrégation qui est organe de Ses décrets dans les matières les plus importantes, je saisis l'occasion, etc.

Rome, le 2 juillet 1904.

R. Card. MERRY DEL VAL.

DOCUMENT XXXIII. — *Mgr. l'Evêque de Laval,*
à S. E. le Card. Secrétaire d'Etat

Laval, le 6 juillet 1904.

Eminentissime Seigneur,

Comme tout évêque français doit le faire, j'ai communiqué hier, 5 ct., à mon Gouvernement, et en mains propres, la lettre que Votre Eminence Illustrissime m'a fait l'honneur de m'écrire, en réponse à celle qui mettait mon amour filial aux pieds du Saint Père.

J'ai demandé en même temps au Ministre des Cultes l'autorisation d'aller de suite à Rome conformément à l'ordre du Saint Siège.

J'ai le regret de vous dire que la dite autorisation m'a été absolument refusée, au nom de l'article 20 de la loi de Germinal, et sous peine de poursuites.

Si votre Eminence a quelque objection à faire à ce sujet, Elle voudra bien les adresser au Gouvernement français. Je m'en tiendrai toujours à ce qui aura été réglé entre celui-ci et le Saint Siège.

J'espère vous envoyer d'ici la plus grosse partie du denier de Saint-Pierre, que je me faisais une joie de porter moi-même.

Daigne Votre Eminence Révérendissime agréer mes regrets et mes humbles hommages.

† PIERRE JOSEPH, *Evêque de Laval.*

DOCUMENT XXXIV. — *S. E. le Card. Secrétaire d'Etat,*
à Mgr. l'Evêque de Laval.

Illustrissime et Révérendissime Seigneur,

Comme suite à la lettre envoyée par Votre Grandeur en date du 6 courant, et en exécution des ordres du Saint Père et de la Suprême Congrégation de la Sainte Inquisition, j'accomplis le douloureux devoir de rappeler l'attention de votre Grandeur sur la Constitution «*Apostolicae Sedis*» et de vous avertir que, conformément au contenu du susdit document, vous avez à pourvoir à votre conscience. De plus, par mandat de Sa Sainteté et de la Suprême Congrégation susdite, je me hâte de vous intimer de nouveau le décret de la susdite Congrégation du 30 juin dernier vous concernant, et de vous enjoindre de vous rendre à Rome pour le 20 du mois courant, en vous signifiant que si vous passez ce terme sans obéir, vous encourez, sans qu'il soit besoin de déclaration nouvelle, la suspense «*latae sententiae ab exercitio ordinis et iurisdictionis*».

Après avoir rempli cette pénible mission, je vous prie, etc.

Rome, le 10 juillet 1904.

R. Card. MERRY DEL VAL.

DOCUMENT XXXV. — *S. E. le Cardinal Secrétaire d'Etat,*
à Mgr. le Nonce Apostolique.
 (Télégramme).

Rome, 10 Mars 1904 — 8 h. 1/2 du soir.

Je prie V. S. de signifier immédiatement à l'Evêque de Dijon que c'est la volonté du Saint Père qu'il suspende les ordinations jusqu'à nouvel ordre.

V. S. nous transmettra la réponse de l'Evêque.

Card. MERRY DEL VAL.

DOCUMENT XXXVI. — *Mgr. le Nonce Apostolique*
à Mgr. l'Evêque de Dijon.

Parisiis, II Martii 1904.

Illustrissime ac Reverendissime Domine,

Iussus a Beatissimo Patre Nostro, notum Amplitudini Tuæ fecere festino, Sanctitatem Suam velle ut, usque ad novam dispositionem eiusdem Sanctitatis Suae, Sacram Ordinationem tu, Praesul Amplissime, suspendas.

Semper paratus aut Romam transmittere quæ Amplitudo Tua vellet, aut in re alia quacumque, mihi possibili, Tibi servire, cum fraterno affectu et obsequio Amplitudini Tuæ Illustrissimæ et Reverendissimæ permaneo.

Humillimus Servus

† BENEDICTUS LORENZELLI, Arch. Sard.,
Nuncius Apostolicus in Galliis.

DOCUMENT XXXVII. — *Mgr. le Nordez*
à Mgr. le Nonce Apostolique.

Dijon, le 13 mars 1904.

Excellence,

Les mesures, que j'avais prises concordent absolument avec la décision que le Saint Père me fait l'honneur de me communiquer par l'entremise de Votre Excellence.

J'ai cru sage d'insister près du Président du Conseil des Ministres, pour que la faveur de la dispense du service militaire ne fût retirée à *aucun* de nos jeunes clercs et je l'ai obtenu.

Mais, devant leur insubordination, quelque miséricorde que pût m'inspirer l'inexpérience de leur âge, j'avais déclaré que toute ordination serait longtemps retardée. Ils avaient eu l'inconvenance grossière de refuser celle que j'étais prêt à leur donner ; je me dois de leur faire attendre dans la mesure qui convient, celle qu'ils pourraient solliciter.

Je suis grandement heureux que Sa Sainteté fortifie mon dessein par sa propre et auguste volonté. Il y a eu dans l'acte de nos jeunes clercs tant de folie violente, et dans les longues et sourdes menées qui l'ont préparé tant de mensonge, que j'ai senti le besoin de me recueillir dans le calme et l'attention pour étudier les éléments dont étaient faites ces tristes choses, et de me taire jusqu'à ce que j'y visse clair.

Je crois ne pas m'être départi un seul instant non seulement de ce calme nécessaire, mais encore de la sérénité.

Je sentais bien, du reste, que ma personne était pour peu de chose engagée dans cette affaire. L'accusation portée contre moi est si grotesque, qu'elle ne pouvait m'atteindre aux yeux de quiconque réfléchit un peu.

Tout considéré, il me paraît clair que, tout en faisant la part des éléments locaux, qui ont apporté à l'incident les deux défauts qui marquent l'esprit bourguignon, à savoir la légèreté d'une part et le peu de franchise de l'autre, l'événement survenu ici est un fruit *pur et mûr* de la condition présente de l'Eglise en France.

Cet événement est dans le domaine de la morale, ce que la manifestation Loisy est dans celui de la foi. Les effets sont divers, la cause est identique.

Par le fait d'influences multiples mais visibles, le principe d'autorité est formidablement ébranlé chez nous, et nos séminaristes avec leurs meneurs ont pris devant le caractère sacré de l'épiscopat l'attitude de M. Loisy et de sa suite devant la divinité de l'Evangile. L'esprit de fronde a remplacé celui de respect.

Je me permets de penser que des décisions énergiques auront raison de ce mal dont la gravité ne peut échapper à aucun bon esprit.

Quand la gangrène tient un corps, il vaut mieux amputer même plusieurs membres, que de laisser la pourriture s'étendre à tous.

Aussi j'éprouve un grand réconfort et je conçois beaucoup d'espérances de l'énergie que le Saint Père apporte à la guérison de nos maux présents.

Je me garderai d'importuner Sa Sainteté du récit des ennuis que Dieu vient de permettre pour moi. De telles épreuves sont l'inévitable partage de ceux qui conduisent les hommes et particulièrement en des jours comme les nôtres, sont le lot de ceux qui refusent de s'inféoder à aucun parti autre que celui de Dieu, de la vérité et de la justice.

Mais comme ces faits touchent à la Religion même, je suis prêt, si Sa Sainteté le souhaite, à lui faire parvenir soit directement, soit par l'entreprise de Votre Excellence un rapport circonstancié sur ce triste incident, ses auteurs et les responsabilités encourues.

J'ai lieu de croire du reste que Son Eminence le Cardinal Préfet de la Sacrée Congrégation des Evêques est depuis longtemps au courant des misérables menées dont j'étais l'objet.

Une parole du Saint Père les réduirait sur l'heure, elle me serait d'un grand honneur et d'une fortifiante consolation, mais je trouverai bien, sage et opportun tout ce que résoudra Sa Sainteté, acte, parole, ou silence.

Je prie Votre Excellence d'agréer l'hommage de mon profond respect.

† ALBERT, *Evêque de Dijon.*

DOCUMENT XXXVIII. — *M. le Chargé d'Affaires de France,
à S. E. le Cardinal Secrétaire d'Etat.*

D'information parvenues à M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, dont M. Combes a dû et pu vérifier l'exactitude, il résulte que Son Excellence le Nonce Apostolique à Paris, a transmis à la date du 11 mars dernier, à l'Evêque de Dijon un ordre du Saint Père d'avoir à suspendre les ordinations dans son diocèse jusqu'à nouvel avis.

Le Gouvernement de la République est obligé de protester contre une pareille démarche faite sans son assentiment ; — pour le fond, parce que toute mesure tendant à diminuer les prérogatives d'un Evêque et à lui infliger, en quelque sorte, une déposition partielle, est en opposition avec le pacte concordataire ; — et pour la forme, parce que le Nonce du Pape n'a pas le droit de correspondre directement avec les Evêques français.

C'est pourquoi ordre a été donné au soussigné de faire savoir à Son Eminence le Cardinal Secrétaire d'Etat que se tenant à l'esprit et à la lettre du Concordat, le Gouvernement doit considérer comme nulle et non avenue la lettre du 11 mars.

Le Chargé d'affaires de France soussigné saisit cette occasion pour assurer Son Eminence le Cardinal Secrétaire d'Etat de sa très haute considération.

Rome, le 15 juillet 1904.

ROBERT DE COURCEL.

DOCUMENT XXXIX. — *S. E. le Card. Secrétaire d'Etat,
à Mgr. l'Evêque de Dijon.*

Illustrissime et Révérendissime Seigneur,

Le Saint Père m'a chargé d'inviter Votre Seigneurie Illustrissime et Révérendissime à vouloir bien se rendre à Rome le plus tôt possible.

En exécutant l'ordre vénéré de sa Sainteté, je vous prie de vouloir bien me prévenir de votre arrivée dès que vous aurez fixé le jour de votre départ ; et en attendant, je saisis l'occasion, etc.

Rome, 24 avril 1904.

R. Card. MERRY DEL VAL.

DOCUMENT XL. — *Mgr. l'Evêque de Dijon,
à S. E. le Card. Secrétaire d'Etat.*

Dijon, le 3 mai 1904.

Eminence,

J'ai eu l'honneur d'exprimer à Votre Eminence le vif regret que j'éprouvais de tarder à répondre à la lettre, que j'avais reçu d'Elle.

J'ai désiré, en effet, joindre à ma lettre un Rapport que Votre Eminence pût placer sous les yeux du Saint Père, et il m'a fallu y consacrer les deux derniers jours.

Je commence samedi ma tournée Pastorale de Confirmation ; toutes les paroisses y sont prêtes, tous les enfants préparés, et la chose annoncée officiellement depuis un mois.

Mon absence et mon départ pour Rome eussent produit le plus grand trouble et l'effet en eût été profondément regrettable, en ce moment surtout, où le calme est revenu dans les esprits. Ma tournée se terminera vers le milieu de juin et je serai alors à la disposition du Saint Père.

Au milieu des peines qui m'ont été faites, ma pensée s'est bien souvent portée vers Sa Sainteté ; je souhaite ardemment me prosterner à ses pieds et aussi, je ne le cache pas, me faire connaître d'Elle. Car n'a-t-on pas cherché à L'indisposer contre moi et à me dépeindre à Elle sous un jour qui n'est pas celui de la vérité ?

J'ose Vous prier, Eminence, de soumettre à Sa Sainteté la Note que je joins à cette lettre. Il y a un mois j'écrivis à S. E. le Nonce Apostolique à Paris, que je souhaitais d'éclairer Sa Sainteté par un rapport précis et sincère ; il me tardait de le faire.

Je prie Votre Eminence d'agréer l'hommage de mon profond respect.

† ALBERT, *E. de Dijon.*

DOCUMENT XLI. — *S. E. le Cardinal Secrétaire d'Etat,
à Mgr. l'Evêque de Dijon.*

Illustrissime et Révérendissime Seigneur,

Par ordre du Saint Père, je m'empresse d'informer Votre Seigneurie, Illustrissime et Révérendissime que sa Sainteté a été douloureusement étonnée en constatant que Votre Seigneurie, après avoir promis de se rendre à Rome avant la fin de juin dernier, n'a pas tenu sa parole. Sa Sainteté, en conséquence, vous enjoint de vous rendre à Rome dans un délai de quinze jours sous peine de la suspense *latae sententiae ab exercitio ordinis et iurisdictionis*, à encourir *ipso facto* immédiatement après l'expiration du terme fixé.

Cet ordre du Souverain Pontife accompli, je viens vous confirmer etc.

Rome, le 9 juillet 1904.

R. Card. MERLY DEL VAL.

DOCUMENT XLII. — *Mgr. l'Evêque de Dijon,
à S. E. le Card. Secrétaire d'Etat.*

Eminence,

J'ai reçu à l'extrémité du Nord de la France, où je prenais un peu de repos, la Lettre que Votre Eminence m'a adressée. Elle m'est parvenue le 12 juillet à midi.

La veille de ce même jour, M. Bizouard, curé de S. Bénigne de Dijon, principal moteur des troubles dont mon Diocèse est le théâtre depuis sept mois, déclarait aux prêtres de son doyenné réunis en conférence qu'il « venait de recevoir du Pape une lettre lui annonçant les mesures

prises contre moi », et « de Votre Eminence une autre lettre lui déclarant que les clercs de mon Diocèse n'avait pas à s'inquiéter de l'ordination, laquelle serait donnée en Septembre, dans ma Cathédrale, par un évêque étranger ».

Je n'ai pas hésité un instant à regarder comme mensongères les sources alléguées par M. Bizouard. Mais j'ai été frappé de voir les décisions du Saint-Siège à mon endroit, connues de cet ecclésiastique avant de l'être de moi.

Il y a eu certainement divulgation illégitime par quelque subalterne : c'est à cette source que j'attribue les articles de presse, publiés en France depuis huit jours, et j'ai tenu à en avertir Votre Eminence.

Pour moi, j'ai gardé secrète la lettre que j'ai reçue de vous.

Mis en demeure par le gouvernement Français de lui en donner communication, je n'ai pas cru avoir le droit de m'y refuser. J'ai fait cette communication ce matin, passant par Paris pour regagner mon évêché.

J'ai eu l'honneur de l'écrire à Votre Eminence, il y a un peu plus de deux mois : j'ai hâte de me rendre près du St. Père, de lui rendre les devoirs de mon profond respect, d'assurer Sa Sainteté de mon attachement au Saint Siège, lequel attachement *ni rien ni personne* ne pourra affaiblir. J'ai hâte d'être connu du Pape, parce que je suis sûr que la moitié d'une heure me suffira pour gagner son estime, sa confiance, et dissiper les préjugés que la haine, le mensonge et la calomnie ont pu inspirer à Sa Sainteté envers ma personne.

Mais après sept jours de réflexions devant Dieu, je suis dans le devoir de déclarer à Votre Eminence que je ne crois pas pouvoir me rendre à Rome dans les conditions où j'y suis convié.

J'en éprouve une *douleur profonde*, je vois les maux qui menacent l'Eglise de France, les complications déplorables que cet incident ajoute à l'état des choses religieuses, déjà si gravement compromis. Mais, je ne puis.

Voici sept mois que je suis l'objet d'outrages aussi odieux que grossiers de la part de quelques prêtres de mon Diocèse. Ils ont ameuté contre moi les jeunes clercs de mon Séminaire, des jeunes laïcs de dévotion, des femmes pieuses et crédules. Ils ont récemment employé le mensonge, la menace et *l'argent* pour amener des pauvres enfants à refuser de mes mains le sacrement de Confirmation.

Ils ont fondé leur action sur l'accusation haïssable autant qu'imbécile que je faisais partie d'une secte, dont je n'ai jamais connu même un membre, et dont je rougirais d'écrire ici même le nom.

Je me suis tu ; j'ai tout supporté dans le calme, attendant le jour de la vérité.

Ils ont répété mille fois que j'étais, à ce titre, dénoncé au St Siège, et voici six mois qu'ils disent chaque jour que je vais être déposé.

Le St Siège ne m'a jamais fait savoir même par le moindre mot, que je fusse accusé à ce titre près de lui.

J'ai, il y a cinq mois, par l'intermédiaire du Nonce Apostolique, déclaré que j'étais à l'entière disposition du St. Père pour toutes explications ou justifications ; on ne m'en a demandé aucune.

Il y a deux mois, j'ai eu l'honneur par l'entremise de Votre Eminence, d'adresser à Sa Sainteté un Rapport, dont, j'ose le dire, ni la clarté, ni

la sincérité ne laissent rien à désirer. Je le terminais en me déclarant prêt à y ajouter tous les détails que Sa Sainteté pourrait souhaiter. — On ne m'en a pas demandé encore.

Aujourd'hui, Eminence, je reçois l'ordre de me rendre à Rome sous peine de suspension de juridiction. Et voilà la seule communication que l'on ait bien voulu me faire, le seul appui qui me soit donnée, dans cette lutte que je soutiens patiemment et vaillamment pour la défense de la justice et du caractère dont Dieu et le St. Siège m'ont revêtu ! — Et tout cela est dévoilé, donné en pâture à la presse et aux passions populaires.

Quel coupable pense-t-on donc que je sois ? quel évêque me juge-t-on ? Ma vie de solitude, de labeur et de dévouement à l'Eglise et à mon Diocèse ne mérite-t-elle donc que cette sentence ?

J'ose le déclarer, il n'y a pas en France un évêque plus étroitement attaché au Saint Siège que moi ; quiconque l'attaquera, me trouvera sur son chemin. Mais faut-il que je jette aussi aux gémonies, ma personne et mon caractère sacré ?

Non, cela ne se peut pas ; le mensonge ne peut vaincre ainsi. Pie X est juste et bon autant que ferme. Il ne traitera pas de cette manière l'évêque que je suis.

J'attendrai donc, Eminence, une notification définitive des censures dont je suis menacé. Le Saint Père peut, du reste, être assuré que, pas une heure, je n'hésiterai à donner à mon clergé l'exemple du respect de l'autorité, que tant de fois je lui ai prêché.

Je prie Votre Eminence d'agréer l'expression de mes sentiments de profond respect.

Paris, le 19 juillet 1904.

† ALBERT, *Ev. de Dijon.*

DOCUMENT XLIII. — *S. E. le Card. Secrétaire d'Etat,
à Mgr. l'Evêque de Dijon.*

Rome, le 22 juillet 1904.

Monseigneur,

Je viens de recevoir la lettre que V. G. m'a adressée le 19 de ce mois. J'en ai donné immédiatement connaissance au Saint Père. De la façon la plus formelle je puis vous assurer que S. S. n'a pas écrit un seul mot à Mr. l'abbé Bizouard, et que moi-même je ne lui ai fait aucune communication au sujet des ordinations à Dijon. Si Mr. Bizouard s'est permis de faire les assertions rapportées à V. G., il devra nécessairement en répondre à qui de droit. — Mais, Monseigneur, indépendamment de tout ce qu'on ait pu vous dire, je suis chargé par le St Père d'attirer encore une fois votre attention sur l'extrême gravité de votre situation présente. Après avoir été invité par le St Père de venir à Rome dans la première quinzaine du mois de juin, vous avez promis à Sa Sainteté de vous présenter ici dans la seconde moitié du mois dernier, et vous lui disiez que ce retard vous était imposé par la nécessité de faire une tournée de confirmation déjà annoncée. Vous n'êtes pas venu et vous êtes parti pour Paris et le Nord de la France.

Le St. Père a attendu jusqu'au 9 juillet et alors il Vous a donné l'ordre formel sous peine de suspension de vous rendre à Rome dans l'espace de quinze jours. Votre Grandeur, elle le dit elle-même, a donné communication de cette lettre au Gouvernement, sans tenir compte des prescriptions de la Bulle « *Apostolicae Sedis* ». Vous me dites, Monseigneur, qu'une demi-heure vous suffirait pour expliquer votre position au St Père, pour gagner son estime, sa confiance et dissiper les préjugés que la haine, le mensonge et la calomnie ont pu inspirer à Sa Sainteté envers votre personne. C'était pour vous accorder cette demi-heure et plus encore, que le Pape vous appelait auprès de Lui, mais au lieu d'obéir et d'accomplir votre promesse, vous êtes parti pour Paris. Le St Père n'a prononcé aucun jugement sur les faits allégués, et c'est précisément parce qu'il ne voulait pas en prononcer, sans vous entendre et vous donner l'occasion de gagner sa confiance et de dissiper toute accusation, qu'Il vous appelait à Rome. Vous avez préféré rester en France et donner communication à l'autorité civile d'un ordre qui vous a été adressé par le St. Office au nom du St Père lui-même. Je suis chargé par Sa Sainteté de vous inviter aujourd'hui à faire votre devoir et pourvoir à votre conscience, maintenant surtout que le terme, qui vous a été accordé, est sur le point d'expirer.

Votre Grandeur déclare « qu'il n'y a pas en France un évêque plus étroitement attaché au Saint Siège que V. G. » et que « quiconque l'attaquera vous trouvera sur son chemin ». — Le St. Père ne veut pas douter de vos sentiments et il ne pourrait en douter que si vous manquiez aujourd'hui à votre devoir. La notification, qui vous a été faite, est définitive. — J'ose ajouter, Monseigneur, pour ma part, que je vous écris d'un cœur bien affligé, et que j'aurais voulu vous épargner cette lettre si j'avais pu le faire, sans manquer aux ordres reçus. Je vous conjure d'agir comme évêque, comme évêque français, sincèrement attaché au Siège Apostolique, et de ne pas ajouter à l'amertume qu'éprouve en ce moment le cœur du S. Pontife et que partagent si vivement tous ceux qui aiment l'Eglise et la France.

R. Card. MERRY DEL VAL.

DOCUMENT XLIV. — *M. le Chargé d'Affaires de France*
à *S. E. le Cardinal Secrétaire d'Etat.*

(Note)

S. E. le Nonce Apostolique à Paris ayant transmis à la date du 11 mars dernier à l'Evêque de Dijon un ordre du Saint-Père d'avoir à suspendre les ordinations dans ce diocèse jusqu'à nouvel avis, le soussigné a fait savoir à S. E. le Cardinal Secrétaire d'Etat par une Note du 15 de ce mois, que le Gouvernement de la République, se tenant à l'esprit et à la lettre du Concordat, protestait contre une pareille démarche faite sans son assentiment, et devait considérer comme nulle et non avenue la lettre de Mgr. Lorenzelli en date du 11 mars.

Malgré cette protestation, S. E. le Cardinal Secrétaire d'Etat a renouvelé à M. le Nordez, par une lettre qu'il lui a adressée directement

le 6 juillet au nom du Saint Père l'injonction de se rendre à Rome dans le délai de quinze jours à partir de cette communication, sous peine de la suspension *latae sententiae ab exercitio ordinis et iurisdictionis*, qui serait encourue *ipso facto*, dès l'expiration du délai fixé.

En mandant à Rome directement, et à l'insu du Gouvernement, un Evêque qui en sa qualité d'Administrateur d'un diocèse, relève du Ministre des Cultes, le Saint-Siège méconnaît les droits du Pouvoir avec lequel il a signé le Concordat.

En enjoignant à cet Evêque de se rendre à Rome dans le délai de quinze jours sous peine de la suspension *latae sententiae ab exercitio ordinis et iurisdictionis*, qui serait encourue *ipso facto* dès l'expiration du délai précité, le Saint-Siège méconnaît la disposition du Concordat de laquelle il résulte qu'un évêque ne peut être suspendu ou déposé sans l'accord des deux autorités qui ont contribué à le créer.

Une pareille attitude dicte la conduite du Gouvernement de la République.

C'est pourquoi le soussigné a l'ordre de déclarer à S. E. le Cardinal Secrétaire d'Etat, que si la lettre du 9 juillet à l'Evêque de Dijon n'est pas retirée, si une suite est donnée aux menaces qui y sont exprimées, le Gouvernement français devra comprendre que le Saint-Siège n'a plus souci de ses relations avec le Pouvoir qui, remplissant les obligations du Concordat, a le devoir de défendre les prérogatives que le Concordat lui confère.

Et le Gouvernement de la République laisse au Saint-Siège toute la responsabilité des résolutions auxquelles on l'aura réduit.

Le Chargé d'Affaires de France soussigné saisit cette occasion pour assurer son Eminence le Cardinal Secrétaire d'Etat de sa très haute considération.

Rome, le 23 juillet 1904.

ROBERT DE COURCEL.

DOCUMENT XLV. — *M. le Chargé d'Affaires de France,*
à S. E. le Cardinal Secrétaire d'Etat.

(Note)

En réponse à la Note remise le 3 juin dernier à Son Eminence le Cardinal Secrétaire d'Etat pour protester, au nom du Gouvernement de la République, contre l'injonction adressée par le Saint-Siège à l'Evêque de Laval d'avoir à résigner ses fonctions dans le délai d'un mois, S. E. Le Nonce Apostolique est venu donner à M. Delcassé les explications suivantes qu'il lui a confirmées quelques jours plus tard, en lui communiquant le texte même de la lettre, en date du 10 juin, qu'il avait reçue à ce sujet de Mgr. Merry del Val.

L'avis donné à l'Evêque de Laval ne signifiait pas, a dit Mgr. Lorenzelli, que, si ce Prélat ne démissionnait pas dans l'espace d'un mois, il serait procédé, sans autre formalité, à sa déposition; il signifiait uniquement que, si la renonciation conseillée ne se réalisait pas, la Congrégation du Saint Office se trouverait dans l'obligation de

mander à Rome Mgr. Geay, pour qu'il se justifiât des imputations mises à sa charge.

Le Cardinal Secrétaire d'Etat se défendait de vouloir, « sans observer en même temps le Concordat », engager une procédure pouvant conduire à la suspension d'un Evêque ou sa déposition. Et Son Eminence ajoutait qu'Elle avait la confiance qu'on verrait « dans les explications données un nouveau gage du vif désir du Saint Siège de voir régler à l'amiable toutes les difficultés existantes entre le Gouvernement français et le Saint Siège ».

Contrairement à ces assurances, S. E. Le Cardinal Secrétaire d'Etat a écrit directement le 2 juillet, à l'Evêque de Laval, le menaçant de *suspension* si dans les quinze jours, il ne se rendait pas à Rome devant le Tribunal du Saint Office. Et comme l'Evêque de Laval n'avait pas acquiescé, il reçut une nouvelle lettre datée du Secrétariat d'Etat de Sa Sainteté le 10 de ce mois, et signée de Mgr. Merry del Val, lui signifiant que, s'il ne se présentait pas à Rome le 20 juillet au plus tard, il encourrait par le fait même, et sans qu'il y eût besoin d'une déclaration ultérieure, la suspension *latae sententiae ab exercitio ordinis et iurisdictionis*.

Après l'avertissement contenu dans la Note précitée du 3 juin dernier, et quand les griefs invoqués contre l'Evêque de Laval remontent à plusieurs années, il est impossible de se méprendre sur le caractère de ces sommations hâtives et réitérées.

En mandant à Rome directement, et à l'insu du Gouvernement, un Evêque qui, en sa qualité d'Administrateur d'un diocèse relève du Ministre des Cultes, le Saint Siège méconnaît les droits du Pouvoir avec lequel il a signé le Concordat.

En menaçant cet Evêque, s'il ne se rend pas à Rome, de la peine de suspension, et en lui signifiant que, s'il ne présentait pas à Rome le 20 juillet au plus tard il encourait par le fait même et sans qu'il eût besoin d'une déclaration ultérieure, la suspension *latae sententiae ab exercitio ordinis et iurisdictionis*, le Saint Siège méconnaît la disposition du Concordat de laquelle il résulte qu'un Evêque ne peut être suspendu ou déposé sans l'accord des deux Autorités qui ont contribué à le créer.

Une pareille attitude dicte la conduite du Gouvernement de la République.

C'est pourquoi le soussigné a l'ordre de déclarer à S. E. le Cardinal Secrétaire d'Etat que si les lettres des 2 et 10 juillet à l'Evêque de Laval ne sont pas retirées, si une suite est donnée aux menaces qui y sont exprimées, le Gouvernement français devra comprendre que le Saint Siège n'a plus souci de ses relations avec le pouvoir qui, remplissant les obligations du Concordat, a le devoir de défendre les prérogatives que le Concordat lui confère.

Et le Gouvernement de la République laisse au Saint Siège toute la responsabilité des résolutions auxquelles on l'aura réduit.

Le Chargé d'Affaires de France soussigné saisit cette occasion pour assurer Son Eminence le Cardinal Secrétaire d'Etat de sa très haute considération.

Rome, le 23 juillet 1904.

ROBERT DE COURCEL.

DOCUMENT XLVI. — *S. E. le Card. Secrétaire d'Etat,
à M. le Chargé d'Affaires de France.*

(Note).

Le soussigné, Cardinal Secrétaire d'Etat, n'a pas manqué de porter toute son attention sur la Note en date du 23 du mois de juillet courant, par laquelle M. le Chargé d'Affaires de France, après avoir fait allusion aux explications contenues dans la dépêche adressée à Mgr. le Nonce à Paris le 10 juin dernier, et aux avis qu'on avait fait parvenir, à la date des 2 et 10 juillet, à Mgr. l'Evêque de Laval, fait observer que le Saint Siège, en mandant à Rome un Evêque, à l'insu du Gouvernement, « méconnaît les droits de la puissance avec laquelle il a signé le Concordat » et qu'en menaçant l'Evêque de la peine de la suspension, s'il ne rend pas à Rome, il « méconnaît la disposition du Concordat, d'où il résulte qu'un Evêque ne peut être suspendu ou déposé sans l'accord des deux autorités qui ont contribué à le créer ».

Après ces affirmations, M. le Chargé d'Affaire déclare, au nom de son Gouvernement, que si les deux lettres mentionnées adressées à Mgr. Geay ne sont pas retirées, et si suite est donnée aux menaces contenues dans ces lettres, « le Gouvernement français devra comprendre que le Saint Siège n'a plus souci de ses relations avec le Pouvoir qui, remplissant les obligations du Concordat, a le devoir de défendre les prérogatives que le Concordat lui confère ».

Pour répondre d'une manière adéquate aux dites observations, il convient, avant tout, d'exposer brièvement l'état exact de la question.

Pour des motifs d'ordre exclusivement ecclésiastique et absolument étrangers aux questions politiques qui s'agitent en France, le Pontife Suprême, accomplissant les devoirs de son ministère apostolique sur toute l'Eglise, a jugé opportun de conseiller à l'Evêque de Laval de renoncer spontanément à son diocèse, parce que, de cette façon, il se serait épargné à lui-même, et aurait épargné au Saint-Siège, le désagrement de poursuites ultérieures.

Mgr. Geay n'ayant pas suivi ce conseil prudent et paternel, répété à plusieurs reprises, le Saint-Siège lui a fait savoir qu'il se trouverait dans l'obligation inéluctable de l'appeler à Rome pour qu'il pût donner les explications nécessaires sur les graves imputations mises à sa charge. Il ne s'agissait donc pas de déposition, auquel cas le Saint-Siège en aurait informé le Gouvernement, ni d'autres dispositions pénales, mais d'un simple appel à Rome pour se justifier. A son arrivée à Rome, on lui aurait fait connaître les imputations qui le concernent, avec liberté pleine et entière pour lui de les examiner et de se défendre; et, s'il avait réussi à les refuter, le Saint Père aurait été très heureux de proclamer leur manque de fondement.

Tout ce qui précède, le Saint-Siège l'a formellement déclaré dans la dépêche adressée au Nonce Pontifical à Paris, le 10 juin dernier, dépêche dont lecture a été donnée et copie laissée à M. Delcassé, en réponse à la Note du 3 du même mois, remise au Cardinal soussigné par M. le Chargé d'Affaires de France. Les explications données ont paru satisfaire M. le Ministre; il est certain qu'il n'y pas été répondu; en conséquence, le Saint-Siège a cru avec raison qu'elles avaient été acceptées.

Du reste, Mgr. le Nonce avait, à diverses reprises, entretenu le Gouvernement, sous le Cabinet précédent ainsi que sous le Cabinet actuel, de la douloureuse situation où se trouvait le diocèse de Laval, en faisant ressortir la nécessité de prendre des mesures.

Dans cet état de choses, et toujours dans le but susindiqué de sa justification, on a envoyé à Mgr. Geay, l'ordre de se rendre à Rome, en ajoutant à cet ordre la sanction canonique que comporte la gravité de l'obligation d'obéir, sanction qui, du reste, devait frapper seulement en cas de contumace et qui devait cesser par le fait même de l'obéissance. Dans la dépêche précitée du 10 juin à Mgr. le Nonce, le Cardinal soussigné disait bien que, dans l'hypothèse d'une procédure régulière, on n'aurait pas négligé, le moment venu, les prescriptions du Concordat, ce qui se référait à l'hypothèse d'une déposition ou d'une renonciation spontanée mais le Cardinal n'affirmait pas que le Saint-Siège s'abstiendrait d'appeler à Rome Mgr. l'Evêque de Laval, l'obligeant en conscience d'obéir même avec une sanction canonique.

A ces précédents se rattachent les lettres du 2 et 10 juillet adressées à Mgr. l'Evêque de Laval, dont le Gouvernement français demande le retrait, jugeant qu'elles constituent autant de violations du Concordat ; mais il est facile de démontrer l'inexactitude de cette appréciation.

En effet, en premier lieu, le Concordat est bien distinct des *Articles organiques* qui lui sont postérieurs, qui constituent un acte unilatéral du Gouvernement français et contre lesquels le Saint-Siège n'a jamais cessé de protester ; et dans aucun des dix-sept articles du Concordat, il n'est dit, pas plus dans l'esprit que dans la lettre, que le Saint-Siège ne peut, sans le consentement préalable du Gouvernement, conseiller à un Evêque de renoncer à son diocèse pour son plus grand avantage personnel et pour celui du diocèse lui-même, ou bien l'appeler à Rome pour fournir des explications sur sa conduite.

Le Pontife Romain n'aurait pu faire cette concession, sans manquer à ses devoirs sacrés de Pasteur Suprême de l'Eglise, car, si personne ne conteste que les Evêques en France doivent avoir avec le Gouvernement les rapports nécessaires, définis par le Concordat, toutefois, dans leur juridiction, ces Evêques dépendent du Pontife Romain, qui leur a conféré cette juridiction au moyen de l'institution canonique et qui la leur conserve ; et il ne peut pas subordonner cette dépendance au consentement de l'autorité civile.

En effet, que, même après le Concordat, le Pontife Romain conserve son autorité pleine et entière sur les Evêques en France, cela ressort clairement même du serment solennel et spécial, que le Gouvernement français ne peut ignorer, attendu que ce serment fait partie de l'institution canonique qui est jointe aux Bulles, serment par lequel les Evêques s'obligent, sans aucune restriction, à recevoir avec soumission et à exécuter très fidèlement les injonctions du Pontife Romain : *Mandata apostolica humiliter recipiam et quam diligentissime exequar*. Et en particulier, que le Pontife Romain puisse même après le Concordat, appeler à Rome, en les menaçant même de peines à encourir *ipso facto*, les Evêques de France pour rendre compte de leurs actes, ce droit est confirmé par la loi très connue, que le Gouvernement n'ignore certainement pas, et d'après laquelle, sans aucune subordination au consentement du Gouvernement, les Evêques de France, ainsi que d'autres

pays d'Europe, sont obligés, sous des peines *latae sententiae*, de se rendre à Rome tous les quatre ans, ou, du moins, d'y envoyer un représentant, dans le but principal d'exposer au Pontife Romain l'état de leurs diocèses, et d'en recevoir des instructions, des conseils et des ordres.

Après ces réflexions, il nous plaît d'espérer que le Gouvernement français sera persuadé, que de la part du Saint-Siège, il n'y a eu aucune violation du Concordat, et que, s'inspirant de sentiments d'équité, le Gouvernement ne voudra pas insister sur le retrait des lettres en question, épargnant ainsi à son propre pays une profonde agitation religieuse. Ce retrait équivaldrait, en effet, à l'abdication complète de l'autorité pontificale sur l'épiscopat, abdication qui n'est pas au pouvoir du Saint-Père et qui ne peut pas être dans les intentions du Gouvernement de la République.

Mais, pour donner une nouvelle preuve de ses dispositions conciliantes, et montrer que dans tous ces pénibles incidents, Il s'est toujours et uniquement inspiré du sentiment de son propre devoir, le Saint Père ne se refuserait pas à proroger d'un mois le délai assigné à Mgr. l'Evêque de Laval, pourvu que celui-ci, dans ce laps de temps, se rende à Rome pour se justifier, et que dans le cas où il refuserait de s'y rendre ou bien ne réussirait pas à se justifier, le Gouvernement se montre disposé à s'entendre avec le Saint-Siège en vue de pourvoir à l'administration du diocèse.

Cet acte de déférence montre bien quel grand intérêt le Saint Siège attache au maintien des bonnes relations avec le Gouvernement de la République, relations fondées sur l'exacte observation des dispositions concordataires.

Le Saint Père, s'inspirant de l'affection toute particulière qu'à l'exemple de son illustre Prédécesseur, il nourrit pour la noble Nation française, verrait avec la plus grande douleur que le Gouvernement de la République, dans le seul but d'empêcher la justification d'un Evêque auprès de l'autorité compétente, se laissât aller à des mesures d'hostilité non justifiées, dont, toutefois, le Saint-Siège ne pourrait porter aucune responsalité ni devant Dieu ni devant les hommes.

En priant M. le Chargé d'affaires de France de vouloir bien porter tout ce qui précède à la connaissance de son Gouvernement, le Cardinal Secrétaire d'Etat, soussigné saisit l'occasion de lui confirmer ses sentiments de l'estime la plus distinguée.

Rome, 26 juillet 1904.

M. Card. MERRY DEL VAL.

DOCUMENT XLVII. — *Mgr. le Chargé d'Affaires de France,*
à S. E. le Cardinal Secrétaire d'Etat.

(Note verbale).

Après avoir à plusieurs reprises, signalé les graves atteintes que l'initiative du Saint Siège, s'exerçant directement auprès des Evêques français, porte aux droits concordataires de l'Etat, le Gouvernement de la République a, par deux Notes en date du 23 juillet courant,

prévenu le Saint Siège de la conclusion qu'il serait amené à tirer de la méconnaissance persistante de ses droits..

Obligé de constater, par la réponse de Son Eminence le Cardinal Secrétaire d'Etat en date du 26 juillet courant, que le Saint Siège maintient les actes accomplis à l'insu du Pouvoir avec lequel il a signé le Concordat, le Gouvernement de la République a décidé de mettre fin à des relations officielles qui, par la volonté du Saint Siège, se trouvent être sans objet.

Rome, le 30 juillet 1904.

Loi du 9 décembre 1905

TITRE PREMIER

Principes.

ARTICLE PREMIER. — La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

ART. 2. — La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimées des budgets de l'Etat, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes. Pourront toutefois être inscrites auxdits budgets les dépenses relatives à des services d'aumônerie et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics, tels que lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons.

Les établissements publics du culte sont supprimés, sous réserve des dispositions énoncées à l'article 3.

TITRE II

Attribution des biens. — Pensions.

ART. 3. — Les établissements dont la suppression est ordonnée par l'article 2 continueront provisoirement de fonctionner, conformément aux dispositions qui les régissent actuellement, jusqu'à l'attribution de leurs biens aux associations prévues par le titre IV et au plus tard jusqu'à l'expiration du délai ci-après.

Dès la promulgation de la présente loi, il sera procédé par les agents de l'Administration des domaines à l'inventaire descriptif et estimatif :

1^o Des biens mobiliers et immobiliers desdits établissements ;

2^o Des biens de l'Etat, des départements et des communes dont les mêmes établissements ont la jouissance.

Ce double inventaire sera dressé contradictoirement avec les représentants légaux des établissements ecclésiastiques ou eux dûment appelés par une notification faite en la forme administrative.

Les agents chargés de l'inventaire auront le droit de se faire communiquer tous titres et documents utiles à leurs opérations.

ART. 4. — Dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, les biens mobiliers et immobiliers des menses, fabriques, conseils presbytéraux, consistoires et autres établissements publics du culte seront, avec toutes les charges et obligations qui les grèvent et avec leur affectation spéciale, transférés par les représentants légaux de ces établissements aux associations qui, en se conformant aux règles d'organisation générale du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice, se seront légalement formées, suivant les prescriptions de l'article 19, pour l'exercice de ce culte dans les anciennes circonscriptions desdits établissements.

ART. 5. — Ceux des biens désignés à l'article précédent qui proviennent de l'Etat et qui ne sont pas grevés d'une fondation pieuse créée postérieurement à la loi du 18 germinal an X feront retour à l'Etat.

Les attributions des biens ne pourront être faites par les établissements ecclésiastiques qu'un mois après la promulgation du règlement d'administration publique prévu à l'article 43. Faute de quoi la nullité pourra en être demandée devant le tribunal civil par toute partie intéressée ou par le ministère public.

En cas d'aliénation par l'association cultuelle de valeurs mobilières ou d'immeubles faisant partie du patrimoine de l'établissement public dissous, le montant du produit de la vente devra être employé en titres de rente nominatifs ou dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 22.

L'acquéreur des biens aliénés sera personnellement responsable de la régularité de cet emploi.

Les biens revendiqués par l'Etat, les départements ou les communes ne pourront être aliénés, transformés ni modifiés jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la revendication par les tribunaux compétents.

ART. 6. — Les associations attributaires des biens des établissements ecclésiastiques supprimés seront tenues des dettes de ces établissements ainsi que de leurs emprunts, sous réserve des dispositions du troisième paragraphe du présent article ; tant qu'elles ne seront pas libérées de ce passif, elles auront droit à la jouissance des biens productifs de revenus qui doivent faire retour à l'Etat en vertu de l'article 5.

Le revenu global desdits biens reste affecté au payement du reliquat des dettes régulières et légales de l'établissement public supprimé, lorsqu'il ne se sera formé aucune association cultuelle apte à recueillir le patrimoine de cet établissement.

Les annuités des emprunts contractés pour dépenses relatives aux édifices religieux seront supportées par les associations en proportion du temps pendant lequel elles auront l'usage de ces édifices par application du titre III.

Dans le cas où l'Etat, les départements ou les communes rentreront en possession de ceux des édifices dont ils sont propriétaires, ils seront responsables des dettes régulièrement contractées et afférentes auxdits édifices.

ART. 7. — Les biens mobiliers ou immobiliers grevés d'une affectation charitable ou de tout autre affectation étrangère à l'exercice du

culte seront attribués, par les représentants légaux des établissements ecclésiastiques, aux services ou établissements publics ou d'utilité publique, dont la destination est conforme à celle desdits biens. Cette attribution devra être approuvée par le Préfet du département où siège l'établissement ecclésiastique. En cas de non-approbation, il sera statué par décret en Conseil d'Etat.

Toute action en reprise ou en revendication devra être exercée dans un délai de six mois à partir du jour où l'arrêté préfectoral ou le décret approuvant l'attribution aura été inséré au *Journal officiel*. L'action ne pourra être intentée qu'en raison de donations ou de legs et seulement par les auteurs et leurs héritiers en ligne directe.

ART. 8. — Faute par un établissement ecclésiastique d'avoir, dans le délai fixé par l'article 4, procédé aux attributions ci-dessus prescrites, il y sera pourvu par décret.

A l'expiration dudit délai, les biens à attribuer seront, jusqu'à leur attribution, placés sous sequestre.

Dans le cas où les biens attribués en vertu de l'article 4 et du paragraphe 1^{er} du présent article seront, soit dès l'origine, soit dans la suite, réclamées par plusieurs associations formées pour l'exercice du même culte, l'attribution qui en aura été faite par les représentants de l'établissement ou par décret pourra être contestée devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux, lequel prononcera en tenant compte de toutes les circonstances de fait.

La demande sera introduite devant le Conseil d'Etat, dans le délai d'un an à partir de la date du décret ou à partir de la notification, à l'autorité préfectorale, par les représentants légaux des établissements publics du culte, de l'attribution effectuée par eux. Cette notification devra être faite dans le délai d'un mois.

L'attribution pourra être ultérieurement contestée en cas de scission dans l'association nantie, de création d'association nouvelle par suite d'une modification dans le territoire de la circonscription ecclésiastique et dans le cas où l'association attributaire n'est plus en mesure de remplir son objet.

ART. 9 — A défaut de toute association pour recueillir les biens d'un établissement public du culte, ces biens seront attribués par décret aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance situés dans les limites territoriales de la circonscription ecclésiastique intéressée.

En cas de dissolution d'une association, les biens qui lui auront été dévolus en exécution des articles 4 et 8 seront attribués par décret rendu en Conseil d'Etat, soit à des associations analogues dans la même circonscription ou, à leur défaut, dans les circonscriptions les plus voisines, soit aux établissements visés au paragraphe premier du présent article.

Toute action en reprise ou en revendication devra être exercée dans un délai de six mois à partir du jour où le décret aura été inséré au *Journal officiel*. L'action ne pourra être intentée qu'en raison de donations ou de legs et seulement par les auteurs et leurs héritiers en ligne directe.

ART. 10. — Les attributions prévues par les articles précédents ne donnent lieu à aucune perception au profit du Trésor.

ART. 11. — Les ministres des cultes qui, lors de la promulgation de la présente loi, seront âgés de plus de soixante ans révolus et qui auront, pendant trente ans au moins, rempli les fonctions ecclésiastiques rémunérées par l'Etat, recevront une pension annuelle et viagère égale aux trois quarts de leur traitement.

Ceux qui seront âgés de plus de quarante-cinq ans et qui auront, pendant vingt ans au moins, rempli des fonctions ecclésiastiques rémunérées par l'Etat, recevront une pension annuelle et viagère égale à la moitié de leur traitement.

Les pensions alloués par les deux paragraphes précédents ne pourront pas dépasser quinze cents francs.

En cas de décès des titulaires, ces pensions seront réversibles, jusqu'à concurrence de la moitié de leur montant, au profit de la veuve et des orphelins mineurs laissés par le défunt et, jusqu'à concurrence du quart, au profit de la veuve sans enfants mineurs. A la majorité des orphelins, leur pension s'éteindra de plein droit.

Les ministres des cultes actuellement salariés par l'Etat, qui ne seront pas dans les conditions ci-dessus, recevront, pendant quatre ans à partir de la suppression du budget des cultes, une allocation égale à la totalité de leur traitement pour la première année, aux deux tiers pour la deuxième, à la moitié pour la troisième, au tiers pour la quatrième.

Toutefois, dans les communes de moins de 1.000 habitants et pour les ministres des cultes qui continueront à remplir leurs fonctions, la durée de chacune des quatre périodes ci-dessus indiquées sera doublée.

Les départements et les communes pourront, sous les mêmes conditions que l'Etat, accorder aux ministres des cultes actuellement salariés par eux des pensions ou des allocations établies sur la même base et pour une égale durée.

Réserve est faite des droits acquis en matière de pensions par application de la législation antérieure, ainsi que des secours accordés, soit aux anciens ministres de différents cultes, soit à leur famille.

Les pensions prévues aux deux premiers paragraphes du présent article ne pourront se cumuler avec toute autre pension ou tout autre traitement alloué, à titre quelconque, par l'Etat, les départements ou les communes.

La loi du 27 juin 1885 (1), relative au personnel des Facultés de théologie catholique supprimées, est applicable aux professeurs, chargés

(1) *Loi du 27 juin 1885.* — ARTICLE PREMIER. — Les anciens professeurs et chargés de cours de théologie catholique, auxquels n'est pas applicable l'article 11, paragraphe 4, de la loi du 9 juin 1853, recevront une allocation annuelle calculée à raison de trois mille francs pour les anciens titulaires de la faculté de Paris, de deux mille cinq cents francs pour les anciens titulaires des facultés d'Aix, Bordeaux, Lyon et Rouen, et pour les anciens chargés de cours de la faculté de Paris, et de deux mille francs pour les anciens chargés de cours des facultés des départements.

ART. 2. — Dans le cas où le montant de la pension de retraite des anciens professeurs et chargés de cours auxquels est applicable l'article 11, paragraphe 4 de la loi du 9 juin 1853, n'atteindrait pas les chiffres, fixés au précédent article, il y sera ajouté, jusqu'à due concurrence, une indemnité annuelle.

ART. 3. — Les allocations prévues à l'article 1^{er}, ainsi que les indemnités supplé-

de cours, maîtres de conférences et étudiants des Facultés de théologie protestante.

Les pensions et allocations prévues ci-dessus seront incessibles et insaisissables dans les mêmes conditions que les pensions civiles. Elles cesseront de plein droit en cas de condamnation à une peine afflictive et infamante ou en cas de condamnation pour l'un des délits prévus aux articles 34 et 35 de la présente loi.

Le droit à l'obtention ou à la jouissance d'une pension ou allocation sera suspendu par les circonstances qui font perdre la qualité de Français, durant la privation de cette qualité.

Les demandes de pensions devront être, sous peine de forclusion, formées dans le délai d'un an après la promulgation de la présente loi.

TITRE III.

Des édifices des cultes.

ART. 12. — Les édifices qui ont été mis à la disposition de la nation et qui, en vertu de la loi du 28 germinal an X (1), servent à l'exercice public des cultes ou au logement de leurs ministres (cathédrales, églises, chapelles, temples, synagogues, archevêchés, évêchés, presbytères, séminaires) ainsi que leurs dépendances mobilières et les objets mobiliers qui les garnissaient au moment où lesdits édifices ont été remis aux cultes, sont et demeurent propriétés de l'Etat, des départements et des communes.

Pour ces édifices, comme pour ceux postérieurs à la loi du 18 germinal an X, dont l'Etat, les départements et les communes seraient propriétaires, y compris les Facultés de théologie protestante, il sera procédé conformément aux dispositions des articles suivants.

ART. 13. — Les édifices servant à l'exercice public du culte, ainsi que les objets mobiliers les garnissant, seront laissés gratuitement à la disposition des établissements publics du culte, puis des associations

mentaires prévues à l'article 2 pourront être diminuées ou même suspendues, si les personnes qui en jouissent entrent en possession d'autres fonctions publiques.

ART. 4. — Les allocations et compléments d'allocations, stipulés par les articles 1 et 2 de la présente loi, seront imputés sur le chapitre du budget de l'instruction publique affecté au personnel des facultés sous la rubrique : *Indemnités aux anciens professeurs des facultés de théologie catholique*.

(1) *Loi du 18 germinal an X*. CONVENTION. — ART. LXXIV. — Les immeubles, autres que les édifices destinés au logement et les jardins attenants, ne pourront être affectés à des titres ecclésiastiques, ni possédés par les ministres du culte à raison de leurs fonctions.

ART. LXXV. — Les édifices anciennement destinés au culte catholique, actuellement dans les mains de la nation, à raison d'un édifice par cure et par succursale, seront mis à la disposition des évêques par arrêté du préfet du département. Une expédition de ces arrêtés sera adressée au conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

ART. LXXVI. — Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes.

ART. LXXVII. — Dans les paroisses où il n'y aura point d'édifice disponible pour le culte, l'évêque se concertera avec le préfet pour la désignation d'un édifice convenable.

appelées à les remplacer auxquelles les biens de ces établissements auront été attribués par application des dispositions du titre II.

La cessation de cette jouissance, et, s'il y a lieu, son transfert seront prononcés par décret, sauf recours au Conseil d'État statuant au contentieux :

1^o Si l'Association bénéficiaire est dissoute ;

2^o Si, en dehors des cas de force majeure, le culte cesse d'être célébré pendant plus de six mois consécutifs ;

3^o Si la conservation de l'édifice ou celle des objets mobiliers classés en vertu de la loi de 1887 (1) et de l'article 16 de la présente loi est compromise par insuffisance d'entretien, et après mise en demeure dûment notifiée du Conseil municipal ou, à son défaut, du préfet ;

4^o Si l'association cesse de remplir son objet ou si les édifices sont détournés de leur destination ;

(1) *Loi du 30 mars 1887 :*

TITRE PREMIER

CHAPITRE PREMIER

Immeubles et Monuments historiques ou mégalithiques.

ARTICLE PREMIER. — Les immeubles par nature ou par destination dont la conservation peut avoir, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt national, seront classés en totalité ou en partie par les soins du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

ART. 2. — L'immeuble appartenant à l'État sera classé par arrêté du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, en cas d'accord avec le ministre dans les attributions duquel l'immeuble se trouve placé. Dans le cas contraire, le classement sera prononcé par un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique.

L'immeuble appartenant à un département, à une commune, à une fabrique ou à tout autre établissement public, sera classé par arrêté du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, s'il y a consentement de l'établissement propriétaire et avis conforme du ministre sous l'autorité duquel l'établissement est placé. En cas de désaccord, le classement sera prononcé par un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique.

ART. 3. — L'immeuble appartenant à un particulier sera classé par arrêté du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, mais ne pourra l'être qu'avec le consentement du propriétaire. L'arrêté déterminera les conditions du classement.

S'il y a contestation sur l'interprétation et sur l'exécution de cet acte, il sera statué par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sauf recours au Conseil d'État statuant au contentieux.

ART. 4. — L'immeuble classé ne pourra être détruit, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, si le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts n'y a donné son consentement.

L'expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble classé ne pourra être poursuivie qu'après que le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts aura été appelé à présenter ses observations.

Les servitudes d'alignement et autres qui pourraient causer la dégradation des monuments ne sont pas applicables aux immeubles classés.

Les effets du classement suivront l'immeuble classé, en quelques mains qu'il passe.

ART. 5. — Le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts pourra, en se conformant aux prescriptions de la loi du 3 mai 1841, poursuivre l'expropriation des

5° Si elle ne satisfait pas soit aux obligations de l'article 6 ou du dernier paragraphe du présent article, soit aux prescriptions relatives aux monuments historiques.

La désaffectation de ces immeubles pourra, dans les cas ci-dessus prévus, être prononcée par décret rendu en Conseil d'Etat. En dehors de ces cas, elle ne pourra l'être que par une loi.

monuments classés ou qui seraient de sa part l'objet d'une proposition de classement refusée par le particulier propriétaire.

Il pourra, dans les mêmes conditions, poursuivre l'expropriation des monuments mégalithiques ainsi que celle des terrains sur lesquels ces monuments sont placés.

ART. 6. — Le déclassement, total ou partiel, pourra être demandé par le ministre dans les attributions duquel se trouve l'immeuble classé par le département, la commune, la fabrique, l'établissement public et le particulier propriétaire de l'immeuble.

Le déclassement aura lieu dans les mêmes formes et dans les mêmes conditions que le classement.

Toutefois en cas d'aliénation consentie à un particulier de l'immeuble classé appartenant à un département, à une commune, à une fabrique ou à tout autre établissement public, le déclassement ne pourra avoir lieu que conformément au paragraphe 2 de l'article 2.

ART. 7. — Les dispositions de la présente loi sont applicables aux monuments historiques régulièrement classés avant sa promulgation.

Toutefois, lorsque l'Etat n'aura fait aucune dépense pour un monument appartenant à un particulier, ce monument sera déclassé de droit dans le délai de six mois après la réclamation que le propriétaire pourra adresser au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, pendant l'année qui suivra la promulgation de la présente loi.

CHAPITRE II

Objets mobiliers.

ART. 8. — Il sera fait, par les soins du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, un classement des objets mobiliers appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes, aux fabriques et autres établissements publics, dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt national.

ART. 9. — Le classement deviendra définitif si le département, les communes, les fabriques et autres établissements publics n'ont pas réclamé, dans le délai de six mois, à dater de la notification qui leur en sera faite. En cas de réclamation, il sera statué par décret rendu en la forme des règlements d'administration publique.

Le déclassement, s'il y a lieu, sera prononcé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. En cas de contestations, il sera statué comme il vient d'être dit ci-dessus.

Un exemplaire de la liste des objets classés sera déposé au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts et à la préfecture de chaque département, où le public pourra en prendre connaissance sans déplacement.

ART. 10. — Les objets classés et appartenant à l'Etat seront inaliénables et imprescriptibles.

ART. 11. — Les objets classés appartenant aux départements, aux communes, aux fabriques ou autres établissements publics ne pourront être restaurés, réparés, ni aliénés par vente, don ou échange, qu'avec l'autorisation du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

ART. 12. — Les travaux, de quelque nature qu'ils soient, exécutés en violation des articles qui précèdent, donneront lieu, au profit de l'Etat, à une action en dommages-intérêts contre ceux qui les auraient ordonnés ou fait exécuter.

Les infractions seront constatées et les actions intentées et suivies devant les tribunaux civils ou correctionnels, à la diligence du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts ou des parties intéressées.

ART. 13. — L'aliénation faite en violation de l'article 11 sera nulle, et la nullité en sera poursuivie par le propriétaire vendeur ou par le ministre de l'instruction

Les immeubles autrefois affectés aux cultes et dans lesquels les cérémonies du culte n'auront pas été célébrées pendant le délai d'un an antérieurement à la présente loi, ainsi que ceux qui ne seront pas réclamés par une association cultuelle dans le délai de deux ans après sa promulgation, pourront être désaffectés par décret.

Il en est de même pour les édifices dont la désaffectation aura été demandée antérieurement au 1^{er} juin 1905.

publique et des beaux-arts, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés contre les parties contractantes et contre l'officier public qui aura prêté son concours à l'acte d'aliénation.

Les objets classés qui auraient été aliénés irrégulièrement, perdus ou volés, pourront être revendiqués pendant trois ans, conformément aux dispositions des articles 2279 et 2280 du code civil. La revendication pourra être exercée par les propriétaires, et, à leur défaut, par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts.

CHAPITRE III.

Fouilles.

ART. 14. — Lorsque, par suite de fouilles, de travaux ou d'un fait quelconque, on aura découvert des monuments, des ruines, des inscriptions ou des objets pouvant intéresser l'archéologie, l'histoire ou l'art, sur des terrains appartenant à l'Etat, à un département, à une commune, à une fabrique ou autre établissement public, le maire de la commune devra assurer la conservation provisoire des objets découverts, et aviser immédiatement le préfet du département des mesures qui auront été prises.

Le préfet en réfèrera, dans le plus bref délai, au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, qui statuera sur les mesures définitives à prendre.

Si la découverte a eu lieu sur le terrain d'un particulier, le maire en avisera le préfet. Sur le rapport du préfet et après avis de la commission des monuments historiques, le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts pourra poursuivre l'expropriation dudit terrain en tout ou en partie pour cause d'utilité publique, suivant les formes de la loi du 3 mai 1841.

ART. 15. — Les décisions prises par le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, en exécution de la présente loi, seront rendues après avis de la commission des monuments historiques.

CHAPITRE IV

Dispositions spéciales à l'Algérie et aux pays de protectorat.

ART. 16. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Dans cette partie de la France, la propriété des objets d'art ou d'archéologie, édifices, mosaïques, bas-reliefs, statues, médailles, vases, colonnes, inscriptions, qui pourraient exister sur et dans le sol des immeubles appartenant à l'Etat ou concédés par lui à des établissements publics ou à des particuliers, sur et dans des terrains militaires, est réservée à l'Etat.

ART. 17. — Les mêmes mesures seront étendues à tous les pays placés sous le protectorat de la France et dans lesquels il n'existe pas déjà une législation spéciale.

Disposition transitoire.

ART. 18. — Un règlement d'administration publique déterminera les détails d'application de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 mars 1887.

(Signé) : JULES GRÉVY.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

(Signé) : BERTHELOT.

Les établissements publics du culte, puis les associations bénéficiaires seront tenus des réparations de toute nature, ainsi que des frais d'assurance et autres charges afférentes aux édifices et aux meubles les garnissant.

ART. 14. — Les archevêchés, évêchés, les presbytères et leurs dépendances, les grands séminaires et facultés de théologie protestante seront laissés gratuitement à la disposition des établissements publics du culte, puis des associations prévues à l'article 13, savoir : les archevêchés et les évêchés pendant une période de deux années ; les presbytères dans les communes ou résidera le ministre du culte, les grands séminaires et facultés de théologie protestante pendant cinq années à partir de la promulgation de la présente loi.

Les établissements et associations sont soumis, en ce qui concerne ces édifices, aux obligations prévues par le dernier paragraphe de l'article 13. Toutefois ils ne seront pas tenus des grosses réparations.

La cessation de la jouissance des établissements et associations sera prononcée dans les conditions et suivant les formes déterminées par l'article 13. Les dispositions des paragraphes 3 et 5 du même article sont applicables aux édifices visés par le paragraphe premier du présent article.

La distraction des parties superflues des presbytères laissés à la disposition des associations cultuelles pourra, pendant le délai prévu au paragraphe 1^{er}, être prononcée pour un service public par décret rendu en Conseil d'État.

A l'expiration des délais de jouissance gratuite, la libre disposition des édifices sera rendue à l'État, aux départements ou aux communes.

Les indemnités de logement incombant actuellement aux communes, à défaut de presbytère, par application de l'article 136 de la loi du 5 avril 1884 (1), resteront à leur charge pendant le délai de cinq ans. Elles cesseront de plein droit en cas de dissolution de l'association.

ART. 15. — Dans les départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes la jouissance des édifices antérieurs à la loi du 18 germinal an X, servant à l'exercice des cultes ou au logement de leurs ministres, sera attribuée par les communes sur les territoires desquelles ils se trouvent, aux associations cultuelles, dans les conditions indiquée par les articles 12 et suivant la présente loi. En dehors de ces

(1) *Loi du 5 avril 1884, art. 136* (abrogé par la présente loi). — Sont obligatoires pour les communes les dépenses suivantes :... 11° L'indemnité de logement aux curés et desservants et ministres des autres cultes salariés par l'État, lorsqu'il n'existe pas de bâtiment affecté à leur logement, et lorsque les fabriques ou autres administrations proposées aux cultes ne pourront pourvoir elles-mêmes au paiement de cette indemnité ;

12° Les grosses réparations aux édifices communaux, sauf, lorsqu'ils sont consacrés aux cultes, l'application préalable des revenus et ressources disponibles des fabriques à ces réparations, et sauf l'exécution des lois spéciales concernant les bâtiments affectés à un service militaire.

S'il y a désaccord entre la fabrique et la commune, quand le concours financier de cette dernière est réclamé par la fabrique dans les cas prévus aux paragraphes 11° et 12°, il est statué par décret, sur les propositions des ministres de l'intérieur et des cultes.

obligations, les communes pourront disposer librement de la propriété de ces édifices.

Dans ces mêmes départements, les cimetières resteront la propriété des communes.

ART. 16. — Il sera procédé à un classement complémentaire des édifices servant à l'exercice public du culte (cathédrales, églises, chapelles, temples, synagogues, archevêchés, évêchés, presbytères, séminaires), dans lequel devront être compris tous ceux de ces édifices représentant, dans leur ensemble ou dans leurs parties, une valeur artistique ou historique.

Les objets mobiliers ou les immeubles par destination mentionnés à l'article 13, qui n'auraient pas encore été inscrits sur la liste de classement dressée en vertu de la loi du 30 mars 1887, sont par l'effet de la présente loi, ajoutés à ladite liste. Il sera procédé par le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, dans le délai de trois ans, au classement définitif de ceux de ces objets dont la conservation présenterait, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt suffisant. A l'expiration de ce délai, les autres objets seront déclassés de plein droit.

En outre, les immeubles et les objets mobiliers attribués en vertu de la présente loi aux associations, pourront être classés dans les mêmes conditions que s'ils appartenaient à des établissements publics.

Il n'est pas dérogé, pour le surplus, aux dispositions de la loi du 30 mars 1887.

Les archives ecclésiastiques et bibliothèques existant dans les archevêchés, évêchés, grands séminaires, paroisses, succursales et leurs dépendances, seront inventoriées, et celles qui seront reconnues propriété de l'Etat lui seront restituées.

ART. 17. — Les immeubles par destination classés en vertu de la loi du 30 mars 1887, ou de la présente loi sont inaliénables et imprescriptibles.

Dans le cas où la vente ou l'échange d'un objet classé serait autorisé par le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, un droit de préemption est accordé : 1° aux associations cultuelles ; 2° aux communes ; 3° aux départements ; 4° aux musées et aux sociétés d'art et d'archéologie ; 5° à l'Etat. Le prix sera fixé par trois experts que désigneront le vendeur, l'acquéreur et le président du tribunal civil.

Si aucun des acquéreurs visés ci-dessus ne fait usage du droit de préemption, la vente sera libre ; mais il est interdit à l'acheteur d'un objet classé de le transporter hors de France.

Nul travail de réparation, restauration ou entretien à faire aux monuments ou objets mobiliers classés ne peut être commencé sans l'autorisation du Ministre des Beaux-Arts, ni exécuté hors de la surveillance de son administration, sous peine, contre les propriétaires, occupants ou détenteurs qui auraient ordonné ces travaux, d'une amende de seize à quinze cents francs (16 à 1.500 fr.)

Toute infraction aux dispositions ci-dessus ainsi qu'à celles de l'article 16 de la présente loi et des articles 4, 10, 11, 12 et 13 de la loi du 30 mars 1887 sera punie d'une amende de cent à dix mille francs

(100 à 10.000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

La visite des édifices et l'exposition des objets mobiliers classés seront publiques; elles ne pourront donner lieu à aucune taxe ni redevance.

TITRE IV

Des associations pour l'exercice des cultes.

ART. 18. — Les associations formées pour subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice public d'un culte, devront être constituées conformément aux articles 5 et suivants du titre premier de la loi du 1^{er} juillet 1901 (1). Elles seront, en outre, soumises aux prescriptions de la présente loi.

(1) *Loi du 1^{er} juillet 1901.* — ART. 5. — Toute association qui voudra obtenir la capacité juridique prévue par l'article 6 devra être rendue publique par les soins de ses fondateurs.

La déclaration préalable en sera faite à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où l'association aura son siège social. Elle fera connaître le titre et l'objet de l'association, le siège de ses établissements et les noms, professions et domiciles de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de son administration ou de sa direction. Il en sera donné récépissé.

Deux exemplaires des statuts seront joints à la déclaration.

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois tous les changements survenus dans leur administration ou direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts.

Ces modifications et changements ne sont opposables au tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives et judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

ART. 6. — Toute association régulièrement déclarée peut, sans aucune autorisation spéciale, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer, en dehors des subventions de l'Etat, des départements et des communes :

1^o Les cotisations de ses membres ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées, ces sommes ne pouvant être supérieures à cinq cents francs (500 fr.).

2^o Le local destiné à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres ;

3^o Les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose.

ART. 7. — En cas de nullité prévue par l'article 3, la dissolution de l'association sera prononcée par le tribunal civil, soit à la requête de tout intéressé, soit à la diligence du ministère public.

En cas d'infraction aux dispositions de l'article 5, la dissolution pourra être prononcée à la requête de tout intéressé ou du ministère public.

ART. 8. — Seront punis d'une amende de seize à deux cents francs (16 à 200 fr.) et, en cas de récidive, d'une amende double, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

Seront punis d'une amende de seize à cinq mille francs (16 à 5.000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à un an, les fondateurs, directeurs ou administrateurs de l'association qui se serait maintenue ou reconstituée illégalement après le jugement de dissolution.

Seront punies de la même peine toutes les personnes qui auront favorisé la réunion des membres de l'association dissoute, en consentant l'usage d'un local dont elles disposent.

ART. 9. — En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens de l'association seront dévolus conformément aux statuts, ou, à défaut de disposition statutaire, suivant les règles déterminées en assemblée générale.

ART. 19. — Ces associations devront avoir exclusivement pour objet l'exercice d'un culte et être composées au moins :

Dans les communes de moins de 1.000 habitants de sept personnes ;

Dans les communes de 1.000 à 20.000 habitants de quinze personnes ;

Dans les communes dont le nombre des habitants est supérieur à 20.000, de vingt-cinq personnes majeures, domiciliées ou résidant dans la circonscription religieuse.

Chacun de leurs membres pourra s'en retirer en tout temps, après paiement des cotisations échues et de celles de l'année courante, nonobstant toute clause contraire.

Nonobstant toute clause contraire des statuts, les actes de gestion financière et d'administration légale des biens accomplis par les directeurs ou administrateurs seront, chaque année au moins, présentés au contrôle de l'assemblée générale des membres de l'association et soumis à son approbation.

Les associations pourront recevoir, en outre des cotisations prévues par l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 (1), le produit des quêtes et collectes pour les frais du culte, percevoir des rétributions pour les cérémonies et services religieux même par fondation ; pour la location des bancs et sièges ; pour la fourniture des objets destinés au service des funérailles dans les édifices religieux et à la décoration de ces édifices.

Elles pourront verser, sans donner lieu à perception de droits, le surplus de leurs recettes à d'autres associations constituées pour le même objet.

Elles ne pourront, sous quelque forme que ce soit, recevoir des subventions de l'Etat, des départements ou des communes. Ne sont pas considérées comme subventions les sommes allouées pour réparations aux monuments classés.

ART. 20. — Ces associations peuvent, dans les formes déterminées par l'article 7 du décret du 16 août 1901 (2), constituer des unions ayant une administration ou une direction centrale ; ces unions seront réglées par l'article 18 et par les cinq derniers paragraphes de l'article 19 de la présente loi.

ART. 21. — Les associations et les unions tiennent un état de leurs recettes et de leurs dépenses ; elles dressent chaque année le compte

(1) *Loi du 1^{er} juillet 1901*. — ART. 6. — Toute association régulièrement déclarée peut, sans aucune autorisation spéciale, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer, en dehors des subventions de l'Etat, des départements et des communes :

1^o Les cotisations de ses membres ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées, ces sommes ne pouvant être supérieures à cinq cents francs (500 fr.) ;

2^o Le local destiné à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres ;

3^o Les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose.

(2) *Décret du 16 août 1901*. — ART. 7. — Les unions d'associations ayant une administration ou une direction centrale sont soumises aux dispositions qui précèdent. Elles déclarent, en outre, le titre, l'objet et le siège des associations qui les composent. Elles font connaître dans les trois mois les nouvelles associations adhérentes.

financier de l'année écoulée et l'état inventorié de leurs biens meubles et immeubles.

Le contrôle financier est exercé sur les associations et sur les unions par l'Administration de l'enregistrement et par l'Inspection générale des finances.

ART. 22. — Les associations et unions peuvent employer leurs ressources disponibles à la constitution d'un fonds de réserve suffisant pour assurer les frais et l'entretien du culte et ne pouvant en aucun cas recevoir une autre destination ; le montant de cette réserve ne pourra jamais dépasser une somme égale, pour les unions et associations ayant plus de cinq mille francs (5.000 fr.) de revenu, à trois fois et, pour les autres associations, à six fois la moyenne annuelle des sommes dépensées par chacune d'elles pour les frais du culte pendant les cinq derniers exercices.

Indépendamment de cette réserve, qui devra être placée en valeurs nominatives, elles pourront constituer une réserve spéciale dont les fonds devront être déposés, en argent ou en titres nominatifs, à la Caisse des dépôts et consignations pour être exclusivement affectés, y compris les intérêts, à l'achat, à la construction, à la décoration ou à la réparation d'immeubles ou meubles destinés aux besoins de l'association ou de l'union.

ART. 23. — Seront punis d'une amende de seize francs (16 fr.) à deux cents francs (200 fr.) et, en cas de récidive, d'une amende double, les directeurs ou administrateurs, d'une association ou d'une union qui auront contrevenu aux articles 18, 19, 20, 21 et 22.

Les tribunaux pourront, dans le cas d'infraction au paragraphe premier de l'article 22, condamner l'association ou l'union à verser l'excédent constaté aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance.

Ils pourront, en outre, dans tous les cas prévus au paragraphe premier du présent article, prononcer la dissolution de l'association ou de l'union.

ART. 24. — Les édifices affectés à l'exercice du culte appartenant à l'Etat, aux départements ou aux communes, continueront à être exemptés de l'impôt foncier et de l'impôt des portes et fenêtres.

Les édifices servant au logement des ministres des cultes, les séminaires, les facultés de théologie protestante qui appartiennent à l'Etat, aux départements ou aux communes, les biens qui sont la propriété des associations et unions, sont soumis aux mêmes impôts que ceux des particuliers.

Les associations et unions ne sont en aucun cas assujetties à la taxe d'abonnement ni à celle imposée aux cercles par l'article 33 de la loi du 8 août 1890, pas plus qu'à l'impôt de 4 0/0 sur le revenu établi par les lois du 28 décembre 1880 et du 29 décembre 1884.

TITRE V

Police des Cultes.

ART. 25. — Les réunions pour la célébration d'un culte tenues dans les locaux appartenant à une association cultuelle ou mis à sa disposition

sont publiques. Elles sont dispensées des formalités de l'article 8 de la loi du 30 juin 1881 (1), mais restent placées sous la surveillance des autorités dans l'intérêt de l'ordre public. Elle ne peuvent avoir lieu qu'après une déclaration faite dans les formes de l'article 2 de la même loi (2) et indiquant le local dans lequel elles seront tenues.

Une seule déclaration suffit pour l'ensemble des réunions permanentes, périodiques ou accidentelles qui auront lieu dans l'année.

ART. 26. — Il est interdit de tenir des réunions politiques dans les locaux servant habituellement à l'exercice d'un culte.

ART. 27. — Les cérémonies, processions et autres manifestations extérieures d'un culte continueront à être réglées en conformité des articles 95 et 97 de la loi municipale du 5 avril 1884 (3).

(1) *Loi du 30 juin 1881.* — ART. 8. — Chaque réunion doit avoir un bureau composé de trois personnes au moins. Le bureau est chargé de maintenir l'ordre, d'empêcher toute infraction aux lois, de conserver à la réunion le caractère qui lui a été donné par la déclaration ; d'interdire tout discours contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, ou contenant provocation à un acte qualifié crime ou délit.

A défaut de désignation par les signataires de la déclaration, les membres du bureau seront élus par l'assemblée.

Les membres du bureau et, jusqu'à la formation du bureau, les signataires de la déclaration, sont responsables des infractions aux prescriptions des articles 6, 7 et 8 de la présente loi.

(2) *Loi du 30 juin 1881.* — ART. 2. — Toute réunion publique sera précédée d'une déclaration indiquant le lieu, le jour, l'heure de la réunion. Cette déclaration sera signée par deux personnes au moins, dont l'une domiciliée dans la commune où la réunion doit avoir lieu.

Les déclarants devront jouir de leurs droits civils et politiques, et la déclaration indiquera leurs noms, qualités et domiciles.

Les déclarations sont faites : à Paris, au préfet de police ; dans les chefs-lieux de département, au préfet ; dans les chefs-lieux d'arrondissement, au sous-préfet, et dans les autres communes, au maire.

Il sera donné immédiatement récépissé de la déclaration.

Dans le cas où le déclarant n'aurait pu obtenir de récépissé, l'empêchement ou le refus pourra être constaté par acte extra-judiciaire ou par attestation signée de deux citoyens domiciliés dans la commune.

Le récépissé, ou l'acte qui en tiendra lieu, constatera l'heure de la déclaration.

La réunion ne peut avoir lieu qu'après un délai d'au moins vingt-quatre heures.

(3) *Loi du 5 avril 1884.* — ART. 95. — Les arrêtés pris par le maire sont immédiatement adressés au sous-préfet ou, dans l'arrondissement du chef-lieu du département, au préfet.

Le préfet peut les annuler ou en suspendre l'exécution.

Ceux de ces arrêtés qui portent règlement permanent ne sont exécutoires qu'un mois après la remise de l'ampliation constatée par les récépissés délivrés par le sous-préfet ou le préfet.

Néanmoins, en cas d'urgence, le préfet peut en autoriser l'exécution immédiate.

ART. 97. — La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques.

Elle comprend notamment :

1^o Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places, et voies publiques, ce qui comprend le nettoiement, l'éclairage, l'enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des édifices menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou aux autres parties des édifices qui puisse nuire par sa chute, ou celle de rien jeter qui puisse endommager les passants ou causer des exhalaisons nuisibles ;

2^o Le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique, telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues, le tumulte excité dans les

Les sonneries de cloches seront réglées par arrêté municipal et, en cas de désaccord entre le maire et le président ou directeur de l'association cultuelle, par arrêté préfectoral.

Le règlement d'administration publique prévu par l'article 43 de la présente loi déterminera les conditions et les cas dans lesquels les sonneries civiles pourront avoir lieu.

ART. 28. — Il est interdit, à l'avenir, d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les cimetières, des monuments funéraires, ainsi que des musées ou expositions.

ART. 29. — Les contraventions aux articles précédents sont punies de peines de simple police.

Sont passibles de ces peines, dans le cas des articles 25, 26 et 27, ceux qui ont organisé la réunion ou manifestation, ceux qui y ont participé en qualité de ministres du culte et, dans le cas des articles 25 et 26, ceux qui ont fourni le local.

ART. 30. — Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 28 mars 1882 (1), l'enseignement religieux ne peut être donné aux enfants âgés de 6 à 13 ans, inscrits dans les écoles publiques, qu'en dehors des heures de classe.

Il sera fait application aux ministres des cultes qui enfreindraient ces prescriptions, des dispositions de l'article 14 de la loi précitée (2).

ART. 31. — Sont punis d'une amende de seize francs (16 fr.) à deux cents francs (200 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces peines seulement ceux qui, soit par voies de fait, violences ou menaces contre un individu, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa personne, sa famille ou sa fortune, l'auront déterminé à exercer ou à s'abstenir d'exercer un culte, à faire partie ou à cesser de faire partie

lieux d'assemblée publique, les attroupements, les bruits et rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants, et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ;

3° Le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblement d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics ;

4° Le mode de transport des personnes décédées, les inhumations et exhumations, le maintien du bon ordre et de la décence dans les cimetières, sans qu'il soit permis d'établir des distinctions ou des prescriptions particulières à raison des croyances ou du culte du défunt ou des circonstances qui ont accompagné sa mort.

(1) *Loi du 28 mars 1882.* — ART. 2. — Les écoles primaires publiques vaqueront un jour par semaine, en outre du dimanche, afin de permettre aux parents de faire donner, s'ils le désirent, à leurs enfants, l'instruction religieuse, en dehors des édifices scolaires.

L'enseignement religieux est facultatif dans les écoles privées.

(2) *Loi du 28 mars 1882.* — ART. 14. — En cas d'une nouvelle récidive, la commission scolaire ou, à son défaut, l'inspecteur primaire, devra adresser une plainte au juge de paix. L'infraction sera considérée comme une contravention et pourra entraîner condamnation aux peines de police, conformément aux articles 479, 480 et suivants du Code pénal.

L'article 463 du même Code est applicable.

d'une association cultuelle, à contribuer ou à s'abstenir de contribuer aux frais d'un culte.

ART. 32. — Seront punis des mêmes peines ceux qui auront empêché, retardé ou interrompu les exercices d'un culte par des troubles ou désordres causés dans le local servant à ces exercices.

ART. 33. — Les dispositions des deux articles précédents ne s'appliquent qu'aux troubles, outrages ou voies de fait, dont la nature ou les circonstances ne donneront pas lieu à de plus fortes peines d'après les dispositions du Code pénal.

ART. 34. — Tout ministre d'un culte qui, dans les lieux où s'exerce ce culte, aura publiquement par des discours prononcés, des lectures faites, des écrits distribués ou des affiches apposées, outragé ou diffamé un citoyen chargé d'un service public sera puni d'une amende de cinq cents à trois mille francs (500 à 3.000 fr.) et d'un emprisonnement de un mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement.

La vérité du fait diffamatoire, mais seulement s'il est relatif aux fonctions, pourra être établie devant le tribunal correctionnel dans les formes prévues par l'article 52 de la loi du 29 juillet 1881 (1). Les prescriptions édictées par l'article 65 (2) de la même loi s'appliquent aux délits du présent article et de l'article qui suit.

ART. 35. — Si un discours prononcé ou un écrit affiché ou distribué publiquement dans les lieux où s'exerce le culte, contient une provocation directe à résister à l'exécution des lois ou aux actes légaux de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou à armer une partie des citoyens contre les autres, le ministre du culte qui s'en sera rendu coupable sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice des peines de la complicité, dans le cas où la provocation aurait été suivie d'une sédition, révolte ou guerre civile.

(1) *Loi du 29 juillet 1881.* — ART. 52. — En matière de diffamation, ce délai sera de douze jours, outre un jour par cinq myriamètres.

Quand le prévenu voudra être admis à prouver la vérité des faits diffamatoires, conformément aux dispositions de l'article 34 de la présente loi, il devra dans les cinq jours qui suivront la notification de la citation, faire signifier au ministère public près de la cour d'assises ou au plaignant, au domicile par lui élu, suivant qu'il est assigné à la requête de l'un ou de l'autre :

1° Les faits articulés et qualifiés dans la citation, desquels il entend prouver la vérité ;

2° La copie des pièces ;

3° Les noms, professions et demeures des témoins par lesquels il entend faire sa preuve. Cette signification contiendra élection de domicile près la cour d'assises, le tout à peine d'être déchu du droit de faire la preuve.

(2) *Loi du 29 juillet 1881.* — ART. 65. — L'action publique et l'action civile résultant des crimes, délits et contraventions prévus par la présente loi se prescriront après trois mois révolus, à compter du jour où ils auront été commis ou du jour du dernier acte de poursuite, s'il en a été fait.

Les prescriptions commencées à l'époque de la publication de la présente loi et pour lesquelles il faudrait encore, suivant les lois existantes, plus de trois mois à compter de la même époque, seront, par ce laps de trois mois, définitivement accomplies.

ART. 36. — Dans le cas de condamnation par les tribunaux de simple police ou de police correctionnelle en application des articles 25 et 26, 34 et 35, l'association constituée pour l'exercice du culte dans l'immeuble où l'infraction a été commise sera civilement responsable.

TITRE VI.

Dispositions générales.

ART. 37. — L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables à tous les cas dans lesquels la présente loi édicte, des pénalités.

ART. 38. — Les congrégations religieuses demeurent soumises aux lois des 1^{er} juillet 1901, 4 décembre 1902 et 7 juillet 1904.

ART. 39. — Les jeunes gens qui ont obtenu à titre d'élèves ecclésiastiques la dispense prévue par l'article 23 de la loi du 15 juillet 1889 (1), continueront à en bénéficier conformément à l'article 99 de la loi du 21 mars 1905 (2), à la condition qu'à l'âge de vingt-six ans ils soient pourvus d'un emploi de ministre du culte rétribué par une association cultuelle et sous réserve des justifications qui seront fixées par un règlement d'administration publique.

ART. 40. — Pendant huit années à partir de la promulgation de la présente loi, les ministres du culte seront inéligibles au Conseil municipal dans les communes où ils exerceront leur ministère ecclésiastique.

ART. 41. — Les sommes rendues disponibles chaque année par la suppression du budget des cultes seront réparties entre les communes au prorata du contingent de la contribution foncière des propriétés non bâties qui leur aura été assigné pendant l'exercice qui précèdera la promulgation de la présente loi.

ART. 42. — Les dispositions légales relatives aux jours actuellement fériés sont maintenues.

(1) *Loi du 15 juillet 1889.* — ART. 23. — 4^e Les jeunes gens admis, à titre d'élèves ecclésiastiques, à continuer leurs études en vue d'exercer le ministère dans l'un des cultes reconnus par l'Etat.

En cas de mobilisation, les étudiants en médecine et en pharmacie et les élèves ecclésiastiques sont versés dans le service de santé.

Tous les jeunes gens énumérés ci-dessus seront rappelés pendant quatre semaines dans le cours de l'année qui précèdera leur passage dans la réserve de l'armée active. Ils suivront ensuite le sort de la classe à laquelle ils appartiennent.

(2) *Loi du 21 mars 1905.* — ART. 99. — Les jeunes gens qui, avant la mise en vigueur de la présente loi, auront été ajournés conformément à l'article 27 de la loi du 15 juillet 1889, ou dispensés conditionnellement du service actif après un an de présence sous les drapeaux, conformément aux articles 21, 22, 23 et 50 de la même loi, ainsi que les engagés volontaires visés à l'avant-dernier paragraphe de l'article 59 de la même loi, conserveront la situation qui leur est faite par ladite loi au point de vue des obligations du service militaire dans l'armée active.

ART. 43. — Un règlement d'administration publique rendu dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi déterminera les mesures propres à assurer son application.

Des règlements d'administration publique détermineront les conditions dans lesquelles la présente loi sera applicable à l'Algérie et aux colonies.

ART. 44. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions relatives à l'organisation publique des cultes antérieurement reconnus par l'Etat, ainsi que toutes dispositions contraires à la présente loi et notamment :

1^o La loi du 18 germinal an X, portant que la convention passée le 26 messidor an IX entre le pape et le gouvernement français, ensemble les articles organiques de la dite convention et des cultes protestants, seront exécutés comme des lois de la République ;

2^o Le décret du 26 mars 1852 et la loi du 1^{er} août 1879 sur les cultes protestants ;

3^o Les décrets du 17 mars 1808, la loi du 8 février 1831 et l'ordonnance du 25 mai 1844 sur le culte israélite ;

4^o Les décrets des 22 décembre 1812 et 19 mars 1859 ;

5^o Les articles 201 à 208, 260 à 264, 294 du Code pénal ;

6^o Les articles 100 et 101, les paragraphes 11 et 12 de l'article 136 et l'article 167 de la loi du 5 avril 1884 ;

7^o Le décret du 30 décembre 1809 et l'article 78 de la loi du 26 janvier 1892.

Fait à Paris, le 9 décembre 1905.

Le Président de la République française,
(Signé) : ÉMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil.
Ministre des Affaires étrangères,
(Signé) : ROUVIER.

Le Ministre de l'Instruction publique,
des Beaux-Arts et des Cultes,
(Signé) : BIENVENU MARTIN.

Le Ministre de l'Intérieur,
(Signé) : DUBIEF.

Le Ministre des Finances,
(Signé) : PIERRE MERLOU.

Le Ministre des Colonies,
(Signé) : CLÉMENTEL.

L'encyclique de S. S. Pie X sur la Séparation.

A nos bien-aimés fils François-Marie-Richard, cardinal prêtre de la S. E. R., archevêque de Paris; Victor-Lucien Lecot, cardinal prêtre de la S. E. R., archevêque de Bordeaux; Pierre-Hector Couillé, cardinal prêtre de la S. E. R., archevêque de Lyon; Joseph-Guillaume Labouré, cardinal prêtre de la S. E. R., archevêque de Rennes, et à tous nos autres vénérables frères les archevêques et évêques, et à tout le clergé et le peuple français.

PIE X, PÂPE.

Vénérables frères, bien-aimés fils, salut et bénédiction apostolique.

Notre âme est pleine d'une douloureuse sollicitude et notre cœur se remplit d'angoisse quand notre pensée s'arrête sur vous. Et comment en pourrait-il être autrement en vérité au lendemain de la promulgation de la loi qui en brisant violemment les liens séculaires par lesquels votre nation était unie au siège apostolique, crée à l'église catholique en France une situation indigne d'elle et lamentable à jamais ! Événement des plus graves sans doute que celui-là ; événement que tous les bons esprits doivent déplorer, car il est aussi funeste à la société civile qu'à la religion ; mais événement qui n'a pu surprendre personne pourvu que l'on ait prêté quelque attention à la politique religieuse suivie en France dans ces dernières années. Pour vous, vénérables frères, elle n'aura été bien certainement ni une nouveauté ni une surprise, témoins que vous avez été des coups si nombreux et si redoutables tour à tour portés par l'autorité publique à la religion.

Vous avez vu violer la sainteté et l'inviolabilité du mariage chrétien par des dispositions législatives en contradiction avec elles ; laïciser les écoles et les hôpitaux ; arracher les clercs à leurs études et à la discipline ecclésiastique pour les astreindre au service militaire ; disperser et dépouiller les congrégations religieuses et réduire la plupart du temps leurs membres au dernier dénuement. D'autres mesures légales ont suivi que vous connaissez tous : on a abrogé la loi qui ordonnait des prières publiques au début de chaque session parlementaire et à la rentrée des tribunaux ; supprimé les signes de deuil, traditionnels à bord des navires le vendredi saint ; effacé du serment judiciaire ce qui en faisait le caractère religieux ; banni des tribunaux, des écoles, de l'armée, de la marine, de tous les établissements publics enfin, tout acte ou tout emblème qui pouvait d'une façon quelconque rappeler la religion. Ces mesures, et d'autres encore, qui peu à peu séparaient de fait l'Eglise de l'Etat, n'étaient rien autre chose que des jalons placés dans le but d'arriver à la séparation complète et officielle : leurs promoteurs eux-mêmes n'ont pas hésité à le reconnaître hautement et maintes fois.

Pour écarter une calamité si grande, le siège apostolique au contraire n'a absolument rien épargné. Pendant que d'un côté, il ne se lassait pas d'avertir ceux qui étaient à la tête des affaires françaises, et qu'il les conjurait à plusieurs reprises de bien peser l'immensité des maux qu'amènerait infailliblement leur politique séparatiste ; de l'autre, il

multipliait vis-à-vis de la France les témoignages éclatants de sa condescendante affection. Il avait le droit d'espérer ainsi, grâce aux liens de la reconnaissance, de pouvoir retenir ces politiques sur la pente et de les amener enfin à renoncer à leurs projets. Mais attentions, bons offices, efforts, tant de la part de notre prédécesseur que de la nôtre, tout est resté sans effet. Et la violence des ennemis de la religion a fini par emporter de vive force ce à quoi pendant longtemps ils avaient prétendu, à l'encontre de vos droits de nation catholique et de tout ce que pouvaient souhaiter les esprits qui pensent sagement. C'est pourquoi, dans une heure aussi grave pour l'Eglise, conscient de notre charge apostolique, nous avons considéré comme un devoir d'élever notre voix et de vous ouvrir notre âme, à vous, vénérables frères, à votre clergé et à votre peuple, — vous tous que nous avons toujours entourés d'une tendresse particulière, mais qu'en ce moment, comme c'est bien juste, nous aimons plus tendrement que jamais.

Qu'il faille séparer l'Etat de l'Eglise, c'est une thèse absolument fausse, une très pernicieuse erreur. Basée en effet sur ce principe que l'Etat ne doit reconnaître aucun culte religieux, elle est tout d'abord très gravement injurieuse pour Dieu ; car le créateur de l'homme est aussi le fondateur des sociétés humaines, et il les conserve dans l'existence comme il nous soutient. Nous lui devons donc non seulement un culte privé, mais un culte public et social pour l'honorer. En outre, cette thèse est la négation très claire de l'ordre surnaturel. Elle limite en effet l'action de l'Etat à la seule poursuite de la prospérité publique durant cette vie, qui n'est que la raison prochaine des sociétés politiques ; et elle ne s'occupe en aucune façon, comme lui étant étrangère, de leur raison dernière, qui est la béatitude éternelle proposée à l'homme, quand cette vie si courte aura pris fin. Et pourtant, l'ordre présent des choses, qui se déroule dans le temps, se trouvant subordonné à la conquête de ce bien suprême et absolu, non seulement le pouvoir civil ne doit pas faire obstacle à cette conquête, mais il doit encore nous y aider.

Cette thèse bouleverse également l'ordre très sagement établi par Dieu dans le monde, ordre qui exige une harmonieuse concorde entre les deux sociétés. Ces deux sociétés, la société religieuse et la société civile, ont en effet les mêmes sujets, quoique chacune d'elles exerce dans sa sphère propre son autorité sur eux. Il en résulte forcément qu'il y aura bien des matières dont elles devront connaître l'une et l'autre comme étant de leur ressort à toutes deux. Or, qu'entre l'Etat et l'Eglise l'accord vienne à disparaître, et de ces matières communes pulluleront facilement les germes de différends, qui deviendront très aigus des deux côtés ; la notion du vrai en sera troublée et les âmes remplies d'une grande anxiété. Enfin cette thèse inflige de graves dommages à la société civile elle-même, car elle ne peut pas prospérer ni durer longtemps, lorsqu'on n'y fait point sa place à la religion, règle suprême et souveraine maîtresse quand il s'agit des droits de l'homme et de ses devoirs.

Aussi les pontifes romains n'ont-ils pas cessé, suivant les circonstances et selon les temps, de réfuter et de condamner la doctrine de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Notre illustre prédécesseur Léon XIII, notamment, a plusieurs fois et magnifiquement exposé ce

que devraient être, suivant la doctrine catholique, les rapports entre les deux sociétés. Entre elles, a-t-il dit, « il faut nécessairement qu'une sage union intervienne, union qu'on peut, non sans justesse, comparer à celle qui réunit dans l'homme l'âme et le corps ». Il ajoute encore : « Les sociétés humaines ne peuvent pas, sans devenir criminelles, se conduire comme si Dieu n'existait pas ou refuser de se préoccuper de la religion, comme si elle leur était chose étrangère ou qui ne leur pût servir en rien.... Quant à l'Eglise, qui a Dieu lui-même pour auteur, l'exclure de la vie active de la nation, des lois, de l'éducation de la jeunesse, de la société domestique, c'est commettre une grande et pernicieuse erreur (1) ».

Que si, en se séparant de l'Eglise, un Etat chrétien, quel qu'il soit, commet un acte éminemment funeste et blâmable, combien n'est-il pas à déplorer que la France se soit engagée dans cette voie, alors que moins encore que toutes les autres nations, elle n'eût dû y entrer ! La France, disons-nous qui, dans le cours des siècles, a été de la part de ce siège apostolique l'objet d'une si grande et si singulière prédilection, la France, dont la fortune et la gloire ont toujours été intimement unies à la pratique des mœurs chrétiennes et au respect de la religion ! Le même pontife, Léon XIII, avait donc bien raison de dire : « La France ne saurait oublier que sa providentielle destinée l'a unie au Saint-Siège par des liens trop étroits et trop anciens pour qu'elle veuille jamais les briser. De cette union, en effet, sont sorties ses vraies grandeurs et sa gloire la plus pure.... Troubler cette union traditionnelle serait enlever à la nation elle-même une partie de sa force morale et de sa haute influence dans le monde (2).

Les liens qui consacraient cette union devaient être d'autant plus inviolables qu'ainsi l'exigeait la foi jurée des traités. Le Concordat passé entre le souverain pontife et le gouvernement français, comme du reste tous les traités du même genre que les Etats concluent entre eux, était un contrat bilatéral qui obligeait des deux côtés. Le pontife romain d'une part, le chef de la nation française de l'autre, s'engagèrent donc solennellement, tant pour eux que pour leurs successeurs, à maintenir inviolablement le pacte qu'ils signaient. Il en résultait que le Concordat avait pour règle la règle de tous les traités internationaux, c'est-à-dire le droit des gens, et qu'il ne pouvait en aucune manière être annulé par le fait de l'une seule des deux parties ayant contracté. Le Saint-Siège a toujours observé avec une fidélité scrupuleuse les engagements qu'il avait souscrits et de tout temps il a réclamé que l'Etat fit preuve de la même fidélité. C'est là une vérité qu'aucun juge impartial ne peut nier. Or, aujourd'hui l'Etat abroge, de sa seule autorité, le pacte solennel qu'il avait signé. Il transgresse ainsi la foi jurée. Et, pour rompre avec l'Eglise, pour s'affranchir de son amitié, ne reculant devant rien, il n'hésite pas plus à infliger au siège apostolique l'outrage qui résulte de cette violation du droit des gens, qu'à ébranler l'ordre social et politique lui-même, puisque pour la sécurité réciproque de leurs rapports mutuels, rien n'intéresse autant les nations qu'une fidélité inviolable dans le respect sacré des traités.

(1) Lettr. encr. *Immortale Dei*, 1^{er} novembre 1885.

(2) Allocution aux pèlerins français, 13 avril 1888.

La grandeur de l'injure infligée au siège apostolique par l'abrogation unilatérale du Concordat s'augmente encore — et d'une façon singulière — quand on se prend à considérer la forme dans laquelle l'Etat a effectué cette abrogation. C'est un principe, admis sans discussion dans le droit des gens et universellement observé par toutes les nations, que la rupture d'un traité doit être préventivement et régulièrement notifiée, d'une manière claire et explicite, à l'autre partie contractante par celle qui a l'intention de dénoncer le traité. Or, non seulement aucune dénonciation de ce genre n'a été faite au Saint-Siège, mais aucune indication quelconque ne lui a même été donnée à ce sujet. En sorte que le gouvernement français n'a pas hésité à manquer vis-à-vis du siège apostolique aux égards ordinaires et à la courtoisie dont on ne se dispense même pas vis-à-vis des Etats les plus petits. Et ses mandataires, qui étaient pourtant les représentants d'une nation catholique, n'ont pas craint de traiter avec mépris la dignité et le pouvoir du pontife, chef suprême de l'Eglise, alors qu'ils auraient dû avoir pour cette puissance un respect supérieur à celui qu'inspirent toutes les autres puissances politiques, et d'autant plus grand que, d'une part, cette puissance a trait au bien éternel des âmes et que, sans limites de l'autre, elle s'étend partout.

Si nous examinons maintenant en elle-même la loi qui vient d'être promulguée, nous y trouvons une raison nouvelle de nous plaindre encore plus énergiquement. Puisque l'Etat, rompant les liens du Concordat, se séparait de l'Eglise, il eut dû, comme conséquence naturelle, lui laisser son indépendance et lui permettre de jouir en paix du droit commun dans la liberté qu'il prétendait lui concéder. Or, rien n'a été moins fait en vérité : nous relevons en effet dans la loi plusieurs mesures d'exception, qui, odieusement restrictives, mettent l'Eglise sous la domination du pouvoir civil. Quant à nous, ce nous a été une douleur bien amère que de voir l'Etat faire ainsi invasion dans des matières qui sont du ressort exclusif de la puissance ecclésiastique ; et nous en gémissons d'autant plus qu'oubliant de l'équité et de la justice, il a créé par là à l'Eglise de France une situation dure, accablante et oppressive de ses droits les plus sacrés.

Les dispositions de la nouvelle loi sont, en effet, contraires à la constitution suivant laquelle l'Eglise a été fondée par Jésus-Christ, L'Ecriture nous enseigne, et la tradition des Pères nous le confirme, que l'Eglise est le corps mystique du Christ, corps régi par des *pasteurs* et des *docteurs* (1) — société d'hommes, dès lors, au sein de laquelle des chefs se trouvent qui ont de pleins et parfaits pouvoirs pour gouverner, pour enseigner et pour juger (2). Il en résulte que cette Eglise est par essence un société *inégaie*, c'est-à-dire une société comprenant deux catégories de personnes, les pasteurs et le troupeau, ceux qui occupent un rang dans les différents degrés de la hiérarchie et la multitude des fidèles. Et ces catégories sont tellement distinctes entre elles, que dans le corps pastoral seul résident le droit et l'autorité nécessaires pour promouvoir et diriger tous les membres vers la fin de la société ; quant

(1) *Ephès.*, IV, 11, seqq.

(2) *Matth.*, XXVIII, 18-20 ; XVI, 18-19 ; XVIII, 17 ; *Tit.*, II, 15 ; *II Cor.*, X, 6 XIII, 10, etc.

à la multitude, elle n'a pas d'autre devoir que celui de se laisser conduire, et troupeau docile, de suivre ses pasteurs. Saint Cyprien, martyr, exprime cette vérité d'une façon admirable, quand il écrit : « Notre Seigneur, dont nous devons révéler et observer les préceptes, réglant la dignité épiscopale et le mode d'être de son Eglise, dit dans l'Evangile, en s'adressant à Pierre : *Ego dico tibi, quia tu es Petrus*, etc. Aussi, à travers les vicissitudes des âges et des événements, l'économie de l'épiscopat et la constitution de l'Eglise se déroulent de telle sorte que l'Eglise se repose sur les évêques et que toute sa vie active est gouvernée par eux ». (1) Saint-Cyprien affirme que tout cela est fondé sur une loi divine, *divina lege fundatum*.

Contrairement à ces principes, la loi de séparation attribue l'administration et la tutelle du culte public, non pas au corps hiérarchique divinement institué par le Sauveur, mais à une association de personnes laïques. A cette association, elle impose une forme, une personnalité juridique, et, pour tout ce qui touche au culte religieux, elle la considère comme ayant seule des droits civils et des responsabilités à ses yeux. Aussi, est-ce à cette association que reviendra l'usage des temples et des édifices sacrés ; c'est elle qui possédera tous les biens ecclésiastiques meubles et immeubles ; c'est elle qui disposera, quoique d'une manière temporaire seulement, des évêchés, des presbytères ; c'est elle enfin qui administrera les biens, règlera les quêtes et recevra les aumônes et les legs destinés au culte religieux. Quant au corps hiérarchique des pasteurs, on fait sur lui un silence absolu. Et si la loi prescrit que les associations cultuelles doivent être constituées conformément aux règles d'organisation générale du culte dont elle se propose d'assurer l'exercice, d'autre part on a bien soin de déclarer que dans tous les différends qui pourront naître relativement à leurs biens, seul le Conseil d'Etat sera compétent. Des associations cultuelles elles-mêmes seront donc vis-à-vis de l'autorité civile dans une dépendance telle que l'autorité ecclésiastique, et c'est manifeste, n'aura plus sur elles aucun pouvoir. Combien toutes ces dispositions seront blessantes pour l'Eglise et contraires à ses droits et à sa constitution divine, il n'est personne qui ne l'aperçoive au premier coup d'œil. Sans compter que la loi n'est pas conçue sur ce point en des termes nets et précis, qu'elle s'exprime d'une façon très vague et se prêtant largement à l'arbitraire, et qu'on peut, dès lors, redouter de voir surgir, de son interprétation même, de plus grands maux.

En outre, rien n'est plus contraire à la liberté de l'Eglise que cette loi. En effet, quand par suite de l'existence des associations cultuelles, la loi de séparation empêche les pasteurs d'exercer la plénitude de leur autorité et de leur charge sur le peuple des fidèles ; quand elle attribue la juridiction suprême sur ces associations au Conseil d'Etat et qu'elle les soumet à toute une série de prescriptions en dehors du droit commun qui rendent leur fondation difficile et plus difficile encore leur maintien ; quand après avoir proclamé la liberté du culte, elle en restreint l'exercice par de multiples exceptions ; quand elle dépouille l'église de la police intérieure des temples pour en investir l'Etat ; quand elle

(1) *S. Cypr. Epist. XXVII (al. XXVIII), ad Lapsos, II. 1.*

entrave la prédication de la foi et de la morale catholiques et édicte contre les clercs un régime pénal sévère et d'exception ; quand elle sanctionne ces dispositions et plusieurs autres dispositions semblables où l'arbitraire peut aisément s'exercer, que fait-elle donc, sinon placer l'Eglise dans une sujétion humiliante, et sous le prétexte de protéger l'ordre public, ravir à des citoyens paisibles, qui forment encore l'immense majorité en France, le droit sacré d'y pratiquer sa propre religion ? Aussi n'est-ce pas seulement en restreignant l'exercice de son culte, auquel la loi de séparation réduit faussement toute l'essence de la religion, que l'Etat blesse l'Eglise ; c'est encore en faisant obstacle à son influence toujours si bienfaisante sur le peuple et en paralysant de mille manières différentes son action. C'est ainsi, entre autres choses, qu'il ne lui a pas suffi d'arracher à cette Eglise les ordres religieux, ses précieux auxiliaires dans le sacré ministère, dans l'enseignement, dans l'éducation, dans les œuvres de charité chrétienne, mais qu'elle la prive encore des ressources qui constituent les moyens humains nécessaires à son existence et à l'accomplissement de sa mission.

Outre les préjudices et les injures que nous avons relevés jusqu'ici, la loi de séparation viole encore le droit de propriété de l'Eglise et elle le foule aux pieds. Contrairement à toute justice, elle dépouille cette Eglise d'une grande partie d'un patrimoine qui lui appartient pourtant à des titres aussi multiples que sacrés ; elle supprime et annule toutes les fondations pieuses très légalement consacrées au culte divin ou à la prière pour les trépassés. Quant aux ressources que la libéralité catholique avait constituées pour le maintien des écoles chrétiennes ou pour le fonctionnement des différentes œuvres de bienfaisance cultuelles, elle les transfère à des établissements laïques où l'on chercherait vainement d'ordinaire le moindre vestige de religion. En quoi elle ne viole pas seulement les droits de l'Eglise, mais encore la volonté formelle et explicite des donateurs et des testateurs. Il nous est extrêmement douloureux aussi qu'au mépris de tous les droits la loi déclare propriété de l'Etat, des départements ou des communes tous les édifices ecclésiastiques antérieurs au Concordat. Et si la loi en concède l'usage indéfini et gratuit aux associations cultuelles, elle entoure cette concession de tant et de telles réserves qu'en réalité elle laisse aux pouvoirs publics la liberté d'en disposer. Nous avons de plus les craintes les plus véhémentes en ce qui concerne la sainteté de ces temples, asiles augustes de la majesté divine et lieux mille fois chers, à cause de leurs souvenirs, à la piété du peuple français. Car ils sont certainement en danger, s'ils tombent entre des mains laïques, d'être profanés.

Quand la loi, supprimant le budget des cultes, exonère ensuite l'Etat de l'obligation de pourvoir aux dépenses cultuelles, en même temps elle viole un engagement contracté dans une convention diplomatique et elle blesse très gravement la justice. Sur ce point, en effet, aucun doute n'est possible et les documents historiques eux-mêmes en témoignent de la façon la plus claire : si le gouvernement français assumait dans le Concordat la charge d'assurer aux membres du clergé un traitement qui leur permît de pourvoir d'une façon convenable à leur entretien et à celui du culte religieux, il ne fit point cela à titre de concession gratuite : il s'y obligea à titre de dédommagement, partiel au moins, vis-à-vis de l'Eglise dont l'Etat s'était approprié les biens pendant la

première Révolution. D'autre part aussi, quand dans ce même Concordat et par amour de la paix, le pontife romain s'engagea, en son nom et au nom de ses successeurs, à ne pas inquiéter les détenteurs des biens qui avaient été ainsi ravés à l'Eglise, il est certain qu'il ne fit cette promesse qu'à une condition : c'est que le gouvernement français s'engagerait à perpétuité à doter le clergé d'une façon convenable et à pourvoir aux frais du culte divin.

Enfin, — et comment pourrions-nous bien nous taire sur ce point ? — en dehors des intérêts de l'Eglise qu'elle blesse, la nouvelle loi sera aussi des plus funestes à votre pays. Pas de doute en effet qu'elle ne ruine lamentablement l'union et la concorde des âmes. Et cependant, sans cette union et sans cette concorde, aucune nation ne peut vivre ou prospérer. Voilà pourquoi, dans la situation présente de l'Europe surtout, cette harmonie parfaite forme le vœu le plus ardent de tous ceux en France qui, aimant vraiment le pays, ont encore à cœur le salut de la patrie. Quand à nous, à l'exemple de notre prédécesseur, et héritier de sa prédilection toute particulière pour votre nation, nous nous sommes efforcé sans doute de maintenir la religion de vos aïeux dans l'intégrale possession de tous ses droits parmi vous ; mais en même temps et toujours ayant devant les yeux cette paix fraternelle dont le lien le plus étroit est certainement la religion, nous avons travaillé à vous raffermir tous dans l'union. Aussi nous ne pouvons pas voir sans la plus vive angoisse que le gouvernement français vient d'accomplir un acte qui, en attisant sur le terrain religieux des passions excitées déjà d'une façon trop funeste, semble de nature à bouleverser de fond en comble tout votre pays.

C'est pourquoi, nous souvenant de notre charge apostolique et conscient de défendre contre toute attaque et de maintenir dans leur intégrité absolue les droits inviolables et sacrés de l'Eglise, en vertu de l'autorité suprême que Dieu nous a conférée, nous, pour les motifs exposés ci-dessus, nous répropons et nous condamnons la loi votée en France sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat comme profondément injurieuse vis-à-vis de Dieu, qu'elle renie officiellement en posant en principe que la République ne reconnaît aucun culte. Nous la répropons et condamnons comme violant le droit naturel, le droit des gens et la fidélité publique due aux traités ; comme contraire à la constitution divine de l'Eglise, à ses droits essentiels et à sa liberté ; comme renversant la justice et foulant aux pieds les droits de propriété que l'Eglise a acquis à des titres multiples, et en outre en vertu du Concordat. Nous la répropons et condamnons comme gravement offensante pour la dignité de ce siège apostolique, pour notre personne, pour l'épiscopat, pour le clergé et pour tous les catholiques français.

En conséquence, nous protestons solennellement et de toutes nos forces contre la proposition, contre le vote et contre la promulgation de cette loi, déclarant qu'elle ne pourra jamais être alléguée contre les droits imprescriptibles et immuables de l'Eglise pour les infirmer.

Nous devons faire entendre ces graves paroles et vous les adresser, à vous, vénérables frères, au peuple de France et au monde chrétien tout entier, pour dénoncer le fait qui vient de se produire. Assurément, profonde est notre tristesse, comme nous l'avons déjà dit, quand par avance nous mesurons du regard les maux que cette loi va déchaîner

sur un peuple si tendrement aimé par nous. Et elle nous émeut plus profondément encore, la pensée des peines, des souffrances, des tribulations de tout genre qui vont vous incomber à vous aussi, vénérables frères, et à votre clergé tout entier. Mais, pour nous garder, au milieu des sollicitudes si accablantes, contre toute affliction excessive et contre tous les découragements, nous avons le ressouvenir de la Providence divine, toujours si miséricordieuse, et l'espérance mille fois vérifiée que jamais Jésus-Christ n'abandonnera son Eglise, que jamais il ne la privera de son indéfectible appui. Aussi sommes-nous bien loin d'éprouver la moindre crainte pour cette Eglise. Sa force est divine comme son immuable stabilité : l'expérience des siècles le démontre victorieusement. Personne n'ignore en effet les calamités innombrables et plus terribles les unes que les autres qui ont fondu sur elle pendant cette longue durée : et, là où toute institution purement humaine eût dû nécessairement s'écrouler, l'Eglise a toujours puisé dans ses épreuves une force plus vigoureuse et une plus opulente fécondité. Quant aux lois de persécution dirigées contre elle — l'histoire nous enseigne, et dans des temps assez rapprochés la France elle-même nous le prouve — forgées par la haine, elles finissent toujours par être abrogées avec sagesse, quand devient manifeste le préjudice qui en découle pour les Etats. Plaise à Dieu que ceux qui, en ce moment, sont au pouvoir en France, suivent bientôt sur ce point l'exemple de ceux qui les y précédèrent ! Plaise à Dieu qu'aux applaudissements de tous les gens de bien ils ne tardent pas à rendre à la religion, source de civilisation et de prospérité pour les peuples, avec l'honneur qui lui est dû, la liberté.

En attendant et aussi longtemps que durera une persécution oppressive « revêtus des armes de lumière » (1), les enfants de l'Eglise doivent agir de toutes leurs forces pour la vérité et pour la justice ; c'est leur devoir toujours, c'est leur devoir aujourd'hui plus que jamais. — Dans ces saintes luttes, vénérables frères, vous qui devez être les maîtres et les guides de tous les autres, vous apporterez toute l'ardeur de ce zèle vigilant et infatigable dont, de tout temps, l'épiscopat français a fourni, à sa louange, des preuves si connues de tous. Mais par dessus tout, nous voulons — car c'est une chose d'une importance extrême — que dans tous les projets que vous entreprendrez pour la défense de l'Eglise, vous vous efforciez la plus parfaite union de cœur et de volonté.

Nous sommes fermement résolu à vous adresser en temps opportun des instructions pratiques pour qu'elles vous soient une règle de conduite sûre au milieu des grandes difficultés de l'heure présente. Et nous sommes certain d'avance que vous vous y conformerez très fidèlement.

Poursuivez ce pendant l'œuvre salutaire que vous faites ; ravivez le plus possible la piété parmi les fidèles ; promouvez et vulgarisez de plus en plus l'enseignement de la doctrine chrétienne ; préservez toutes les âmes qui vous sont confiées des erreurs et des séductions qu'aujourd'hui elles rencontrent de tant de côtés ; instruisez, prévenez, encouragez, consolez votre troupeau ; acquittez-vous enfin vis-à-vis de lui de tous les devoirs que vous impose votre charge pastorale. Dans cette œuvre, vous aurez sans aucun doute comme collaborateur infatigable votre clergé.

(1) *Rom.*, XIII, 12.

Il est riche en hommes remarquables par leur piété, leur science, leur attachement au siège apostolique, et nous savons qu'il est toujours prêt à se dévouer sans compter, sous votre direction, pour le triomphe de l'Eglise et pour le salut éternel du prochain. Bien certainement aussi, les membres de ce clergé comprendront que dans cette tourmente, ils doivent avoir au cœur les sentiments qui furent jadis ceux des apôtres, et ils se réjouiront d'avoir été jugés dignes de souffrir des opprobres pour le nom de Jésus : « *Gaudentes..., quoniam digni habili sunt pro nomine Jesu contumeliam pati* » (1). Ils revendiqueront donc vaillamment les droits et la liberté de l'Eglise, mais sans offenser personne. Bien plus, soucieux de garder la charité, comme le doivent surtout des ministres de Jésus-Christ, ils répondront à l'iniquité par la justice, aux outrages par la douceur et aux mauvais traitements par des bienfaits.

Et maintenant c'est à vous que nous nous adressons, catholiques de France ; que notre parole vous parvienne à tous comme un témoignage de la très tendre bienveillance avec laquelle nous ne cessons pas d'aimer votre pays, et comme un réconfort au milieu des calamités redoutables qu'il va nous falloir traverser. Vous savez le but que se sont assigné les sectes impies qui courbent vos têtes sous leur joug, car elles l'ont elles-mêmes proclamé avec une cynique audace : « décatholiser » la France. Elles veulent arracher de vos cœurs, jusqu'à la dernière racine, la foi qui a courbé vos pères de gloire, la foi qui a rendu votre patrie prospère et grande parmi les nations, la foi qui vous soutient dans l'épreuve, qui maintient la tranquillité et la paix à votre foyer et qui vous ouvre la voie vers l'éternelle félicité. C'est de toute votre âme, vous le sentez bien, qu'il vous faut défendre cette foi. Mais ne vous y méprenez pas : travail et efforts seraient inutiles, si vous tentiez de repousser les assauts qu'on vous livrera sans être fortement unis. Abdiquez donc tous les germes de désunion, s'il en existait parmi vous. Et faites le nécessaire pour que dans la pensée comme dans l'action, votre union soit aussi ferme qu'elle doit l'être parmi des hommes qui combattent pour la même cause, surtout quand cette cause est de celles au triomphe de qui chacun doit volontiers sacrifier quelque chose de ses propres opinions. — Si vous voulez, dans la limite de vos forces, et comme c'est votre devoir impérieux, sauver la religion de vos ancêtres des dangers qu'elle court, il est de toute nécessité que vous déployiez dans une large mesure vaillance et générosité. Cette générosité, vous l'aurez, nous en sommes sûr, et en vous montrant ainsi charitables vis-à-vis de ses ministres, vous inclinerez Dieu à se montrer de plus en plus charitable vis-à-vis de vous.

Quant à la défense de la religion, si vous voulez l'entreprendre d'une manière digne d'elle, la poursuivre sans écarts et avec efficacité, deux choses importent avant tout : vous devez d'abord vous modeler si fidèlement sur les préceptes de la loi chrétienne que vos actes et votre vie tout entière honorent la foi dont vous faites profession ; vous devez ensuite demeurer très étroitement unis avec ceux à qui il appartient en propre de veiller ici-bas sur la religion, avec vos prêtres, avec vos

(1) Act., V. 41.

évêques, et surtout avec ce siège apostolique qui est le pivot de la voie catholique et de tout ce qu'on peut faire en son nom. Ainsi armés pour la lutte, marchez sans crainte à la défense de l'Eglise ; mais ayez bien soin que votre confiance se fonde tout entière sur le Dieu dont vous soutiendrez la cause, et pour qu'il vous secoure, implorez-le, sans vous lasser. — Pour nous, aussi longtemps que vous aurez à lutter contre le danger, nous serons de cœur et d'âme au milieu de vous ; labeurs, peines, souffrances, nous partagerons tout avec vous ; et adressant en même temps au Dieu qui a fondé l'Eglise et qui la conserve nos prières les plus humbles et les plus instantes, nous le supplions d'abaisser sur la France un regard de miséricorde, de l'arracher aux flots déchaînés autour d'elle et de lui rendre bientôt, par l'intercession de Marie Immaculée, le calme et la paix.

Comme présage de ces bienfaits célestes et pour vous témoigner notre prédilection toute particulière, c'est de tout cœur que nous vous donnons notre bénédiction apostolique, à vous, vénérables frères, à votre clergé et au peuple français tout entier.

Donné à Rome, auprès de Saint-Pierre, le 11 février de l'année 1906, de notre pontificat la troisième.

PIUS PP. X.

AFFAIRES DU MAROC

MAROC — ALLEMAGNE

Traité de commerce du 1^{er} juin 1890 (1)

TEXTE ORIGINAL ALLEMAND (2).

Seine Majestät der deutsche Kaiser, König von Preussen etc., einerseits, und Seine Scherifische Majestät der Sultan von Fez, Marokko, Sus, etc., etc., andererseits, von dem Wunsche geleitet, die bestehende Freundschaft zu befördern und die Handels- und Schiffahrtsbeziehungen zwischen ihren Ländern und Staatsangehörigen auszudehnen, haben beschlossen, eine besondere Handelskonvention abzuschliessen, und haben zu diesem Ende zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

Seine Majestät der Deutsche Kaiser :

Allerhöchstihren Ministerresidenten, Legationsrath Grafen von Tattenbach,

Seine Scherifische Majestät :

Allerhöchstihren Vezier für Auswärtige Angelegenheiten *Sid Mohamed Ben el Mofdel Ben Mohamed Garit* und

Seine Umanas die Herren *El Arbi Ben Achmed Benani, El Arbi Ben Abdel Resak Ben Schakrun, Abd el Kerim Ben Hadj Kadur Benis, Mohamed Ben el Hadj el Tacher el Asrak, Mohamed Ben el Tchami Cohen, Azuz Ben el Kebir Ben Kiran, Mohamed Ben Abd el Kebir el Tazi, Abd el Uahab Ben Mohamed Benis, El Abbas Ben Mohamed Berada, Edris Ben Achmed Benani, El Hadj el Arbi Ben Abd el Kerim Ben Mussa, Edris Ben Mohamed Berada, El Tacher Ben el Tchami Benani, Mohamed Ben el Arbi Berada, Ben Naser Ben Schelun, Ben Naser Ben Mohamed el Heluh, Mohamed Ben el Kebir Benis, Mohamed Ben el Nebbi Ben Schelun, Mohamed Brischa, El Tajeb Benani,*

TRADUCTION.

Sa Majesté l'Empereur allemand, roi de Prusse, etc., d'une part, et sa Majesté Chérifienne le sultan de Fez, de Maroc et de Sus, etc., etc., d'autre part, désirant cimenter l'amitié existante et de développer les relations de commerce et de navigation entre leurs pays et leurs nationaux respectifs, ont décidé de conclure une convention particulière de commerce, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

(1) Echange des ratifications, à Tanger le 10 juillet 1891.

(2) Reichsgesetzblatt, 1891, p. 378.

Welche die gegenwärtige Konvention unterzeichnet haben, nachdem sie sich über nachstehende Artikel geeinigt haben :

ARTICLE PREMIER. — Es soll dauernde und unwandelbare Freundschaft bestehen zwischen Seiner Majestät dem deutschen Kaiser und Seiner Majestät dem Sultan von Marokko, sowie zwischen ihren Reichen und Reichsangehörigen. Zwischen beiden Reichen soll gegenseitige Handelsfreiheit bestehen. Zu diesem Zweck verpflichtet sich ein jeder der Hohen vertragschliessenden Theile, den Unterthanen des andern Theils alle Rechte, Vorthelle und Privilegien zuzusichern und zu gewähren, welche seitens des einen sowie des anderen Theils den Angehörigen der meistbegünstigten Nation zugestanden sind oder künftig zugestanden werden.

ART. 2. — Deutsche Kaufleute dürfen in den Staaten Seiner Majestät des Sultans von Marokko Waaren und Produkte jeder Art einführen, ohne dass ihre Herkunft oder Nationalität der zur ihrer Einfuhr bestimmten Schiffe dabei einen Unterschied begründet. Ausgenommen sind hiervon Schnupftabak und die zum Rauchen bestimmten Kräuter, wie z. B. Opium und andere Produkte gleicher Art, ferner Pulver, Salpeter, Schwefel, Blei, Kriegsmunition und Waffen aller Art, deren Einfuhr verboten ist.

Seine Majestät der Sultan von Marokko erklärt sich durch die gegenwärtige Konvention damit einverstanden, dass die Zölle von

Lesquels, ont signé la présente convention, et sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Il y aura paix constante et amitié inaltérable entre sa Majesté l'Empereur allemand et Sa Majesté le Sultan du Maroc, ainsi qu'entre leurs Etats et leurs sujets. Il y aura liberté réciproque de commerce entre les deux Empires. A cet effet, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage d'assurer et d'accorder aux sujets de l'autre partie tous les droits, avantages et privilèges qui sont ou seront concédés par l'une ou par l'autre partie aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

ART. 2. — Les commerçants allemands peuvent importer dans les Etats de Sa Majesté le Sultan du Maroc des marchandises et des produits de toute nature sans distinguer l'origine de ces marchandises ou la nationalité des navires qui servent à les importer. Exception est faite pour le tabac à priser et les herbes qui se fument, comme par exemple l'opium et autres produits similaires ; il en est de même en ce qui concerne la poudre, le salpêtre, le soufre, le plomb, les munitions de guerre et les armes quelles qu'elles soient, dont l'importation est interdite.

S. M. l'Empereur du Maroc accepte par ce traité que les droits perçus sur les produits et les marchandises importés par des sujets allemands

Waaren und Produkten, welche von Deutschen in den Häfen seiner Staaten eingeführt werden, nicht über 10 % des Werthes der gedachten Waaren und Produkte betragen sollen; die Berechnung dieser Zölle geschieht nach dem Engrospreis, den dieselben auf dem Markte des Einfuhrhafens bei Baarzahlung haben.

Waaren und Produkte, mit Ausnahme der oben angeführten verbotenen Artikel, welche von Deutschen nach Marokko eingeführt worden sind, dürfen innerhalb Marokkos weder verboten noch mit höheren Abgaben belegt werden als diejenigen, welche Marokkaner oder die Unterthanen der meistbegünstigten Nation entrichten.

Es ist den deutschen Kaufleuten gestattet, Waaren und Produkte, für welche sie den Einfuhrzoll entrichtet haben, ohne jede weitere Abgabe bei der Ein-oder Ausschiffung nach jeden beliebigen anderen Hafen in Marokko zu verschiffen, sowie sie in der Lage sind, ein von der Zollverwaltung ausgestelltes Attest über die Bezahlung des Einfuhrzolles vorzuzeigen.

ART. 3. — Seine Majestät der Sultan, von dem Wunsche beseelt, den Handel in seinem Reich zu entwickeln und zu fördern, wird den deutschen Unterthanen gestatten, die in dem nachstehenden Tarif aufgeführten Waaren und Produkte auszuführen, gegen Entrichtung des bei jedem einzelnen dieser Artikel beigesetzten Zolles :

AUSFUHRZOLLTARIF.

Artikel.	Einheit.	Betrag des Zolles in	
		Realem	Vellon.
Maïs.....	gehäufte Fanega	10	Realen
Dura	»	10	»
Bohnen.....	»	10	»
Linsen.....	»	10	»

dans les ports de son Empire ne dépassent pas 10 % de la valeur de ces produits. Ces droits seront calculés sur le cours du jour de la vente en gros et au comptant des produits en question dans le port de débarquement.

ART. 3. — Sa Majesté le Sultan, désireux de développer et d'encourager le commerce dans son Empire, autorisera les sujets allemands à exporter les marchandises et produits énumérés au tarif ci-dessous, en acquittant pour chacun de ces articles les droits y afférant :

TARIF DES DROITS
APPLIQUÉ AUX DIVERSES MARCHANDISES EXPORTÉES.

Articles d'exportation.	Unités.	Droits.	
Maïs et doura.....	la fanègue rase	10	Réaux
Fèves.....	la fanègue	10	»
Lentilles	»	10	»

Erbsen, gross u. kleine.....	gehäufte Fanega	10 Realen
Vogelsamen	Kantar	5 »
Datteln.....	»	20 »
Mandeln	»	15 »
Orangen u. Zitronen aller Art.....	1000 Stuck	4 »
Wilder Majoran.....	Kantar	4 »
Kümmelsamen	»	8 »
Ol.....	»	25 »
Gummata	»	8 »
Henna.....	»	6 »
Wachs, gebleichtes.....	»	70 1/8 »
» natürlich.....	»	50 »
Reis.....	»	9 3/8 »
Wolle, gewaschen.....	»	40 »
» ungewaschen.....	»	27 1/2 »
Häute von Rindern, Schafen und Ziegen....	»	18 »
Gegerbte Felle (<i>tafilete, sandani, cochinea</i>). ..	»	50 »
Talg.....	»	25 »
Hühner	Dutzend	10 »
Eier.....	1.000 Stück	25 »
Hörner.....	»	10 »
Pantoffel.....	5 % <i>ad valorem</i>	
Nadeln von Stachelschweinen.....	1.000 Stück	2 Realen
Ghasul (Seifenwurzel).....	Kantar	7 1/2 »

Pois chiches (gros et petits).....	la fanègue	10 Réaux
Alpiste	le kantar	5 »
Dattes.....	»	20 »
Amandes.....	»	15 »
Oranges, limons (de toutes sortes).....	le mille	4 »
Origan	le kantar	4 »
Cumin	»	8 »
Huile.....	»	25 »
Gommes	»	8 »
Henné.....	»	6 »
Cire purifiée.....	»	70 1/8 »
Cire vierge.....	»	50 »
Riz.....	»	9 3/8 »
Laine lavée.....	»	40 »
Laine non lavée.....	»	27 1/2 »
Peaux de bœuf, de mouton et de chèvre....	»	18 »
Peaux tannées (<i>talifete, sandani, cochinea</i>). ..	»	50 »
Suif	»	25 »
Poules	la douzaine	10 »
Œufs.....	le mille	25 »
Cornes.....	»	10 »
Pantoufles	5 % <i>ad valorem</i>	
Piquants de porc épic.....	le mille	2 Réaux
Terre à fouler (ghasoul).....	le kantar	7 1/2 »

Straussenfedern.....	ein Pfund	18	Realen
Körbe.....	100 Stück	10	»
Karauyasamen.....	Kantar	10	»
Kämme aus Holz.....	100 Stück	2	»
Haar.....	Kantar	15	»
Resinen.....	»	10	»
Wollene Gürtel.....	100 Stück	50	»
Tackawt (Färbestoff).....	Kantar	10	»
Gegerbte Schafvliesse.....	»	18	»
Hanf und Flachs.....	»	20	»

Artikel die nach Abschluss der englischen Konvention tarifiert worden sind.

Anis.....	Kantar	10	Realen
Wollene Decken.....	5% <i>ad valorem</i>		
Teppiche.....	<i>Idem</i>		
Käse.....	Kantar	20	Realen
Palmettoblätter.....	100 Bündel	8	»
Kissen von Leder mit seidener oder wollener stickerei.....	5% <i>ad valorem</i>		
El Horf.....	Kantar	10	Realen
Fasoch.....	»	10	»
Seile von Ziegenhaar.....	100 Bündel	10	»
Haïks.....	5% <i>ad valorem</i>		
Hasen.....	das Stück	1	Real

Plumes d'autruche.....	la livre	18	Réaux
Paniers.....	le cent	10	»
Carvi.....	le Kantar	10	»
Peignes en bois.....	le cent	2	»
Poil et crin.....	le Kantar	15	»
Raisin sec.....	»	10	»
Ceintures en laine.....	le Cent	50	»
Tacaout (teinture).....	le Kantar	10	»
Basanes.....	»	18	»
Chanvre et lin.....	»	20	»

Articles tarifés après la conclusion de la convention avec la Grande-Bretagne

Anis.....	le Kantar	10	Réaux
Couvertures de laines.....	5% <i>ad valorem</i>		
Tapis.....	»		
Fromage.....	le Kantar	20	Réaux
Feuilles de palmier nain.....	100 bottes	8	»
Coussins en cuirs brodés soie ou laines.....	5% <i>ad valorem</i>		
El Horf.....	le Kantar	10	Réaux
Fasoukh.....	»	10	»
Cordes en poil de chèvre.....	le cent	10	»
Haïks.....	5% <i>ad valorem</i>		
Lièvre.....	la pièce	1	Réal

Holbach (Fenngreck).....	Kantar	5 Realen
Dschellaba.....	5% <i>ad valorem</i>	
Kermes (Farbstoff).....	Kantar	10 Realen
Ledertaschen.....	5% <i>ad valorem</i>	
Leinsamen.....	Kantar	5 Realen
Orseille (Farbstoff).....	»	10 »
Strausseneier.....	das Stück	1/2 Real
Kopfhaut von Rindern.....	Kantar	4 Realen
Rebhühner.....	das Stück	1 Real
Birnen.....	Kantar	10 Realen
Kaninchen.....	das Stück	1 Real
Lumpen.....	Kantar	5 »
Rosenblätter.....	»	10 »
Sanusch.....	»	8 Realen
Sesamsamen.....	»	10 »
Siebe.....	5% <i>ad valorem</i>	
Esparto Gras.....	Kantar	2 Realen
Steigbügel.....	8% <i>ad valorem</i>	
Därme.....	Kantar	10 Realen
Wallnüsse.....	»	8 »
Gesponnene Wolle.....	8% <i>ad valorem</i>	
Wollene Strümpfe.....	<i>Idem</i>	
Matten von Palmetto.....	<i>Idem</i>	
Zerguina (Farbstoff).....	Kantar	5 Realen

Fenu grec (holba).....	le Kantar	5 Réaux
Dschellaba.....	5% <i>ad valorem</i>	
Kermes (Cochenille).....	le Kantar	10 Réaux
Sacoques en cuir.....	5% <i>ad valorem</i>	
Graine de lin.....	le Kantar	5 Réaux
Orseille (teinture).....	»	10 »
Oeufs d'autruche.....	la pièce	1/2 Réal
Peau de tête de bœuf.....	le Kantar	4 Réaux
Perdrix.....	la pièce	1 Réal
Poires.....	le Kantar	10 Réaux
Lapins.....	la pièce	1 Réal
Chiffons.....	le Kantar	5 Réaux
Feuilles de roses.....	»	10 »
Nielle (chouïnz).....	»	8 Réaux
Sésame.....	»	10 »
Tamis.....	5% <i>ad valorem</i>	
Sparte.....	le Kantar	2 Réaux
Etriers.....	8% <i>ad valorem</i>	
Boyaux.....	le Kantar	10 Réaux
Noix.....	»	8 »
Fil de coton.....	8% <i>ad valorem</i>	
Chaussettes de laine.....	»	
Nattes de palmier nain.....	»	
Sarghrina (teinture).....	le Kantar	5 Réaux

Zelte von Haar und Palmetto.....	5% <i>ad valorem</i>	
Theebretter von Messing.....	8% <i>ad valorem</i>	
Gesalzene Fische.....	Kantar	20 Realen
Schildkröten.....	50 kilos	2 1/2 »
Besen von Palmetto.....	50 kilos	1 1/2 »
Palmettowolle.....	50 kilos	2 1/2 »
el Bochna.....	gehäufte Fanega	10 »
el Cohol (Farbenstoff).....	Kantar	5 »

ART. 4. — Die Waaren und Produkte marokkanischen Ursprungs, welche in dem im vorstehenden Artikel aufgeführten Tarif verzeichnet sind, dürfen von Deutschen gegen Bezahlung des für jeden Artikel beigesetzten Zollsatzes und auf den Schiffen jeder Nation ausgeführt werden.

Deutschen Kaufleuten soll gestattet sein, diese Waaren und Produkte auf allen Märkten in den Staaten Seiner Majestät des Sultans von Marokko in Person oder durch ihre Agenten zu kaufen, und ihre kaufmännische Transaktionen dürfen in keiner Beziehung behindert, beschränkt oder benachtheiligt werden, weder durch marrokkanische Beamte noch durch andere Personen.

Wenn deutsche Kaufleute Körnerfrucht von einem marokkanischen Hafen in einen anderen marokkanischen Hafen zur See verschiffen, so werden sie den für die betreffende Frucht im Tarif ausgesetzten Ausfuhrzoll bezahlen.

Tentes en crin et palmier nain.....	5% <i>ad valorem</i>	
Plateaux de thé en cuivre.....	8% »	
Poisson salé.....	le Kantar	20 Réaux
Tortues.....	les 50 kilogr.	2 1/2 »
Balais de palmier nain.....	»	1 1/2 »
Fibre de palmier nain.....	»	1 1/2 »
el Bochna (millet fin).....	la fanègue rase	10 »
el Cohol (teinture).....	le Kantar	5 »

ART. 4. — Tous produits et marchandises d'origine marocaine énumérés dans le tarif de l'article précédent, peuvent être exportés par les allemands sur des navires de n'importe quelle nationalité contre paiement du droit fixé pour chaque produit.

Les sujets allemands auront la liberté d'acheter ces produits ou marchandises eux-mêmes ou par l'entremise de leurs agents, sur tous les marchés des Etats de S. M. le Sultan du Maroc, et on ne devra empêcher, restreindre, ou désavantager sous aucun rapport, leurs transactions commerciales, soit du fait d'employés marocains soit du fait d'autres personnes.

Si des négociants allemands chargent des graines dans un port du Maroc, à destination d'un autre port du même pays, ils auront à payer pour ce chargement, les mêmes droits que pour l'exportation à l'étranger, d'après le tarif d'exportation.

ART. 5. — Die Bestimmungen der Madrider Konvention werden durch die gegenwärtige Konvention nicht berührt.

ART. 6. — Damit die Hohen Kontrahirenden Theile Veranlassungen haben, über fernere Verbesserungen zu verhandeln, welche geeignet sein möchten, die Interessen der Unterthanen ihrer Staaten zu fördern und die gegenseitigen Verkehrsbeziehungen zu erleichtern und auszuweiten, sind dieselben übereingekommen, dass fünf Jahre nach der Ratifikation dieser Handelskonvention jedes derselben das Recht haben soll, bei dem anderen auf Revision anzutragen. Bis indessen eine solche Revision stattgefunden haben und eine neue Konvention abgeschlossen oder ratifiziert sein wird, soll die gegenwärtige in voller Kraft und Geltung bleiben.

ART. 7. — Die vorstehende Konvention soll von Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser und von Seiner Majestät dem Sultan von Marokko ratifiziert und die Ratifikationen möglichst bald and dem von Seiner Majestät dem Sultan von Marokko zu bestimmenden Ort ausgewechselt werden.

Nach Auswechslung der Ratifikationen sollen die Bestimmungen dieser Konvention ohne Verzug in Geltung treten.

Zu Urkund dessen haben wir, die Bevollmächtigten, diese Konvention mit unserer Unterschrift versehen. So geschehen zu Fez in zwei Originalausfertigungen in deutscher und arabischer Sprache am ersten Juni eintausendachthundert und neunzig, dem zwölften Chonal eintausenddreihundert und sieben nach muhamedanischem Kalender.

(Signature des plénipotentiaires).

ART. 5. — Les dispositions de la convention de Madrid ne sont modifiées en rien par la présente convention.

ART. 6. — Pour que chacune des Hautes Parties contractantes ait l'occasion de négocier d'autres améliorations tendant à favoriser les intérêts des sujets de leurs Etats respectifs ainsi qu'à faciliter et à développer leurs relations commerciales, Elles sont convenues que cinq ans après la date de la ratification de la présente convention commerciale chacune d'Elles aura le droit d'en demander la révision. Jusqu'au moment toutefois où cette révision ait été faite, et qu'une nouvelle convention ait été conclue ou ratifiée, la présente convention restera en pleine force et vigueur.

ART. 7. — La présente convention sera ratifiée par S. M. l'Empereur allemand et par S. M. le Sultan du Maroc et les ratifications devront être échangées aussitôt que possible dans l'endroit qui sera fixé par S. M. le Sultan du Maroc.

Après l'échange des ratifications, les dispositions de la présente convention devront immédiatement entrer en vigueur.

En foi de quoi, nous, les délégués, avons apposé nos signatures au présent traité.

Fait à Fez en deux originaux en langues allemande et arabe le premier juin mil huit cent quatre-vingt-dix, le douze Chonal mil trois cent sept de l'ère mahométane.

(Signature des plénipotentiaires).

Livre blanc allemand.

(Janvier 1906).

Nr. 1. — Zeitungsausschnitte.

(Uebersetzung).

Le Temps vom 5. Januar 1905 :

Frankreich hat wegen der Ruhe seiner Besitzungen in Nordafrika das Bedürfnis, dass Marokko selbst ruhig und glücklich sei. Und es hat gegenüber Europa das Vorrecht in Anspruch genommen, Marokko seine alleinige Hilfe zur Ordnung des Landes zu leihen, weil jeder andere europäische Einfluss, der dort Platz griffe, unsere afrikanische Zukunft gefährden würde.

The Times vom 20. März 1905 :

(Telegramm aus Tanger vom 19. März 1905).

« Absichtlich oder unabsichtlich gab der französische Bevollmächtigte dem Sultan zu verstehen, dass er nicht nur Frankreich, sondern tatsächlich ganz Europa vertrete ».

Le Journal des Débats vom 25. März 1905 :

« In den Augen der Kolonialen wie aller Franzosen, die nicht einzig zum Wohle der Menschheit arbeiten wollen, sollte Marokko etwas wie das Gegenstück zu Tunis werden ».

TRADUCTION FRANÇAISE

N° 1. — Extraits de journaux.**Le Temps** du 5 janvier 1905 :

La France a besoin, pour la tranquillité de ses possessions de l'Afrique du Nord, que le Maroc soit lui-même tranquille et prospère. Et elle a revendiqué vis-à-vis de l'Europe le privilège d'être seule à l'aider à s'organiser, parce que toute autre influence européenne qui s'y installerait mettrait en péril nos destinées africaines.

The Times du 20 mars 1905 :

(Télégramme de Tanger du 19 mars 1905).

« Intentionnellement ou non, le plénipotentiaire français a fait comprendre au sultan qu'il ne représentait pas seulement la France, mais réellement l'Europe entière ».

Le Journal des Débats du 25 mars 1905 :

« Aux yeux des coloniaux comme de tous les Français qui ne veulent pas travailler pour le seul bien de l'humanité, le Maroc devait devenir quelque chose comme le pendant de la Tunisie ».

Le *Figaro* vom 5 April 1905 :

(Aus der Rede des französischen Gesandten M. Saint-René-Taillandier vor der marokkanischen Notabelnversammlung am 21 Februar 1905).

« Frankreich hat Abkommen mit den verschiedenen interessierten europäischen Mächten geschlossen und ist, unter Opfern von seiner Seite, der Mandatar dieser Mächte geworden ».

Le *Maroc français* vom 20. April 1905 :

« In einer seiner Besprechungen mit dem Makhzen betonte unser Vertreter den Wert und die Dringlichkeit der vorgeschlagenen Reformen und machte folgende Bemerkung, deren Wortlaut wir verbürgen : « Ich spreche hier nicht allein im Namen Frankreichs, » sondern im Namen der Zivilisation und der Völker Europas ».

Nr. 2. — *Bericht des Kaiserlichen Konsuls in Fez
an das Auswärtige Amt.*

Fez, den 21. Februar 1905.

Der Sultan liess mir heute sagen, dass er mich zu sprechen wünsche. Nachdem ich unsere Reklamationen in der Genthischen Mordsache vorgetragen hatte, kam der Sultan auf die allgemeine Lage zu sprechen. Er halte daran fest « drei, nein vier Nationen » gleich zu behandeln :

Le *Figaro* du 5 avril 1905 :

(Extrait de l'allocution du ministre français M. Saint-René Taillandier à l'Assemblée des notables marocains le 21 février 1905).

« La France a conclu des conventions avec les différentes puissances européennes intéressées et elle est, au prix de sacrifices de son côté, devenue la mandataire de ces puissances. »

Le *Maroc français* du 20 avril 1905 :

Dans une de ses Conférences avec le Makhzen, notre représentant insistait sur l'excellence et l'urgence des réformes proposées et dit ces paroles dont nous garantissons la tournure : « Je ne parle pas seulement « ici au nom de la France, mais au nom de la civilisation et des nations « européennes ».

N° 2. — *Le Consul impérial à Fez
au Ministère des Affaires étrangères.*

Fez, le 21 février 1905.

Le sultan m'a fait dire qu'il désirait me parler.

Lorsque je lui eus présenté nos réclamations touchant l'affaire de l'assassinat de Genthe, le sultan a été amené à parler de la situation générale ; il serait fermement résolu à traiter sur le même pied trois

Deutschland und England wegen ihres Handels mit Marokko, Frankreich und Spanien auch wegen der Nachbarschaft. Er fragte, ob sich der französische Gesandte auf ein allgemeines Mandat berufen könne. Ich sagte: Solches Mandat sei unsererseits nicht erteilt. Der Sultan gab seiner Freude darüber Ausdruck, dass Deutschland sich der französischen Aktion nicht angeschlossen habe.

(gez.) VASSEL

Nr. 3. — *Bericht des kaiserlichen Konsuls in Fez
an den Kaiserlichen Geschäftsträger in Tanger.*

Fez, den 7. März 1905.

Heute erhielt ich von absolut zuverlässiger Seite über den Gang der Verhandlungen vor den « Deputationen » (dieser Name kommt jetzt allgemeiner für die Versammlungen in Gebranch) folgende Angaben:

In der ersten Versammlung habe der Gesandte einen allgemeinen Vortrag gehalten, wobei er sich auf die Billigung seiner Anträge durch « die Fremden » berufen habe. In der zweiten Versammlung habe er sein von seinen früheren Angaben etwas abweichendes, aber noch immer ganz unannehmbares Militärprogramm vorgelegt. Die Gesamtstärke des Heeres habe er nicht genau beziffert. Er fordere für jedes Bataillon 500 Mann marokkanischer Soldaten unter einen französischen

ou plutôt quatre nations: l'Allemagne et l'Angleterre, à cause de leur commerce avec le Maroc, et la France et l'Espagne, à cause de leur voisinage. Il demanda si le ministre français pouvait invoquer un mandat général; je lui dis que nous n'avions pas décerné un pareil mandat.

Le sultan exprima sa satisfaction de ce que l'Allemagne ne s'était pas associée à l'action de la France.

(Signé): VASSEL.

N° 3. — *Le Consul impérial à Fez
au Chargé d'affaires impérial, à Tanger.*

Fez, le 7 mars 1905.

Aujourd'hui j'ai obtenu d'une source absolument digne de foi les renseignements suivants sur la marche des négociations devant les *députations*. (Ce nom est actuellement d'usage courant pour désigner les réunions).

Dans la première réunion, le ministre aurait exposé un projet général, en se réclamant de l'assentiment donné à ses propositions par « les étrangers ». Dans la deuxième réunion, il aurait exposé son programme militaire qui diffère un peu de ses indications précédentes mais qui est toujours tout à fait inacceptable.

Il n'aurait pas chiffré exactement la force totale de l'armée. Il exigerait pour chaque bataillon 500 hommes de troupes marocaines

Kommandeur und einen französischen Vize-Kommandeur, fünf französische Offiziere und zehn algerische Unter-offiziere. Das Bataillon solle in zwei Einheiten zerfallen. Er verlange für Tanger, Ujda, Ayun-Sidi-Melluk je 3 Bataillone, für die Küstenstädte je 2 Bataillone und für Fez und Marrakesch eine « hinlängliche » Anzahl. Ferner fordere er Artillerie mit einer grossen Anzahl Instrukture.

Man habe sich marokkanischerseits noch nicht über diese Anträge ausgesprochen, sondern erklärt, dass man sie erst in ihrer Gesamtheit mit den weiteren Anträgen erwägen könne und antworten werde, sobald der Gesandte erkläre, dass er sein Programm erschöpfend dargelegt habe.

In der dritten, gestrigen, Sitzung habe der Gesandte zunächst von der finanziellen Lage gesprochen. Marokko habe die Anleihe bis auf einen kleinen Rest aufgebraucht. Seine laufenden Einkünfte seien beschränkt auf 40 % Zolleinnahmen und die Mustafadat. Es werde nicht vermeiden können, eine neue Anleihe aufzunehmen.

Ferner schlage der Gesandte vor: Organisation eines Zollkontrolldienstes in den Häfen und an der Küste, Verfolgung der Kontrebande auch innerhalb des Zollgebiets.

Dann habe der Gesandte gesagt, die Landungs- und Ladeverhältnisse der Häfen bedürften der Reform. Eine fremde Gesellschaft bearbeite das Projekt, den Leichterdienst in eigene Hand zu nehmen. Darauf solle der Makhzen nicht hineinfallen. Das Geschäft pflegten Regierungen selber in der Hand zu behalten. Nur müsse man dann Kais und Kräne

placées sous les ordres d'un commandant et d'un commandant-adjoint français, de 5 officiers français et 10 sous-officiers algériens. Le bataillon se subdiviserait en deux unités. Il réclamerait 3 bataillons pour chacune des villes de Tanger, Oudjda, Aïoun-Sidi-Mellouk, 2 bataillons pour chaque ville de la côte, et pour Fez et Marrakech un chiffre de troupe « *suffisant* », en outre, il réclamerait de l'artillerie avec un grand nombre d'instructeurs.

Du côté marocain, on ne se serait point encore prononcé sur ces prétentions mais on aurait déclaré qu'on les examinerait dans leur ensemble avec propositions ultérieures et qu'on y répondrait lorsque le ministre aurait exposé son programme en entier.

Dans la troisième séance tenue hier, le ministre a tout d'abord traité la situation financière. Le Maroc aurait presque épuisé la totalité de l'emprunt; ses revenus actuels se borneraient à 40 0/0 des recettes des douanes et à la « moustafadat ». Le Maroc ne saurait éviter de recourir à un nouvel emprunt.

De plus le ministre proposerait l'organisation d'un service de contrôle des douanes dans les ports et sur les côtes et la répression de la contrebande même à l'intérieur du rayon douanier.

Le ministre aurait dit ensuite que les conditions de débarquement et de chargement dans les ports marocains exigeaient des réformes. Une compagnie étrangère étudie le projet de prendre en main le service des allèges. Le Makhzen ne devait pas s'engager dans cette voie, les gouvernements ayant l'habitude de garder cette affaire entre leurs

anlegen. Dafür verlange der Gesandte Konzessionen an Franzosen. Auch deutete er an, dass die Hafenkapitäne Fachleute, und zwar nur Franzosen sein müssten.

In einer seiner Audienzen beim Sultan habe der Gesandte auch die innere Verwaltung zum Gegenstand scharfer Forderungen gemacht. Unter Anderem habe er gerügt, dass in Casablanca in einem Jahre der Gouverneur dreimal gewechselt habe. Endlich habe der Gesandte die Notwendigkeit der Anlegung eines Küstentelegraphen dargelegt.

In der nächsten Sitzung werde der französische Gesandte sein Programm zu Ende bringen. Dann hätten die Deputationen sich schriftlich zu äussern. Ihre Voten werde die Regierung verarbeiten lassen und dann in mehreren Sitzungen als ihre Antwort vortragen.

Als charakteristisch möchte ich hervorheben, dass auch der renitente Teil der gegenwärtigen Opposition gegen Frankreich durchaus nicht die europäischen Kulturerrungenschaften, sondern nur die offensiven französischen Kolonialtendenzen bekämpft.

Es wird angenommen, dass die französische Gesandtschaft bis etwa Juni/Juli hier zu bleiben gedenkt. Auch gilt es als wahrscheinlich, dass die Franzosen alljährlich mehrere Monate hier residieren wollen, um Hof und Makhzen an ihre dauernde Intervention zu gewöhnen.

(gez.) VASSEL.

propres mains. Dans ce cas il n'y aurait qu'à installer des quais et des grues; à cet effet le ministre exigeait des concessions pour des Français. Il fit aussi entendre que les capitaines de port devaient être des gens du métier et exclusivement français.

Dans une de ses audiences auprès du sultan, le ministre aurait aussi exprimé des exigences très énergiques au sujet de l'administration intérieure; il aurait mentionné entre autres ce fait que dans l'espace d'une seule année le gouverneur de Casablanca avait été changé trois fois; enfin le ministre aurait exposé la nécessité d'installer le télégraphe côtier.

Dans la prochaine séance le ministre français devait terminer l'exposé de son programme; les députations auraient alors à s'exprimer là-dessus par écrit. Le gouvernement ferait remanier leurs vœux et ensuite, au cours de plusieurs séances, les présenterait comme sa réponse.

Je voudrais relever encore comme un fait caractéristique que la partie la plus extrême de l'opposition actuelle contre la France, combat uniquement les tendances coloniales offensives de la France et non les conquêtes de la civilisation européenne.

On admet que la mission française pense rester ici jusqu'à juin ou juillet environ; on tient aussi pour vraisemblable que les Français veulent prolonger leur résidence ici plusieurs mois chaque année, afin d'habituer la cour et le Makhzen à leur intervention durable.

(Signé): VASSEL.

Nr. 4. — *Erllass des Reichskanzlers an den Kaiserlichen Botschafter in London (1).*

Berlin, den 11. April 1905.

Obwohl ich aus Euerer Exzellenz Berichterstattung entnehme, dass die öffentliche Meinung in England einer sachlichen Würdigung marokkanischer Angelegenheiten und insbesondere unserer Marokko-Politik wenig zugänglich ist, möchte ich doch nicht unterlassen, Sie über die Hauptgesichtspunkte dieser letzteren zu orientieren.

In dem englisch-französischen Abkommen ist die Erhaltung des *status quo* ausdrücklich vorgesehen. Wir waren daher berechtigt anzunehmen, dass, falls im Laufe der Zeit Neuerungen eingeführt werden sollten, welche geeignet wären, die Interessen der Fremden zu berühren, Deutschland zu denjenigen Staaten gehören würde, mit welchen man deswegen in Verhandlung treten werde. Hiervon ausgehend, traten wir aus der Beobachterrolle nicht heraus bis zu dem Augenblick, wo die marokkanische Regierung unsern Vertreter in Tanger fragen liess, ob wirklich der französische Gesandte, wie er das vor dem Makhzen erklärt habe, Mandatar der europäischen Mächte sei. Ungefähr gleichzeitig damit erfuhren wir, dass das von dem Gesandten, zur Annahme vorgelegte Programm Forderungen enthalte, welche mit dem

N° 4. — *Le Chancelier impérial à l'Ambassadeur impérial, à Londres (2).*

Berlin, le 11 avril 1905.

Bien que je comprenne d'après le rapport de Votre Excellence que l'opinion publique, en Angleterre, est peu capable d'une appréciation exacte des affaires marocaines, et particulièrement de notre politique au Maroc, je ne voudrais pas toutefois négliger de vous donner des directions sur les principaux points de vue qui servent d'orientation à cette dernière.

Dans la convention anglo-française, le maintien du *statu quo* est expressément prévu. Nous étions par conséquent en droit de supposer que si, dans la suite on devait introduire des modifications susceptibles de toucher aux intérêts des étrangers, l'Allemagne ferait partie des puissances avec lesquelles on devrait entrer en pourparlers à cet effet. En conséquence nous ne sommes sortis du rôle d'observateurs qu'au moment où le gouvernement marocain fit demander à notre représentant à Tanger si le ministre français était réellement, comme il l'avait déclaré au Makhzen, le mandataire des puissances européennes. Au même moment nous avons appris que le programme soumis par le ministre contenait des prétentions qui n'étaient pas conciliables avec le *status quo*. Pour écarter tout doute possible sur les intentions finales

(1) Bereits in der Reichstagsrede des Reichskanzlers vom 6. Dezember 1905 mitgeteilt.

(2) Communiqué déjà dans le discours prononcé au Reichstag par le Chancelier de l'Empire, le 6 décembre 1905.

status quo unvereinbar sind. Um jeden Zweifel an den Endabsichten der französischen Regierung zu beseitigen, machten einige inspirierte Organe der grossen Pariser Presse Stimmung für den Gedanken, dass Marokko zu Frankreich in das gleiche Verhältnis wie Tunis zu bringen sei.

Wir stehen auf dem Standpunkte, dass diesem französischen Vorhaben die völkerrechtliche Grundlage fehlt, und dass dadurch die Interessen aller derjenigen Staaten beeinträchtigt werden, welche bei den früheren marokkanischen Konferenzen mitberaten haben und jetzt nicht von Frankreich gefragt worden sind. Der Einwand offiziöser französischer Blätter, dass es sich bei den früheren Konferenzen nicht um eine politische Aenderung, sondern lediglich um die Regelung privatrechtlicher Interessenfragen gehandelt habe, ist rabulistisch und nicht stichhaltig. Denn eine Aenderung, wie die Tunifikation von Marokko, welche darauf hinausläuft, das nichtfranzösische Element nach dem Vorgange von Tunis gänzlich aus dem marokkanischen Geschäftsleben zu verdrängen, berührt selbstverständlich die fremden Privatinteressen in ihrer Gesamtheit. Eine Befragung der Vertragsstaaten ist daher nicht zu vermeiden, sofern Frankreich nicht den Rechtsboden verlassen und lediglich die Machtfrage stellen will.

Was England und auch Spanien angeht, so bestreiten wir keiner der beiden Regierungen das Recht, über die marokkanischen Interessen ihrer Untertanen für Gegenwart und Zukunft nach Gutdünken zu verfügen. Wir glauben aber nicht, dass eine der beiden den Anspruch erhebt, gleichzeitig über die Interessen der Angehörigen der übrigen

du gouvernement français, quelques organes officieux de la grande presse parisienne préparèrent l'opinion à cette pensée que le Maroc devait être placé vis à vis de la France dans la même situation que la Tunisie.

Notre point de vue est que cette tentative française qui n'est pas fondée sur le droit des gens, lèse les intérêts de tous les Etats qui ont participé aux conférences précédentes sur le Maroc, et que la France a négligé de consulter. Les journaux officieux français font valoir cet argument qu'il ne s'agissait pas dans les conférences précédentes d'un changement politique, mais seulement du règlement de questions de droit privé; c'est là un argument spécieux et qui ne porte pas, car une modification telle que la tunisification du Maroc, qui aboutirait à éliminer totalement l'élément non français de la vie commerciale marocaine à l'exemple de ce qui s'est passé à Tunis, touche naturellement dans leur ensemble les intérêts privés étrangers. On ne saurait donc éviter de demander à consulter les Etats signataires de la convention de Madrid, si la France ne veut pas quitter le terrain du droit et poser uniquement la question de force.

En ce qui concerne l'Angleterre et l'Espagne, nous ne contestons à aucun de ces deux gouvernements le droit de disposer à leur gré des intérêts de leurs sujets au Maroc pour le présent et l'avenir; mais nous ne croyons pas que ni l'une ni l'autre de ces deux puissances soulèvent la prétention de disposer en même temps des intérêts des sujets des

Vertragsstaaten, z. B. über die deutschen zu disponieren. Diese unsere Annahme wird gestützt durch den Artikel des englisch-französischen Vertrags, wo die Erhaltung des status quo ausdrücklich vorgesehen ist.

Es werden jetzt in der englischen Presse grosse Anstrengungen gemacht, um, wie dies übrigens schon seit Jahren gebräuchlich ist, der deutschen Politik allerlei düstere Pläne unterzuschieben. Auf unsere Lage passt der Spruch: *Cet animal est très méchant, quand on l'attaque il se défend*. Wir treten für unsere Interessen ein, über welche, anscheinend ohne unsere vertragsgemässe Zustimmung, verfügt werden soll. Die Bedeutung der Interessen ist dabei Nebensache. Derjenige, welchem Geld aus der Tasche genommen werden soll, wird sich immer nach Möglichkeit wehren, gleichviel, ob es sich um 5 Mark oder um 5.000 handelt. Dass wir wirtschaftliche Interessen in Marokko haben, bedarf keines Beweises. Wenn wir dieselben stillschweigend preisgeben, so ermuntern wir damit die zuschauende Welt zu ähnlichen Rücksichtslosigkeiten gegen uns bei anderen vielleicht grösseren Fragen. Euere Exzellenz werden also, da wo Sie eine Besprechung der Marokkopolitik für angezeigt halten, sagen können, dass Deutschland in Marokko für die Interessen seiner Reichsangehörigen eintritt, welche dort identisch sind mit den Interessen der Angehörigen aller übrigen Vertragsstaaten und mit der Erhaltung der offenen Tür.

autres Etats contractants, par exemple des Allemands. Cette supposition est confirmée par l'article du traité anglo-français où le maintien du *status quo* est expressément prévu.

Dans la presse anglaise on fait actuellement de grands efforts pour mettre sur le dos de la politique allemande, toutes sortes de sombres desseins, comme cela se pratique d'ailleurs déjà depuis des années.

A notre situation s'applique le dicton :

« Cet animal est très méchant,
Lorsqu'on l'attaque, il se défend ».

Nous intervenons pour la défense de nos intérêts dont on veut disposer, apparemment sans demander notre consentement conformément aux traités. L'importance des intérêts est ici secondaire. Tout homme à qui l'on prend de l'argent dans sa poche se défend toujours dans la mesure du possible, qu'il s'agisse de cinq ou de cinq mille marks. Il n'est nullement besoin de prouver que nous avons des intérêts économiques au Maroc. Si nous les abandonnons sans rien dire nous encourageons ainsi le monde qui nous observe à commettre à notre préjudice des manques d'égards similaires dans d'autres questions, peut-être plus importantes. Votre Excellence pourra donc là où elle jugera indiqué de tenir une conversation sur la politique marocaine, déclarer que l'Allemagne intervient au Maroc pour défendre les intérêts de ses sujets qui y sont identiques à ceux des sujets de toutes les autres puissances contractantes et conformes au maintien de la porte ouverte. En outre, vous pourrez affirmer que l'Allemagne n'a pas

Ferner, dass Deutschland nicht die Absicht hat, bei diesem Anlass durch Sonderverhandlungen sich Sondervorteile, welcher Art es auch sei, in Marokko oder anderswo zu verschaffen.

(gez.) BÜLOW.

Nr. 5. — *Erllass des Reichskanzlers an die Kaiserlichen Missionen in Wien, Lissabon, Brüssel, Haag, Stockholm und an die Königlichen Missionen in München, Stuttgart, Dresden, Karlsruhe, Weimar, Oldenburg und Hamburg.*

Berlin, den 12. April 1905.

Die Entstellungen der Wahrheit, welche neuerdings hinsichtlich der Marokkofrage durch die französische Presse und insbesondere durch die für inspiriert geltenden Organe verbreitet werden, lassen die nachfolgende kurze Darlegung der Sachlage und unserer Stellung dazu als zeitgemäss erscheinen.

Es ist falsch, dass das französisch-englische Marokko-Abkommen der deutschen Regierung schriftlich oder mündlich zur Kenntnis gebracht worden sein soll. Herr Delcassé hat zwar dem Kaiserlichen Botschafter hie und da Andeutungen allgemeiner Art gemacht über unhaltbare Zustände in Marokko und über die Notwendigkeit, welche sich daraus für Frankreich ergebe, auf die Sicherung seiner algerischen Grenze bedacht zu sein. Als aber im vorigen Sommer bereits längere Zeit nach der englisch-französischen Konvention der deutsche Botschafter an

l'intention d'obtenir à cette occasion, au Maroc ou ailleurs, par des négociations particulières, des avantages spéciaux de quelque nature que ce soit.

BÜLOW.

N^o 5. — *Le Chancelier impérial aux missions impériales à Vienne, Lisbonne, Bruxelles, La Haye et Stockholm et aux missions royales à Munich, Stuttgart, Dresde, Carlsruhe, Weimar, Oldenburg et Hambourg.*

Berlin, 12 avril 1905.

La presse française et particulièrement les organes qui passent pour inspirés, ont récemment travesti la véritable situation en ce qui concerne le Maroc. C'est pourquoi il est opportun de donner le bref exposé qui suit de l'état des choses et de notre position.

Il est faux que la convention franco-anglaise concernant le Maroc ait été portée soit par écrit soit verbalement à la connaissance du gouvernement allemand. M. Delcassé, à la vérité, a donné de-ci de-là à l'ambassadeur impérial quelques allusions générales à la situation intenable au Maroc et à la nécessité qui en découle pour la France de songer à la sécurité de sa frontière algérienne. Mais lorsque l'été dernier, déjà longtemps après la convention anglo-française, l'ambas-

Herrn Delcassé eine Frage richtete, welche sich auf den Inhalt jenes Abkommens bezog, erwiderte der Minister nur : « Sie finden das Alles im Gelbbuch ».

Die deutsche Regierung rührte sich damals nicht, weil in einem Artikel der englisch-französischen Konvention die Erhaltung des *status quo* ausdrücklich vorgesehen ist, wir uns also zu der Annahme berechtigt halten konnten, dass die marokkanischen Vertragsmächte von Frankreich befragt werden würden, falls Frankreich in Marokko Neuerungen anstreben sollte, welche geeignet wären, die bisherigen Rechte und Freiheiten der Angehörigen anderer Vertragsstaaten in ihrem Umfange oder ihrer Dauer zu beschränken. Wir wurden jedoch gewahr, dass diese unsere Voraussetzung eine irrige gewesen und dass es Zeit sei, an den Schutz der deutschen Interessen zu denken, als die Marokkanische Regierung anfragen liess, ob es richtig wäre, dass der französische Gesandte in Fez, wie er angebe, Mandatar der europäischen Mächte sei; als ferner erkannt wurde, dass verschiedene Punkte des sogenannten französischen Reformprogramms — welches in seiner Vollständigkeit bis heute noch nicht vorliegt — in direktem Gegensatz zur Erhaltung des *status quo* stehen; als endlich hervorragende, sogar inspirierte Organe der französischen grossen Presse offen auf Tunis als Vorbild für die Neugestaltung Marokkos hinwiesen.

Da die deutsche Regierung nicht danach strebt, durch eine Sonderabmachung Sondervorteile für sich zu erlangen, so betrachtet sie eine *neue Konferenz* der Vertragsstaaten als das gegebene Mittel zur

sadeur allemand adressa à M. Delcassé une question sur la teneur de cette convention, le ministre se contenta de répondre : « Vous trouverez tout cela dans le *Livre jaune* ».

Le gouvernement allemand ne bougea pas alors, vu qu'un article de la convention anglo-française prévoit expressément le maintien du *status quo* et que par conséquent nous pouvions nous croire autorisés à supposer que les puissances signataires de la convention marocaine seraient consultées par la France au cas où la France s'efforcerait d'introduire au Maroc des innovations susceptibles de limiter, dans leur étendue ou leur durée, les droits et les libertés des sujets des autres puissances signataires de la convention de Madrid. Lorsque le gouvernement marocain fit demander s'il était exact que le ministre de France à Fez fût, comme il le déclarait, le mandataire des puissances européennes, lorsqu'il a été reconnu que divers points du soit disant programme de réformes français (programme qui d'ailleurs n'est pas encore connu dans toute sa teneur) sont en opposition directe avec le maintien du *status quo*, enfin lorsque des organes inspirés de la grande presse française désignèrent ouvertement la Tunisie comme le modèle à suivre dans la réorganisation du Maroc : nous nous aperçûmes que cette supposition était fausse et qu'il était temps de songer à la protection des intérêts allemands.

Les efforts du gouvernement allemand ne tendent pas à obtenir des avantages spéciaux au moyen d'un traité particulier. C'est pourquoi il considère une nouvelle Conférence des Etats contractants comme le

friedlichen Lösung des jetzigen Interessenkonflikts. Der Einwand der französischen Presse, dass es sich bei den früheren Konferenzen nicht um eine politische Umgestaltung gehandelt habe, sondern um privatrechtliche Interessen, ist nicht stichhaltig. — Denn da jetzt mit der Möglichkeit eines französischen Protektorats über Marokko; d. h. mit einer gänzlichen Verdrängung nichtfranzösischer wirtschaftlicher Unternehmungen nach dem Vorgange von Tunis zu rechnen ist, so sind die fremden Privatinteressen in ihrer Gesamtheit bedroht, und eine Konferenz wäre mehr als je am Platze. Es ist das ein Ausweg, welcher keine berechnete Empfindlichkeit verletzen kann, da es sich lediglich um die Anwendung eines bereits mehrfach erprobten Auskunftsmittels handelt.

Indem wir hierbei naturgemäss zunächst für die eigenen deutschen Interessen eintreten, handeln wir in dem Bewusstsein, dass dieselben identisch sind mit den wirtschaftlichen Interessen aller nichtfranzösischen Vertragsstaaten. Ob diese Interessen gross oder klein sind, ist dabei Nebensache. Deutschland vertritt die Ansicht, dass über seine marokkanischen Interessen nicht verfügt werden kann, ohne dass es und die übrigen Vertragsstaaten dabei zu Worte gekommen sind. Wir glauben auch, dass der Englischen Regierung bei dem französischen Marokkovertrage die Absicht fern lag, über nichtenglische wirtschaftliche Interessen zu verfügen. Diese Ansicht wird bestärkt durch den Artikel des Vertrags, welcher die Erhaltung des *status quo* ausdrücklich stipuliert. Es ist dies einer der Gründe, weshalb wir annehmen, keine

moyen tout indiqué d'amener une solution pacifique du conflit d'intérêts actuel. L'argument de la presse française d'après lequel, dans les Conférences précédentes, il ne s'agissait pas d'une transformation politique, mais d'intérêts relevant du droit privé, n'est pas topique. Car puisqu'il faut maintenant compter avec la possibilité d'un protectorat français sur le Maroc, c'est-à-dire avec l'élimination complète des entreprises économiques non françaises, à l'instar de Tunis, les intérêts privés étrangers sont menacés dans leur totalité et une Conférence serait plus que jamais indiquée. C'est une solution qui ne saurait léser aucune susceptibilité légitime, puisqu'on ne fait que recourir à un moyen déjà souvent employé.

Tandis que nous intervenons ici tout d'abord naturellement pour la défense de nos propres intérêts allemands, nous agissons avec la conscience que ces intérêts sont identiques aux intérêts économiques de toutes les puissances contractantes à l'exception de la France. Que ces intérêts soient importants ou non, c'est là une question secondaire. La manière de voir de l'Allemagne est que l'on ne peut disposer de ses intérêts au Maroc sans son avis et celui des autres puissances contractantes. Nous croyons aussi que le gouvernement anglais, en signant la convention avec la France au sujet du Maroc était loin de vouloir disposer des intérêts économiques non anglais. Cette opinion est confirmée par l'article de l'accord qui stipule expressément le maintien du *status quo*. C'est là une des raisons qui nous font supposer qu'aucune puissance intéressée ne rejettera le bien fondé de cette idée que toutes

der in Betracht kommenden Regierungen werde sich der Berechtigung des Gedankens verschliessen, dass alle marokkanischen Vertragsstaaten gehört werden müssen, wenn es sich um den Plan einer Neugestaltung handelt, deren bedrohlicher Charakter für die Gesamtheit der nicht-französischen Privatinteressen keinem Zweifel unterliegt.

Euer usw. sind ermächtigt, diese Auseinandersetzung zur Kenntniss der dortigen Regierung zu bringen.

(gez.) BÜLOW.

Nr. 6. — *Bericht des Kaiserlichen Botschafters in Paris an das Auswärtige Amt.*

(Auszug.)

Paris, den 14. April 1905.

Bevor gestern spät abend Herr Delcassé sich nach dem Diner aus der Botschaft verabschiedete, richtete er an mich die Worte: « Voudriez-vous m'accorder un moment d'entretien? Il me revient que l'impression aurait surgi que M. St-René Taillandier aurait parlé au nom de l'Europe. J'ai invité notre ministre à s'expliquer à ce sujet comme il n'avait aucun ordre d'agir ainsi. Dans sa réponse télégraphique que je viens de recevoir il dit qu'il n'avait jamais osé tenir un pareil langage ».

Herr Delcassé erklärte darauf, dass in London das französisch-englische Abkommen abgeschlossen und daselbst zu gleicher Zeit

les puissances signataires de la Convention marocaine doivent être entendues du moment qu'il s'agit du plan d'une réorganisation dont le caractère menaçant pour l'ensemble des intérêts privés non français ne fait aucun doute.

Votre Excellence, etc., est autorisée à porter cette explication à la connaissance du gouvernement auprès duquel elle est accréditée.

(Signé): BULOW.

N° 6. — *L'Ambassadeur impérial à Paris au Ministère des Affaires étrangères (Extrait).*

Paris, le 14 avril 1905.

Hier tard dans la soirée après le dîner M. Delcassé avant de quitter l'ambassade m'adressa ces paroles: « Voudriez-vous m'accorder un moment d'entretien? Il me revient que l'impression aurait surgi que M. Saint-René Taillandier aurait parlé au nom de l'Europe. J'ai invité notre ministre à s'expliquer à ce sujet, comme il n'avait aucun ordre d'agir ainsi. Dans sa réponse télégraphique que je viens de recevoir, il dit qu'il n'avait jamais osé tenir un pareil langage: »

M. Delcassé déclara ensuite que la convention franco-anglaise avait été conclue à Londres et y avait été en même temps publiée. « J'avoue

veröffentlicht worden sei : « J'avoue que l'idée ne m'était pas venue de communiquer au Gouvernement Impérial ce papier qui avait été livré immédiatement à la publicité. Par contre j'ai signé le traité franco-espagnol à Paris et en votre absence j'ai chargé M. Bihourd de le porter avant sa publication et sans retard à la connaissance du Baron de Richthofen. Par ce traité la liberté absolue du commerce étranger au Maroc était confirmée pour tous les états intéressés ainsi que la libre concurrence, qui avait été stipulée dans le traité anglo-français. Pour le commerce étranger, le traité espagnol était donc une garantie de plus.

Par la communication faite du traité franco-espagnol émanant de la convention anglo-française je croyais avoir tout prévu ».

Der Minister kam dann auf unsere Unterhaltung vom 23. März 1904 zu sprechen und rekapitulierte, was er damals gesprächsweise mir gesagt hatte. Auf seine spontane Bemerkung, diese damalige vertrauliche Unterhaltung, welche übrigens einige Zeit vor dem Abschluss des franko-englischen Vertrages stattgefunden hatte, habe keineswegs den Charakter einer amtlichen Kommunikation gehabt noch haben sollen, konnte ich nicht umhin zu erwidern : Gern nähme ich Akt von dieser seiner Erklärung ; denn zu meinem höchsten Erstaunen hätte die hiesige offiziöse Presse die Tatsache verdreht und ein amtliches Communiqué aus einem gelegentlichen Gespräch heraus konstruieren wollen, was ich nicht ohne weiteres hinnehmen könnte. Dies bestätigte Herr Delcassé.

(gez.) RADOLIN.

que l'idée ne m'était pas venue de communiquer au gouvernement impérial ce papier qui avait été livré immédiatement à la publicité. Par contre, j'ai signé le traité franco-espagnol à Paris, et en votre absence, j'ai chargé M. Bihourd de le porter, avant sa publication et sans retard, à la connaissance du baron de Richthofen. Par ce traité, la liberté absolue du commerce étranger au Maroc était confirmée pour tous les Etats intéressés, ainsi que la libre concurrence qui avait été stipulée dans le traité anglo-français. Pour le commerce étranger, le traité espagnol était donc une garantie de plus.

» Par la communication faite du traité franco-espagnol émanant la convention anglo-française, je croyais avoir tout prévu. »

Le ministre vint ensuite à parler de notre entretien du 23 mars 1904 et récapitula ce qu'il m'avait dit à *titre de conversation*. Sur son observation spontanée que cet entretien confidentiel, lequel d'ailleurs avait eu lieu quelque temps *avant la conclusion* du traité franco-anglais, n'avait ni ne devait avoir aucunement le caractère d'une communication officielle, je ne pus m'empêcher de répartir que je prenais volontiers acte de cette déclaration, car, à mon grand étonnement, la presse officieuse d'ici avait complètement dénaturé le fait et aurait voulu faire passer une conversation occasionnelle pour un communiqué officiel, chose que je ne pouvais admettre d'emblée, ce qui fut approuvé par M. Delcassé.

(Signé) : RADOLIN.

Nr. 7 — *Bericht des Kaiserlichen Konsuls in Fez an den Kaiserlichen Gesandten in Tanger.*

Fez, den 21. April 1905.

Die Erklärungen, die Herr Minister Delcassé auf eine Anfrage des Senators Decrais im französischen Senat über die marokkanischen Angelegenheiten abgegeben hat, haben hier, als die Nachrichten darüber eintrafen, allgemeine Aufmerksamkeit erregt. Insbesondere höre ich, dass der Sultan über die Stelle aufgebracht war, wo Herr Delcassé sagt, dass die marokkanische Regierung die Ratschläge Frankreichs erbeten und nachdem diese erteilt worden, die Erklärung abgegeben habe, diese Ratschläge befolgen zu wollen.

In einer Audienz, die ich heute bei dem Sultan hatte, kam derselbe ebenfalls darauf zu sprechen und verstieg sich dabei zu dem Ausrufe: « Aber das sind ja reine Unwahrheiten! » Ich erzählte ihm dann auch, dass die Franzosen die Nachricht dementierten, dass Herr Saint René Taillandier sich hier auf ein europäisches Mandat berufen hätte. Der Sultan bemerkte dazu: « Mir selbst gegenüber haben sich die Franzosen in diesem Sinne ausgesprochen ». Auf meine Frage, wer es gewesen sei, erwiderte der Sultan: « Herr Saint René selbst! » und fügte hinzu: « Ich habe dann gefragt: Wer sind denn die Nationen? da ich wusste, dass Deutschland und Italien solches Mandat nicht erteilt haben. Herr Saint René hat darauf nichts erwidert und ich habe daraus meine Schlüsse gezogen, die der Verfolg mir bestätigt hat ». Der Sultan hat mich ermächtigt, dies zu berichten.

(gez.) VASSEL.

N^o 7. — *Le Consul impérial à Fez au Ministre impérial, à Tanger.*

Fez, le 21 avril 1905.

Les explications de M. le ministre Delcassé en réponse à une question du sénateur Decrais au Sénat français sur les affaires marocaines ont attiré ici, lorsque la nouvelle en arriva, l'attention générale. J'entends dire, en particulier, que le sultan s'est montré irrité du passage où M. Delcassé déclare que le gouvernement marocain a sollicité les conseils de la France et a déclaré, ces conseils une fois donnés, qu'il voulait s'y conformer.

Dans une audience que j'eus aujourd'hui du sultan, celui-ci revint sur le même sujet et s'emporta jusqu'à s'écrier: « Mais ce sont là de pures contre-vérités. » Je lui fis savoir aussi que les Français démentaient la nouvelle d'après laquelle M. Saint-René Taillandier aurait invoqué ici un mandat européen. Le sultan fit alors remarquer: « Devant moi les Français se sont exprimé dans ce sens. » Comme je lui demandais qui avait parlé ainsi, le sultan répondit: « M. Saint-René Taillandier lui-même », et il ajouta: « Je lui demandai alors: quelles sont donc ces nations? puisque je savais que l'Allemagne ni l'Italie n'avaient pas donné pareil mandat. Là-dessus M. Saint-René Taillandier ne répondit rien, et j'en tirai les conclusions que la suite a confirmées. »

Le sultan m'a autorisé à rapporter ces faits.

(Signé): VASSEL.

Nr. 8. — *Telegramm des Reichskanzlers an den Kaiserlichen Botschafter in Paris.*

Berlin, den 28 April 1905.

Sprechen Sie in meinem Namen dem Ministerpräsidenten für seine entgegenkommenden Aeusserungen meinen Dank aus. Aus denselben glaube ich entnehmen zu können, dass er sich von der Lage Rechnung gibt, in welche Deutschland versetzt sein würde, wenn über deutsche Interessen von dritter Seite verfügt worden wäre, ohne uns zu befragen. Bei ruhigem Hinnehmen eines derartigen Ignorierens der Existenz einer Grossmacht würde sich diese Unannehmlichkeiten, um nicht zu sagen Gefahren für die Zukunft bereiten. Neben Erwägungen anderer Art kommt der materielle Wert bedrohter Interessen erst in zweiter Linie in Betracht. Ich glaube aus den Eröffnungen des Ministerpräsidenten Euerer Durchlaucht gegenüber entnehmen zu können, dass der Gedanke an eine einseitige und gewaltsame Lösung der Interessenfrage ihm ebenso fern liegt wie der Regierung Seiner Majestät des Kaisers. Dass ihre Interessen in dieser Frage mit denen einer Anzahl anderer Staaten identisch sind, ist sich die Kaiserliche Regierung bewusst. Hoffentlich wird sich die gegenwärtige Spannung in befriedigender Weise unter Beteiligung aller Interessenten erledigen lassen. Dabei mitzuwirken sind wir gern bereit.

(gez.) BULOEW.

N° 8. — *Le Chancelier impérial à l'Ambassadeur impérial, à Paris.*
(Télégramme).

Berlin, le 28 avril 1905.

Exprimez en mon nom mes remerciements au président du Conseil pour ses déclarations conciliantes. Je crois pouvoir en déduire qu'il se rend compte de la situation dans laquelle se trouverait placée l'Allemagne si des tiers disposaient des intérêts allemands sans demander notre avis. En acceptant tranquillement que l'on ignore à ce point une grande puissance elle se préparerait pour l'avenir des désagréments, pour ne pas dire des dangers. A côté de considérations d'autre nature la valeur intrinsèque des intérêts menacés ne vient qu'en seconde ligne. Je crois pouvoir conclure des ouvertures que le président du Conseil a faites à Votre Altesse que la pensée d'une solution unilatérale et s'appuyant sur la force de la question d'intérêt est aussi éloignée de son esprit que de celui du gouvernement de Sa Majesté l'Empereur. Le gouvernement impérial a conscience que ses intérêts dans cette question sont identiques à ceux d'un certain nombre d'autres Etats. Il faut espérer que la tension actuelle cessera et se résoudra d'une façon satisfaisante, avec la participation de tous les intéressés. Nous sommes tout disposés à y concourir.

(Signé): BÜLOW.

Nr. 9. — *Erlass des Reichskanzlers
an den Kaiserlichen Botschafter in Paris.*

Berlin, den 1 Mai 1905.

Euerer Durchlaucht spreche ich zunächst meine Anerkennung aus für Ihre bisherige Behandlung der marokkanischen Angelegenheit, insbesondere für die Art, wie Sie die Versuche pariert haben, welche Herr Delcassé gemacht hat, um den gelegentlichen, mündlichen und bruchstückweisen Mitteilungen, welche er durch Sie oder durch Herrn Bihourd hierher gelangen liess, den Charakter eines diplomatischen Akts zu geben. Dass ein diplomatisches Aktenstück von solcher Tragweite wie das Marokko-Abkommen nicht auf Grund mündlicher und fragmentarischer Wiedergabe beurteilt werden kann, bedarf keines Beweises. Für Eröffnungen von solcher Wichtigkeit ist die schriftliche Form die durch den diplomatischen Gebrauch konsekrierte. Die formelle und materielle Insuffizienz der im Laufe des vorigen Jahres von Herrn Delcassé durch Euerer Durchlaucht und durch Herrn Bihourd hierher übermittelten Andeutungen und Fingerzeige ist eine Tatsache, über welche keiner der beiden Teile sich nachträglich hinwegsetzen kann. Ob bei diesen Andeutungen ein Wink mehr oder weniger gegeben wurde, ist ein unerheblicher Umstand, welcher keine Remedur schafft für den von Grund aus unvollständigen Charakter des Ganzen. Wir haben deshalb, als der französische Botschafter am 25. v. Mts. fragte, ob wir eine Aufzeichnung über den vollständigen Inhalt der früherem

N° 9. — *Le Chancelier impérial à l'Ambassadeur impérial, à Paris.*

Berlin, le 1^{er} mai 1905.

J'exprime tout d'abord à Votre Altesse ma reconnaissance pour la manière dont vous avez traité jusqu'à présent l'affaire marocaine, particulièrement pour la façon dont vous avez paré l'essai tenté par M. Delcassé de donner le caractère d'un acte diplomatique aux communications accidentelles, verbales et fragmentaires, qu'il a fait parvenir ici par votre intermédiaire ou par celui de M. Bihourd. On n'a pas besoin de prouver qu'on ne saurait juger un document diplomatique d'une portée aussi grande que la convention marocaine en se basant sur des données verbales et fragmentaires. Pour des ouvertures d'une pareille importance, la forme écrite est celle qui est consacrée par l'usage diplomatique. L'insuffisance formelle et matérielle des allusions et des indications transmises l'an passé ici par Votre Altesse et par M. Bihourd de la part de M. Delcassé, est un fait dont aucune des deux parties en présence ne peut ne pas tenir compte. Quant à savoir si, au cours de ces allusions, on a fait un geste de plus ou de moins, c'est là un fait insignifiant qui n'apporte aucun remède au caractère tout à fait insuffisant de l'ensemble. C'est pourquoi, lorsque l'ambassadeur français demanda, le 25 de ce mois, si nous désirions obtenir communication du contenu intégral des conversations antérieures qui ont eu lieu entre Votre Altesse et M. Delcassé concernant le

marokkanischen Besprechungen des Herrn Delcassé mit Euerer Durchlaucht zu haben wünschten, auf die Kenntniss dieses Schriftstücks verzichtet. Dem völkerrechtlichen Brauche hätte es, wie gesagt, entsprochen, wenn Frankreich den sämtlichen Mitinteressenten, welche als solche durch die Unterzeichnung der Madrider Konferenzakte genügend gekennzeichnet sind, das französisch-englische Marokko-Abkommen in den üblichen Formen nach dessen Abschluss mitgeteilt hätte. Herr Delcassé hat zwar behauptet, dass diese Mitteilung durch die Veröffentlichung des Abkommens im französischen *Journal officiel* überflüssig geworden sei. Indessen wird es dem Herrn Minister nicht entgehen, dass diese beiden Arten der Bekanntgabe einen grund verschiedenen Charakter haben. Die direkte Mitteilung ist nicht ein blosser Akt der Courtoisie, sondern die französische Regierung hätte sich dadurch implizite den Adressaten gegenüber bereit erklärt, über deren Interessen, falls sie dieselben berührt glaubten, in Erörterungen einzutreten. Die Veröffentlichung im französischen Amtsblatt hingegen stellt die unbefragten Mitinteressenten einfach vor die vollendete Tatsache.

Es beweist die konzilianten Anschauungen der deutschen Regierung, wenn sie im Hinblick auf den Artikel des Abkommens, welcher die Erhaltung des status quo stipuliert, sich zunächst an der Vermutung genügen liess, dass in absehbarer Zeit Veränderungen, welche schädlich auf die fremden Interessen wirken könnten, nicht beabsichtigt seien. Indessen wurde nach dem Auftreten des französischen Gesandten in Fez und nach verschiedenen anderen Anzeichen diese Vermutung unhalt-

Maroc, nous avons renoncé à prendre connaissance de cet acte écrit. Il eût été, comme nous l'avons déjà dit, conforme à l'usage international que la France, après la conclusion de la convention anglo-française concernant le Maroc, communiquât cet accord dans la forme habituelle aux puissances intéressées, sans exception, lesquelles sont suffisamment désignées comme telles par la signature des actes de la Conférence de Madrid. M. Delcassé a déclaré, il est vrai, que cette communication est devenue superflue du fait de la publication de la convention dans le *Journal officiel* français. Le caractère essentiellement différent de ces deux procédés de notification n'échappera pas, toutefois, à M. le Ministre. La communication directe n'est pas un simple acte de courtoisie. Le gouvernement français se serait déclaré par là implicitement prêt à entrer en discussion avec les destinataires sur leurs intérêts, au cas où ils les auraient cru lésés. La publication dans la feuille officielle française place au contraire les intéressés qui n'ont point été consultés simplement en présence du fait accompli.

Ce qui prouve le point de vue conciliant auquel se place le gouvernement allemand, c'est le fait que, considérant l'article de la convention stipulant le maintien du *statu quo*, il se contente de supposer que dans un délai possible à évaluer on ne projetterait pas de changements préjudiciables aux intérêts étrangers. Après l'arrivée à Fez du ministre français et aussi d'après divers autres indices, cette supposition ne fut toutefois plus admissible. Bien plus, il se dessine maintenant avec une

bar, vielmehr zeichnet sich jetzt mit zunehmender Deutlichkeit eine Lage, welche die Gesamtheit der nichtfranzösischen Interessen in Marokko bedroht. Unter diesen Umständen sieht die deutsche Regierung sich genötigt, darauf hinzuweisen, dass deutsche Interessen in Marokko berührt werden können, dass diese Interessen auf vertragsmässiger Grundlage beruhen und dass daher über dieselben ohne Mitwirkung Deutschlands nicht verfügt werden kann.

Ich will gern annehmen, dass Herrn Delcassé der Gedanke an eine einseitige und gewaltsame Lösung der Interessefrage heute ebenso fern liegt wie der Regierung Seiner Majestät des Kaisers, welche letztere sich überdies bewusst ist, dass ihre Interessen in dieser Frage identisch sind mit denen einer Anzahl anderer Staaten. Wir hoffen, dass die jetzige Spannung sich in befriedigender Weise erledigen lassen wird und sind gern bereit, zu unserem Teile dabei mitzuwirken, sobald wir über die gegenwärtig in Fez geschaffene Lage genügend orientiert sein werden.

Alles Vorstehende können Euere Durchlaucht nach Ihrem Ermessen in der nächsten Unterredung mit Herrn Delcassé verwerten. Für Euere Durchlaucht persönlich bemerke ich noch, dass unter den aufzuklärenden Widersprüchen auch die Mandatsfrage mitspielt. Herr Delcassé hat bestritten, dass ein solcher Auftrag von ihm erteilt oder vom Gesandten ausgeführt worden sei. Die gegenteilige Angabe, dass Herr Saint René Taillandier sich ausdrücklich und öffentlich als den Mandatar der europäischen Mächte bezeichnet habe, erscheint jedoch in einer Weise begründet, welche es untunlich macht, über diesen Inzi-

clarté croissante, une situation qui menace l'ensemble des intérêts non français au Maroc. Dans ces conditions, le gouvernement allemand se voit forcé d'attirer l'attention sur ce fait que des intérêts allemands, peuvent être lésés au Maroc, que ces intérêts sont fondés sur une base contractuelle et qu'on n'en saurait par conséquent disposer sans le concours de l'Allemagne.

Je veux bien admettre que M. Delcassé est aussi éloigné de songer à une solution unilatérale et violente que le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur, qui de plus a la conviction que ses intérêts dans cette question sont identiques à ceux d'un certain nombre d'autres États. Nous espérons que la tension actuelle se dissipera de manière satisfaisante, et nous sommes prêts à y contribuer pour notre part dès que nous serons suffisamment orientés sur la situation créée présentement à Fez.

Votre Altesse peut faire valoir tout ce qui précède, à votre discrétion dans la prochaine conversation avec M. Delcassé. Je fais encore remarquer à l'intention personnelle de Votre Altesse que la question du mandat joue aussi un rôle parmi les contradictions à élucider. M. Delcassé a contesté qu'un tel mandat ait émané de lui et que ce mandat ait été exécuté par le ministre. L'allégation contraire, que M. Saint-René Taillandier se serait qualifié expressément et ouvertement de mandataire des puissances européennes, semble toutefois fondée, de telle sorte qu'il est impossible de passer à l'ordre du jour sur ce point sans plus ample examen.

denzpunkt ohne weitere Nachprüfung zur Tagesordnung überzugehen. Wir warten, um uns eine Meinung zu bilden, die Meldung des Grafen Tattenbach ab. Herrn Delcassé gegenüber wollen Euere Durchlaucht eine Aeusserung über die Mandatsfrage vermeiden, weil deren Spitze sich, wie die Dinge liegen, gegen den Minister persönlich richten könnte.

(gez.) BULOW.

Nous attendons le rapport du comte de Tattenbach, pour nous faire une opinion. Vis-à-vis de M. Delcassé, Votre Altesse voudra bien éviter toute affirmation concernant cette question du mandat. Vu la situation, cette affaire pourrait se retourner contre la personne même du ministre.

(Signé): BULOW.

(A suivre)

BULLETIN DIPLOMATIQUE

I. — TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

BELGIQUE

Généralisation du Tarif des droits d'entrée résultant du Traité additionnel au Traité de commerce du 6 décembre 1891, conclu le 22 juin 1904, entre la Belgique et l'Allemagne.

Le *Moniteur Belge* du 18 février 1906 a publié l'arrêté royal suivant :

Léopold II, roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut,

Vu l'article 2 de la loi du 16 juin 1905, qui autorise le Gouvernement, sous réserve des dispositions de la loi du 19 mai 1902, à généraliser s'application du tarif résultant du Traité additionnel au Traité de commerce du 6 décembre 1891 conclu, le 22 juin 1904, entre la Belgique et l'Allemagne ;

Considérant qu'il y a lieu d'user du pouvoir que cet article donne au Gouvernement ;

Sur la proposition de notre Ministre des finances et des travaux publics ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. — Le tarif résultant dudit Traité additionnel est rendu d'application générale, sous réserve des dispositions de la loi du 19 mai 1902.

Notre Ministre des finances et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur le 1^{er} mars 1906.

Donné à Villefranche, le 31 janvier 1906.

ESPAGNE-FRANCE

Prorogation jusqu'au 1^{er} juillet 1906 du régime douanier résultant du traité hispano-suisse de 1892.

Le gouvernement espagnol avait été autorisé à appliquer jusqu'au 1^{er} mars 1906 aux produits des nations qui, par suite de conventions, accordent aux marchandises espagnoles le traitement de la nation la plus favorisée, les droits consignés dans le tarif B de la convention de commerce hispano-suisse du 13 juillet 1892.

En application de cette loi, un décret royal du 15 août 1905 admettait à ce régime les produits originaires de divers pays, dont les produits de provenance française.

Le gouvernement espagnol a été autorisé par une loi du 11 janvier 1906 à maintenir au delà du 1^{er} mars prochain les bénéfices du tarif B annexé au traité hispano-suisse du 13 juillet 1892 et l'ambassade d'Espagne à Paris vient d'informer le gouvernement de la République que le gouvernement royal avait décidé de proroger le régime dont il s'agit pendant quatre mois à partir du 1^{er} mars prochain, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 1906.

Jusqu'à cette dernière date, les produits français seront donc soumis, à leur entrée en Espagne, aux droits inscrits dans le tarif précité.

ESPAGNE-SUISSE

Prorogation jusqu'au 1^{er} juillet 1906 de l'arrangement commercial provisoire du 29 avril 1905 entre la Suisse et l'Espagne.

Par un échange de notes qui a eu lieu le 10 février, l'arrangement commercial provisoire conclu entre la France et l'Espagne le 29 août 1905 et dont l'échéance avait été fixée au 1^{er} mars 1906, a été prorogé jusqu'au 1^{er} juillet prochain. En conséquence, aucune modification quelconque ne sera apportée, le 1^{er} mars, aux conditions actuelles d'importation des marchandises espagnoles en Suisse et d'exportation des marchandises suisses en Espagne.

II. — CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

Le conflit franco-vénézuélien.

Le gouvernement vénézuélien a adressé le 13 février à M. Maubourguet, ancien chargé d'affaires de Venezuela à Paris, une longue note portant la date du 7 février et dont voici le résumé :

Vous répondrez comme suit à la note de M. Rouvier, en date du 18 janvier :

Mon gouvernement m'enjoint de vous dire que pour se rendre exactement compte de la situation, il est nécessaire d'établir une distinction. Les faits réels sont que le gouvernement vénézuélien a dit qu'il ne voudrait plus traiter par l'intermédiaire de M. Taigny, ancien chargé d'affaires de France, qui a été virtuellement expulsé du Venezuela, en attendant que des explications satisfaisantes aient été données. Le gouvernement n'a nullement déclaré, comme la note de M. Rouvier l'affirme, que le général Ybarra, ministre des affaires étrangères, aurait fait savoir aux représentants français qu'il ne voulait plus avoir de relations officielles avec eux.

En ce qui concerne l'affaire de la Compagnie des câbles, la France n'a pas allégué qu'un déni de justice ait eu lieu, car elle ne le pouvait pas, et au lieu de pressentir le Venezuela d'une manière amicale, elle l'a accusé d'avoir violé les droits français, et s'écartant ainsi de la voie légale, elle assume les responsabilités incombant à la Compagnie des câbles.

Le Venezuela pose ces questions :

Est-ce que la Compagnie des câbles a rempli tous les engagements stipulés par son contrat ? Est-ce que les employés du gouvernement français sont venus en aide aux gens qui voulaient détruire les libertés vénézuéliennes ?

S'il peut être répondu d'une manière satisfaisante à ces questions, le Venezuela cédera. Autrement il considère la France comme responsable et est prêt à soumettre toute l'affaire à l'arbitrage.

Le Venezuela, dans tout le différend, a agi de la manière la plus amicale et a retiré sa note dès qu'il a été prié de le faire.

Lorsqu'il fut interdit à M. Taigny de débarquer du steamer *Martinique*, ce fut dans le but d'éviter une situation encore plus désagréable. Néanmoins, le gouvernement français expulsa violemment M. Maubourguet sans pouvoir lui reprocher aucune faute.

Si ces faits ne peuvent être prouvés, le Venezuela incline et accepte les obligations qui lui incombent.

YBARRA.

Les affaires de Macédoine.

Le Livre vert sur les affaires de Macédoine a été distribué au Parlement italien le 20 février.

Le Livre comprend la période de janvier 1903 à mai 1905. Il contient 446 documents.

En voici un résumé.

Le 4 janvier 1904, M. Prinetti, ministre des affaires étrangères, recevait de l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, en même temps qu'une communication verbale concernant les échanges de vues sur la Macédoine qui avaient lieu à cette époque à Vienne entre le comte Goluchowski et le comte Lamsdorf, un aide-mémoire indiquant les mesures à suggérer à la Porte pour les réformes à apporter en Macédoine.

Le 18 février, M. Morin télégraphiait à l'ambassadeur d'Italie à Constantinople d'appuyer les démarches de ses collègues d'Autriche et de Russie auprès de la Porte.

Le 1^{er} mai, à la suite des événements de Salonique, le gouvernement italien annonce aux puissances qu'il a décidé l'envoi immédiat dans ce port d'une division navale. Le 12 mai, M. Morin télégraphie au comte de Nigra qu'il serait désirable que le rappel des navires italiens et autrichiens envoyés à Salonique fût effectué simultanément.

Le 5 octobre, le comte Goluchowski informe l'Italie que d'accord avec la Russie, il formule de nouvelles propositions dont la principale est la nomination comme chef de la gendarmerie d'un général chrétien qui aurait sous ses ordres les officiers étrangers des diverses puissances. M. Tittoni autorise l'ambassadeur italien à Constantinople à appuyer ces propositions. L'Italie, à la demande générale des autres puissances, accepte de confier le commandement en chef de la gendarmerie à un général italien et désigne le général Degiorgis.

Le 13 janvier 1905, M. Tittoni informe les ambassadeurs à l'étranger que la Porte a fait quelques objections à la proposition du gouvernement italien d'adjoindre au général Degiorgis, un de ses officiers supérieurs à côté des officiers supérieurs des autres puissances appuyant sa proposition. Le 16 janvier, M. Tittoni est informé que sa demande est admise par la Porte.

Le 14 février, M. Tittoni télégraphie aux ambassadeurs à l'étranger que l'Autriche et la Russie se réservant les districts d'Uskub et de Voden pour y organiser la gendarmerie, l'Italie ne pouvait accepter le district de Monastir. Les puissances y consentent, à condition que le général Degiorgis n'y fixerait pas son quartier général. Le gouvernement ordonne alors à ce dernier de fixer son quartier général à Salonique.

Le 14 août, M. Tittoni communique aux puissances une note identique de la Russie et de l'Autriche disant que ces puissances se préoccupaient du manque d'accord qui, selon leurs informations, existait entre le général Degiorgis et les agents civils et ajoutant qu'elles ne voulaient pas soumettre le général Degiorgis aux agents civils, mais que le général ne pouvait cependant se soustraire à tout contrôle. L'Italie réplique que l'œuvre du général Degiorgis ne peut être soumise

à une surveillance ou un contrôle quelconque des agents civils, mais que le général expliquerait son rôle en pleine liberté et indépendance.

Les gouvernements russe et autrichien ayant décidé d'envoyer de nouveaux officiers pour la gendarmerie en Macédoine, M. Tittoni donne le 29 novembre à l'ambassadeur italien à Constantinople l'ordre de notifier à la Porte la décision du gouvernement italien d'envoyer d'autres officiers en Macédoine.

Les gouvernements français et anglais ayant pris une décision analogue, la Porte, qui s'était d'abord refusée à cette mesure, finit le 26 décembre par accepter l'augmentation de 23 officiers étrangers pour la gendarmerie.

Le 26 janvier, M. Tittoni demande au gouvernement anglais son avis sur un règlement financier présenté par les ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à la Porte, règlement qui à son avis créait une situation nouvelle.

Le 28 janvier, ce règlement était remis à l'ambassadeur italien à Constantinople par l'ambassadeur de Russie.

Le 14 février, M. Tittoni télégraphie à son ambassadeur à Constantinople, l'informant qu'il examine ce règlement financier, mais qu'en tout cas les mots « puissances intéressés » doivent désigner toutes les puissances signataires du traité de Berlin.

Le ministre Tittoni télégraphie le 16 février aux ambassadeurs à l'étranger que le gouvernement italien serait en principe disposé à consentir à la demande de la Porte pour augmenter de 8 à 11 % les droits de douane, si cette augmentation était également accordée par les autres puissances intéressées et sauf à examiner les conditions qu'il y aurait éventuellement lieu de proposer.

L'ambassadeur à Berlin informe le 18 février que le gouvernement allemand est en principe disposé à adhérer à la demande du gouvernement ottoman concernant l'augmentation des droits de douane.

Les gouvernements français et britannique demandaient, pour consentir, des garanties spéciales.

Par une note du 1^{er} mars, les gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie proposèrent d'accepter la demande de la Porte pour l'augmentation des droits de douane aux conditions suivantes : 1^o acceptation de la part de la Porte du règlement financier ; 2^o engagement de la part du gouvernement ottoman de prélever sur l'augmentation des revenus douaniers les sommes nécessaires pour assurer le fonctionnement des institutions de la Macédoine et pour indemniser la population chrétienne des pertes subies ; 3^o engagement de la part du gouvernement ottoman de procéder à une revision du règlement des douanes pour en ôter les dispositions nuisibles aux intérêts du commerce étranger.

Le gouvernement italien acceptait en principe la deuxième et la troisième condition. Mais pour la première, il remarquait que comme aucune des autres puissances signataires du traité de Berlin n'avait adhéré à ce règlement, il pouvait rencontrer l'opposition de quelques-unes.

L'ambassadeur à Constantinople informe le 7 mars que la Porte avait communiqué aux ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie un règlement financier pour les trois vilayets de la Macédoine, formulé d'accord entre la Porte et la Banque ottomane.

Les gouvernements italien, britannique et français s'étant trouvés d'accord à reconnaître que la concession de l'augmentation des droits de douane touchant des intérêts importants de toutes les puissances, celles-ci avaient le droit d'exiger une garantie positive concernant l'administration et la destination des nouveaux revenus demandés par la Porte, l'ambassadeur à Vienne télégraphie le 16 avril annonçant que le comte Goluchowski avait déclaré être disposé à admettre que l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre et la France participent au contrôle financier en Macédoine, moyennant des délégués respectifs, dont les attributions ne devaient pas toucher celles assignées déjà aux agents civils.

Dans ce but il fut convenu entre les ambassadeurs à Constantinople l'article suivant, qui fut soumis à la Porte avec une note déclarant que les ambassadeurs ayant examiné le projet de règlement concerté entre la Porte et la Banque ottomane étaient disposés à donner leur adhésion à ce projet, si la Porte acceptait de le compléter par les dispositions contenues dans cet article :

Pour veiller à l'exécution des réformes financières et à l'application du règlement qui précède et en assurer l'observation, les gouvernements d'Allemagne, France, Grande-Bretagne et Italie nommeront chacun un délégué financier. Ces délégués des quatre puissances agiront de concert avec l'inspecteur général et les agents civils austro-hongrois et russe, dont les attributions ont été définies dans le programme de Muerzteg.

La commission ainsi formée aura tous les pouvoirs nécessaires pour l'accomplissement de sa tâche, et notamment pour veiller à la perception régulière des taxes y compris la dîme.

Avant de devenir définitifs, les budgets devront lui être soumis. Elle aura le droit de rectifier dans les chapitres de recettes et des dépenses, les dispositions qui ne seraient pas conformes aux lois existantes ou ne répondraient point aux besoins économique et financiers du pays.

En vue de faciliter sa mission, la commission aura la faculté de nommer pour chaque vilayet un inspecteur chargé de la surveillance des agents qui y sont employés aux divers services du fisc.

DÉBATS PARLEMENTAIRES

FRANCE

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 23 février 1906

Discussion sur la politique extérieure.

Affaires du Maroc.

M. MAURICE ROUVIER, *président du conseil, ministre des affaires étrangères*. Je demande la parole.

Messieurs, M. Denys Cochin a bien voulu me faire savoir qu'il se proposait de traiter la question de notre politique extérieure, notamment dans ses rapports avec la conférence d'Algésiras. J'ai déclaré à M. Denys Cochin, et je répète devant la Chambre, qu'à la veille de l'ouverture de la conférence d'Algésiras j'ai donné à la Chambre toutes les explications qu'il était en mon pouvoir et de mon devoir de lui donner (1).

J'ai ajouté que j'étais prêt, au lendemain de la clôture de la conférence à donner toutes les explications que comportera cet événement, mais qu'à l'heure où les négociations sont encore pendantes, sont aussi actives que jamais, il ne m'était pas possible, sans manquer à la fois à toutes les traditions en matière internationale, et aussi sans affaiblir et peut-être détruire toute action utile de la part des négociateurs qui parlent au nom de la France, il ne m'était pas possible à moi, ministre des affaires étrangères, d'intervenir dans ce débat. (*Très bien ! Très bien !*)

M. DENYS COCHIN a bien voulu me faire espérer que, devant une telle déclaration, il n'insisterait pas et se bornerait à me donner acte de l'engagement que je prends d'aborder cette question spontanément, aussitôt après la clôture de la conférence.

Il ne me reste qu'à émettre le vœu que les autres membres de la Chambre, inscrits pour parler sur le même sujet, veuillent bien imiter l'honorable M. Denys Cochin. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs. — Mouvements divers à l'extrême gauche*).

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Denys Cochin.

M. DENYS COCHIN. M. le président du conseil fait appel à mon patriotisme pour ne pas engager un débat pendant que la conférence d'Algésiras siège encore. Je m'incline volontiers devant ce désir.

Cependant, comme depuis neuf mois que les pourparlers sont engagés nous n'avons pu obtenir pour cette Chambre le droit de discuter les

(1) Séance de la *Chambre des députés* du 16 décembre 1905. *Arch. dipl.* 1906, n° 1 p. 98.

intérêts de la France... (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et à droite.*)

M. JAURÈS. C'est cela !

M. DENYS COCHIN.... je pense que, quoi qu'il arrive, tous mes collègues seront d'accord pour penser que cette Assemblée ne peut se séparer sans avoir émis son opinion sur une question si grave, touchant de si près et si profondément aux intérêts du pays.

Je demande donc à M. le président du conseil un engagement plus précis. Quant à la date... comme le jour de notre départ s'approche, il faut que nous soyons sûrs d'engager cette discussion auparavant. Je demande, en conséquence, à M. le président du conseil de vouloir bien avancer la discussion du budget du ministère des affaires étrangères, lequel est en ce moment le dernier, ce qui me fait craindre que peut-être la discussion n'en arrive pas en temps utile. Je demande donc que cette discussion soit mise, au contraire, au premier ou au second rang, après le budget de la guerre, si M. le ministre des affaires étrangères le veut bien.

A l'extrême gauche. Ce serait trop tard.

M. DENYS COCHIN. On me fait observer que ce sera trop tard ; je demande alors que cette interpellation vienne avant la discussion du budget de la guerre.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, *ministre des affaires étrangères.* Je prie l'honorable M. Denys Cochin de ne pas me presser de prendre un engagement que peut-être je ne pourrais pas tenir. Je me suis expliqué avec une entière netteté. J'ai dit : aussitôt que la conférence d'Algésiras sera terminée ou suspendue....

M. JAURÈS. Comment ! Suspendue ?

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, *ministre des affaires étrangères....* en supposant qu'il y ait un ajournement — ce que je ne crois pas —, je serai à la disposition de la Chambre. Sera-ce avant que le budget de la guerre ait été discuté ? sera-ce après ? Il ne dépend pas de moi de le déterminer.

M. JAURÈS. Cela pourrait être aussi après les élections !

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Mais laissez-moi ajouter que je vois pour la première fois se produire, dans cette Chambre, cette idée qu'il pourrait se faire que le budget ne fût pas voté avant les élections. C'est une idée que je repousse de toutes mes forces. (*Très bien ! très bien ! — Mouvements divers.*) Le Gouvernement ne peut pas admettre l'hypothèse dans laquelle la Chambre se séparerait avant d'avoir donné à la France le budget auquel elle a droit avant de procéder aux élections générales.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, *ministre des affaires étrangères...* en sorte qu'il n'est pas à craindre que la formule que j'ai entendu employer ait pour effet d'ajourner *sine die* et jusqu'après le départ de la Chambre les explications que celle-ci est en droit d'avoir sur la politique extérieure.

Je crois que je me suis expliqué avec une suffisante netteté et aussi avec une suffisante précision pour désarmer les inquiétudes que pourrait avoir l'honorable M. Cochin. (*Très bien ! très bien ! — Mouvements divers.*)

M. DENYS COCHIN. Je me permets d'insister auprès de M. le président du conseil et je ne puis pas comprendre pourquoi il hésiterait à m'accorder ce que je lui demande. Il nous a dit qu'il acceptait le débat après la fin de la conférence d'Algésiras.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, *ministre des affaires étrangères*. Oui !

M. DENYS COCHIN. Or, c'est une date que nous ne pouvons même pas deviner.

Il nous a dit aussi, en s'indignant contre une pareille hypothèse, qu'il n'admettait pas que nous nous séparions sans avoir terminé le budget.

Je souhaite qu'il en soit ainsi, mais notre temps est limité et il est très possible que la chose n'arrive pas.

De toute façon, quel inconvénient voit M. le président du conseil à faire inscrire le budget des affaires étrangères à un rang plus rapproché et quel avantage — qu'il me permette de le lui dire — trouve-t-il à reculer si loin la discussion du budget de son département ? Ne craint-il de paraître vouloir éviter cette discussion ?

En un mot, je me permets d'insister pour que la discussion du budget du ministère des affaires étrangères vienne une des premières. Ce jour-là, il sera temps, s'il croit qu'il y a un danger patriotique à entamer cette discussion, de nous faire valoir de nouveau ses objections. Dans tous les cas, fixons, comme je le demande, l'ordre de discussion du budget des affaires étrangères. (*Mouvements divers.*)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, *ministre des affaires étrangères*. On me fait observer que le budget du ministère de la guerre commencera mardi et prendra probablement la semaine prochaine. M. Cochin indiquait que s'il y avait encore des inconvénients je pourrais demander un nouvel ajournement. C'était pour éviter cette éventualité que je donnais à ma déclaration une forme plus élastique, à savoir que si la conférence d'Algésiras se terminait même avant que le budget de la guerre fût discuté, je serais prêt à m'expliquer ; mais si la conférence ne se termine qu'au milieu du budget de la marine ou le lendemain du vote de ce budget, je demande qu'on ne me contraigne pas de parler encore, en faisant ainsi violence à tous les usages diplomatiques qui sont tirés de la nécessité des choses.

M. JAURÈS. On en parle bien aux Cortès.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Ce n'est pas la même chose.

Il n'échappe à personne que si je suis amené à m'expliquer publiquement sur l'état des négociations, sur les instructions de nos agents, sur les dernières limites de l'attitude qu'il nous convient de prendre, je rends impossible par là même toutes les négociations ultérieures. (*Applaudissements.*)

Je prie donc l'honorable M. Cochin de ne pas insister, et je déclare encore une fois que je désire ardemment — nul ne le souhaite plus que moi — m'expliquer avec la représentation nationale et partager avec elle une responsabilité qui est bien lourde et que je ne puis assumer que parce que j'ai conscience de ne pas m'être écarté des explications que j'ai déjà données à la Chambre et que celle-ci a bien voulu sanctionner à une immense majorité. (*Applaudissements.*)

M. DENYS COCHIN. M. le président du conseil ne s'oppose pas — il vient de le dire — à ce que la discussion du budget des affaires étrangères soit fixée aussitôt après celle du budget de la guerre, quitte, s'il y a des inconvénients à ce moment-là, à demander un nouvel ajournement. J'en prends acte.

M. JAURÈS. Je m'étonne aussi et je m'afflige du silence de tous dans la politique extérieure. M. le président du conseil nous demande, il a demandé à M. Denys Cochin et à M. Delafosse qui y ont consenti d'ajourner toutes paroles, toutes explications jusqu'après la conférence d'Algésiras. Pourquoi, messieurs, ne le pouvons-nous pas ? Parce que, aussi bien dans la politique extérieure que dans la politique intérieure du Gouvernement il y a une inconsistance, une incohérence, un manque de suite qui ne nous permettent pas de nous remettre, avec la confiance silencieuse qu'on nous demande, à sa direction. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

Messieurs, cette contradiction, cette incohérence, éclatent aujourd'hui. Que reprochait-on, quel a été un des griefs imputé au précédent ministre des affaires étrangères ? Quelle est une des raisons par lesquelles M. le président du conseil a justifié l'acte de vigueur, l'acte de décision par lequel il s'est séparé de ses collègues ? On lui faisait grief, M. le président du conseil lui reprochait d'avoir trop pratiqué, dans la conduite des affaires extérieures, une politique personnelle, une politique non pas occulte, mais presque constamment dérobée au contrôle et du Parlement et du Gouvernement lui-même. C'était alors la pensée de M. le président du conseil que, dans les démocraties, il ne peut pas y avoir de politique extérieure sans le perpétuel assentiment, sans le perpétuel contrôle, sans la perpétuelle intervention de la démocratie.

Il n'est pas permis, aujourd'hui, dans une nation libre, d'être à soi tout seul un homme de génie ; eût-on des conceptions géniales, elles ne valent, elles ne peuvent aboutir que si elles sont perpétuellement comprises et ratifiées par la nation elle-même. Combien de fois, par quelles explications, par quels échanges d'explication, depuis huit mois que vous avez la conduite de nos affaires extérieures, avez-vous permis au Parlement d'entrer dans le secret de votre pensée et de vous demander des explications complémentaires ? Dans la première période, après le départ de M. Delcassé, il fallait laisser se calmer l'émoi général : prudence, discrétion, silence ! Vous négociez, vous acceptez le rendez-vous pour la conférence d'Algésiras. On vous presse ; M. Denys Cochin lui-même aspire à vous interroger, car il a eu bien des velléités d'interrogation... (*Rires approbatifs*).

... et vous lui dites, monsieur le président du conseil : « Attendez ; ne discutez pas sur des notions incertaines ; je prépare la publication d'un livre jaune, qui nous permettra de discuter et de nous expliquer ». Or à peine avons-nous en mains ce livre jaune, vous montez à la tribune pour le commenter vous-même, éloquemment, puissamment, mais pour le commenter tout seul, pour prévenir la Chambre qu'il serait contraire à l'intérêt de la patrie, que ce monologue aboutit à un échange d'explications et de questions.

La Chambre vous écoute, la Chambre se tait, nul ne peut savoir quel est le sens précis que vous attachez à certaines questions, à certaines

expressions, mais on se dit : Puisque le Gouvernement n'en veut pas s'expliquer avec la Chambre, puisqu'il veut agir tout seul, penser tout seul, c'est qu'il a l'espérance d'aboutir, c'est que les négociations sont en bonne voie, c'est qu'il est intervenu entre sa diplomatie et l'autre diplomatie des arrangements que toute parole imprudente pourrait troubler, mais dont les effets, dont la vertu vont se manifester à la conférence même.

La conférence se réunit : dissentiments, conflits, possibilités de conflits à un degré qu'il ne nous est pas possible de nous représenter. Et lorsqu'ici, très simplement, très loyalement, en bons Français (*Interruptions à droite. — Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs*), nous venons dire au Gouvernement nos inquiétudes, quand nous venons le conjurer d'adopter, de garder tout au moins, si vous le préférez, tout le sang-froid nécessaire, quand nous venons demander des explications, des éclaircissements, on nous dit : Ce n'est pas possible, vous allez encore une fois tout ruiner, tout compromettre. Et quand donc aurons-nous la parole ? Quand pourrons-nous vous interroger ? Quand pourrons-nous, nous qui sommes les représentants responsables de ce pays, savoir ce qu'on fera de lui demain ? (*Applaudissements à l'extrême gauche*). Quelles sont les instructions que vous avez données à vos agents ?

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Ces instructions sont absolument conformes à la déclaration que j'ai lue à la Chambre.

M. JAURÈS. Monsieur le président du conseil, ce n'est pas là une réponse ; c'est l'équivoque qui continue (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche*), car vous savez bien que les explications que vous avez données à la Chambre n'ont pas réussi à dissiper les ambiguïtés et les périls ; vous savez bien que les expressions que vous avez employées sur vos droits spéciaux, sur vos intérêts spéciaux, étaient et sont demeurées susceptibles des interprétations les plus variées, ou les plus larges ou les plus étroites et que c'est ne rien répondre que de vous tenir à des termes sur lesquels précisément vous aviez refusé de vous expliquer.

Et pendant que l'on obtient ainsi, de période en période, avec le consentement, avec l'abdication des partis, pendant qu'on obtient le silence du Parlement responsable, se déchaîne au dehors la presse irresponsable. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*).

Oui, et elle se déchaîne dans des conditions qui peuvent, malgré nous, engager notre responsabilité.

Hier, dans le journal le *Temps*, il y avait deux articles : l'un donnait sur la façon dont M. Révoil a préparé, la nuit, à la machine à écrire, soudainement, pour répondre à la note imprévue de l'Allemagne, un projet d'organisation de la banque internationale, des renseignements qui sont de la fantaisie la plus extravagante, ou qui ne peuvent provenir que d'une source officielle ou officieuse d'information. (*Mouvements divers*).

Je ne fais pas, messieurs, je vous l'assure, de polémique misérable contre un journal ; vous allez juger la portée de mon observation.

Avant cet article qui, par son texte, ne peut émaner que d'une source gouvernementale...

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. C'est inexact. Ce sont des dépêches de l'agence Havas qui viennent d'Algésiras. Il ne faut pas donner à ceux qui se plaignent que les nouvelles des journaux français sont inspirées par le Gouvernement, l'autorité de votre adhésion. Vous êtes journaliste, vous savez mieux que personne qu'en France les journaux sont libres et indépendants et que ce n'est pas le Gouvernement qui les inspire. (*Très bien ! très bien !*)

M. JAURÈS. Ah ! monsieur le président du conseil, en ces matières que je croyais sérieuses, ne jouons pas, je vous en prie, avec des fictions. Lorsqu'un journal publie et publie seul, sur les procédés de travail de M. Revoil, appliqués à une note des plus importantes, des informations qui ne sont pas ailleurs, qui ne peuvent lui avoir été communiquées que par M. Revoil...

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Je vous en prie, monsieur Jaurès...

M. JAURÈS. Eh bien ! c'est entendu, monsieur le président du conseil ; ces renseignements ne proviennent d'aucune source officielle ou officieuse et tous ces journaux acharnés depuis huit jours à démontrer que la conférence doit aboutir irrévocablement à un échec agissent seulement par leur inspiration propre. Il est entendu — je m'en réjouis, je m'en félicite — que toute cette campagne n'engage à aucun degré le Gouvernement, ne traduit à aucun degré sa pensée, et lorsque l'article dont je parlais était précédé d'un autre intitulé : « L'accord impossible », ce pronostic sinistre n'engageait à aucun degré la responsabilité gouvernementale.

Je vous remercie de me l'avoir déclaré...

M. BORGNET. Vous n'êtes qualifié pour faire parler personne.

M. JAURÈS. M. Borgnet me dit que je ne suis pas qualifié. Je ne lui ai jamais demandé une qualification quelconque.

M. BORGNET. Je vous en ai adressé quelquefois. Je vous ai reproché que certaines interventions font trop les affaires de l'Allemagne. (*Bruit*).

M. JAURÈS. Et pourquoi donc l'accord serait-il impossible ? Pourquoi à l'heure présente, malgré toutes les difficultés, malgré tous les malentendus, pourquoi ne pourrions-nous espérer une solution heureuse de la conférence et affirmer ici que nous sommes, nous France, tout résolus à travailler fermement, nettement, avec la sauvegarde de nos droits, au maintien de la paix ? (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

Je ne dis pas que l'Allemagne vous ait toujours rendu la tâche facile. Je ne dis pas que l'Allemagne officielle ait secondé les efforts de conciliation, de rapprochement qui ont suivi la chute du ministre précédent ; elle a eu tort certainement, à l'heure où elle engageait avec vous, ne vue de la conférence d'Algésiras, des pourparlers préalables, de ne pas préciser plus exactement ses vues, pour ne pas exposer l'Allemagne et la France à se heurter à la conférence même.

Nul plus que moi ne le déplore, et si l'Allemagne avait le dessein, par cette intransigeance, de nous détourner, de nous dégoûter de l'amitié anglaise, en nous montrant qu'elle ne suffit pas à écarter de nous les difficultés, nous dirions bien haut que nous considérons l'amitié de l'Angleterre comme un moyen d'accroître les chances de civilisation et

de paix (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*), que nous n'en n'userons jamais que dans l'intérêt de l'équité générale et de la paix, mais qu'aucune pression extérieure, aucune intervention extérieure ne pourra incliner la France à renier une amitié qui doit être le patrimoine commun de tous les peuples civilisés. (*Applaudissements sur les mêmes bancs*).

Mais messieurs, prenez garde, si l'Allemagne avait songé à faire contre vous cette politique, prenez garde que vous soyez tombés dans un piège et que vous-mêmes vous ayez fait son jeu en engageant trop à fond notre politique sur ce terrain déplorablement choisi de la question marocaine. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*).

M. DENYS COCHIN. Je demande la parole.

M. JAURÈS. Prenez garde aussi que vous ne fassiez son jeu par l'ambiguïté, par les obscurités, par les variations de votre politique.

M. Delcassé ne voulait pas aller à la conférence ; c'est une politique que, pour ma part, je n'approuve pas ; mais c'était du moins une politique claire, nette, intelligible.

M. Delcassé disait : « La question du Maroc a été réglée en ce qui touche les intérêts et l'action de la France par des accords directs avec l'Angleterre, avec l'Espagne, et puisque nous laissons la porte ouverte aux autres nations, nous n'acceptons pas dans le règlement de la question, en ce qui nous concerne, l'intervention d'autres nations ».

Je dis qu'à mon sens c'était une fausse politique parce qu'elle était contraire, d'abord diplomatiquement, à la convention de Madrid qui avait, dans une certaine mesure, donné à la question marocaine un caractère international, et puis parce qu'à l'heure où les puissances marines parcourent toutes les mers, où le commerce n'a pas un caractère restreint, mais un caractère universel, il est impossible de dire d'avance que telle question ne se rattache pas à un ensemble d'intérêts internationaux que nul n'a le droit de négliger.

Je crois donc que c'était une politique fausse, une politique imprudente que traiter l'Allemagne, en cette question, surtout à l'heure où nous négocions un traité avec l'Angleterre, que la traiter en quantité négligeable. C'était une faute, mais c'était du moins, je le répète, une politique claire et définie.

Vous, vous êtes allé à la conférence et vous avez bien fait. Et en y allant vous avez reconnu par là même, ou les actes diplomatiques n'ont plus aucun sens, le caractère international du problème. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*).

Eh bien ! aujourd'hui, pourquoi les difficultés se posent-elles à propos de la solution internationale de ce problème international, à propos de l'organisation internationale du Maroc ? Que redoutez-vous ? Vous redoutez que sous le couvert d'une organisation internationale, l'Allemagne développe au Maroc, dans le voisinage de l'Algérie, une influence excessive et inquiétante pour vous. Mais si contre ces desseins présumés de l'Allemagne, contre cette extension abusive de l'influence allemande qui se produirait sous le couvert de l'organisation internationale, vous n'avez pas un recours suffisant dans vos bons rapports avec les autres puissances méditerranéennes d'abord, anglaise ensuite, intéressées

comme vous à ne pas laisser l'Allemagne développer son influence au Maroc au delà de sa juste part et de son droit, si vous n'avez pas de recours dans cet ensemble de l'organisation internationale, le trouverez-vous donc, messieurs — et c'est le vif du problème — dans les détails d'organisation et dans les garanties de détail qui font à l'heure actuelle l'objet du litige ? Est-ce donc parce que vous créez une banque, est-ce donc parce que les capitaux français, dans la constitution de la banque internationale, auront quatre parts sur quinze, au lieu d'une, comme les autres puissances, que vous aurez une garantie ? (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*).

Et aurez-vous encore une garantie lorsque, sous le couvert d'un prétendu mandat international, vous aurez assumé à vous tout seul ou à vous principalement, en face de toutes les autres nations, la responsabilité de l'ordre dans un pays troublé et anarchique ? (*Interruptions au centre*).

Il paraît qu'en portant à cette tribune ces problèmes, en rompant le silence singulier qui est devenu sur cette question le pacte du Gouvernement et du Parlement, je dessers les intérêts de notre pays. (*Oui ! oui ! à droite*).

M. LE BARON AMÉDÉE REILLE. Vous faites une œuvre malsaine ! (*Bruit à l'extrême gauche*).

M. JAURÈS. Et moi je dis qu'aujourd'hui comme hier, demain comme aujourd'hui, tout le péril pour les peuples libres viendra de l'insuffisance du contrôle sur leur politique extérieure.

M. GEORGES BERTHOULAT. Il fallait dire cela à M. Combes !

M. JAURÈS. Il y aura danger lorsque vous serez surpris par les événements. Eh bien ! messieurs, c'est une responsabilité que vous-mêmes vous n'assumerez pas. Vous savez avec quelle facilité ce pays, pour son malheur — c'est le fléau de son histoire — s'est abandonné dans toutes les heures de crise à tous ceux qui du haut du pouvoir lui promettaient sécurité. Et vous savez aussi par quels retours soudains de colère impitoyable il a fait expier ensuite sa propre étourderie et son propre aveuglement aux chefs imprévoyants qui avaient assumé sur eux-mêmes et sur eux seuls toute la responsabilité. (*Applaudissements à l'extrême gauche*).

Eh bien nous ne voulons pas de cet aveuglement pour la France républicaine. Nous voulons qu'elle s'habitue à discuter avec mesure, avec sang-froid, avec liberté les grands intérêts où sa vie même est engagée : et, en vérité, ce qui me rassure, ce n'est pas ce parti du silence, ce n'est pas cette habitude de passivité qu'on essaye de créer ainsi dans la nation et dans le Parlement même ; ce qui me rassure, c'est que ce serait un tel scandale et un tel crime de voir, à propos de cette misérable querelle du Maroc, deux grandes nations précipitées l'une sur l'autre, que je ne veux pas, que je ne peux pas y croire. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*).

Voilà ce qui me rassure, est non pas les habiletés d'un silence trop prolongé. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche. — Bruit au centre et à droite*).

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. le Président du Conseil.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, *ministre des affaires étrangères*. La Chambre comprendra qu'il est impossible au ministre des affaires étrangères de suivre l'honorable M. Jaurès dans le développement de ses critiques. Aussi bien ne suis-je pas à cette tribune pour lui opposer une réponse explicite, mais simplement pour établir ce que j'ai dit dans une interruption, à savoir que les instructions données à notre plénipotentiaire à Algésiras sont absolument et exactement conformes à la déclaration lue devant la Chambre.

Et si personne ne peut contester cette affirmation, est-il exact de dire que le Gouvernement assume seul la responsabilité de la direction de la politique extérieure ? Est-ce que l'exposé détaillé et précis de cette politique n'a pas été fait devant vous le jour où le *Livre jaune* vous ayant été distribué, vous aviez les documents sous les yeux, et si la Chambre, par un vote d'une formidable majorité, a reconnu qu'il ne fallait pas instituer de débat, est-ce que cela ne revient pas à dire qu'elle approuvait les déclarations du Gouvernement et que, par là même, elle approuvait les instructions données à notre plénipotentiaire ?

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Vous constatez, monsieur Jaurès — et nous sommes d'accord sur ce point — que nul, eût-il du génie, n'a le droit, dans le régime sous lequel nous vivons, d'avoir une politique extérieure personnelle ; que celui qui parle au nom de la France a le devoir — devoir profond, étroit, impérieux — de s'imprégner de la volonté nationale. Mais ne vous êtes-vous pas demandé, avant de porter vos critiques à cette tribune, si votre langage n'allait pas, de l'autre côté de la frontière (*Applaudissements au centre, à droite et à gauche. — Rumeurs à l'extrême gauche*) permettre un doute sur la communauté des sentiments entre le Gouvernement et l'opinion publique, et si un tel doute venant à se produire n'était pas de nature à affaiblir l'action extérieure de notre pays ? (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs*).

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. La Chambre l'a déjà compris, et vous le comprenez vous-même, il m'est impossible de vous suivre dans cette discussion ; mais laissez-moi vous dire que j'en veux retenir un mot que j'emprunte à votre propre déclaration et qui formule non seulement la politique du Gouvernement qui, sur ce point, paraît-il, se confond avec la vôtre, mais celle de la Chambre et de nation tout entière. Oui ! la France est profondément attachée au maintien de la paix, mais à une condition, c'est que la paix soit maintenue avec la sauvegarde de ses droits et de sa dignité.

Je n'ai pas autre chose à dire. (*Applaudissements vifs et prolongés sur un grand nombre de bancs*).

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Denys Cochin.

M. DENYS COCHIN. Je n'ai pas besoin de dire à la Chambre que je suis de ceux qui viennent d'applaudir aux dernières paroles de M. le président du conseil ; cela est trop évident. Comment dans les circonstances où nous sommes, pendant que les intérêts français sont discutés, soulever même cette question de savoir s'ils sont bien engagés et si nous avons raison de les défendre ?

M. MAURICE ALLARD. Des intérêts financiers !

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. C'est une simple infamie d'introduire des paroles semblables dans ce débat.

Est-ce donc un intérêt financier que la protection de l'Algérie ? Est-ce donc poursuivre un intérêt purement financier que de veiller à ce que la France ne soit pas traitée comme une petite puissance dans la constitution même de la banque d'Etat ?

Si c'est là ce que vous appelez des intérêts financiers, eh bien, oui ! nous les défendons comme nous en avons le devoir, mais, en même temps, nous avons la conviction profonde de ne défendre que des intérêts français, des intérêts politiques, que la France ne saurait abdiquer sans diminuer, sans laisser atteindre sa dignité et sa sécurité. (*Vifs applaudissements à gauche, au centre et à droite*).

M. DENYS COCHIN. Cette expression d'« intérêts financiers » qui a justement ému M. le président du conseil, moi, je ne l'avais même pas entendue.

Au Maroc nous avons des intérêts politiques français de premier ordre à défendre. Je dis au Maroc et dans tout le Maroc, et non pas seulement sur la frontière. Où est la frontière algérienne ? Ce qu'on appelle ainsi est un vaste pays où errent des tribus barbares, où les caravanes sont attaquées, où le sang de nos soldats a coulé constamment.

Voyez notre empire africain, œuvre admirable et espoir de ce pays : regardez un instant la carte ; voyez autour de ce petit pays resté barbare la France à l'Est, la France au Sud, la France de tous les côtés, sauf celui qui borde l'Océan, et dites s'il est possible qu'une autre puissance que la France, la voisine de toutes parts, et de plus la grande puissance musulmane de cette partie de l'Afrique, soit appelée à mettre l'ordre dans ce coin de terre sauvage et en ait les moyens en même temps que le droit ?.

Encore une fois qu'on ne parle pas de frontières ! C'est jusque dans le fond de ce pays que notre civilisation doit pacifiquement pénétrer. Et qui donc, grand Dieu ! peut s'en inquiéter ? Qui peut nous soupçonner d'être des accapareurs, de tenir les portes fermées ? Nous avons fait nos preuves, même et surtout dans cette Tunisie qu'on nous objecte. Mais encore qui pense à un nouveau marché du Bardo ?

Quelques postes de police, quelques parts dans la constitution d'une banque marocaine, voilà ce qu'on vous conteste ; — et dans une Chambre française pendant que nos représentants discutent nos droits, soutenus par nos alliés dans la chambre française, votre voix, monsieur Jaurès, s'élève pour conseiller de tout abandonner ! Oui, vous reprenez les points mêmes qui sont en litige depuis tant de mois, et vous venez parler de sagesse, d'humanité, exciter des craintes d'ailleurs chimériques, et vous faites bon marché de droits et d'intérêts français !

Ah ! je reconnais bien la politique socialiste ! Dès le début de ces difficultés, dans cette séance du mois d'avril que personne n'a oubliée, vous vous vantiez, vous socialistes, d'être toujours prêts à vous jeter en avant, pour parer aux dangers menaçants. Je me rappelle votre éloquente image : « Lorsque le navire penche, disiez-vous, nous nous jetons du côté opposé pour le redresser ». Vous vous trompiez : vous vous jetez toujours du côté où le navire penche. (*Applaudissements à droite et au centre*).

Oui ! oui ! c'est ce que fait la politique socialiste : anglaise à Fachoda, allemande au Maroc, toujours du côté où le navire penche. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*).

M. JAURÈS. On nous fait un grief de n'avoir pas poussé à la guerre contre l'Angleterre !

M. GEORGES BERTHOULAT.. On ne vous trouve jamais avec la France monsieur Jaurès ! (*Très bien ! très bien ! à droite et sur divers bancs*).

M. DENYS COCHIN. Et pourtant, quand je me retourne vers le Gouvernement, je me sens près d'être d'accord avec vous, monsieur Jaurès.

Vous l'avez dit, nous avons une politique ferme et claire. On l'a changée brusquement. Pourquoi ? Pour prendre une autre route ? Non, pour suivre la même, avec moins de décision.

Depuis neuf mois, vous causez tout bas avec l'Allemagne, monsieur le président du conseil. Quand je dis neuf mois, je me trompe, vous aviez fait des ouvertures bien avant le départ de M. Delcassé, le *Livre blanc* en témoigne ; une dépêche du prince de Bülow au prince Radolin en fait foi. Vous aviez une politique contraire à celle du ministre des affaires étrangères, alors même que vous affirmiez à la Chambre la parfaite unité de vues du ministère.

C'était mal commencer cette conversation si longue. Pourquoi, par le départ précipité d'un ministre laisser croire, s'appliquer à faire croire au pays que de grands dangers le menacent ? Il faut aux menaces des prétextes. Quels sont ceux que nous avons fournis.

Nous défendions les intérêts incontestables de la France comme celui de notre pénétration pacifique au Maroc ; nous cherchions et nous trouvions des amitiés solides avec l'Angleterre, avec l'Italie et avec l'Espagne. Telle était cette politique de casse-cou. En avez-vous une autre ? Vous êtes heureux que l'œuvre accomplie ait été solide. Ces amitiés ont été mises à l'épreuve et leur fidélité bien constatée.

Le navire — comme dirait M. Jaurès — avait touché un écueil ; mais les compartiments étanches ont tenu bon ; et, avec un commandement plus énergique, on aurait franchi la passe. L'a-t-on franchie ?

Votre arrivée aux affaires devait tout sauver. On ne voulait, semblait-il, que la tête de votre prédécesseur.

La Chambre, qui n'avait pas voté, n'avait plus qu'à se taire et à attendre un peu. Eh bien ! au mois de juin, M. le prince Radolin, vous écrivait réservant ces deux points : la police et la banque. Aujourd'hui, neuf mois après, à Algésiras, on nous refuse, dans des termes identiques, ce que nous demandons pour la police et la banque. On vous disait : Allez à la conférence et tout s'arrangera. Vous y allez — je ne vous le reproche pas — mais rien ne s'arrange.

Pourquoi aussi, la conférence européenne décidée, continuer la conversation particulière avec l'Allemagne ? Agit-on ainsi quand on a constitué des témoins ?

Vous poursuivez ces singuliers *a parte* avant et même pendant la conférence, devant nos alliés qui ont lieu de s'en étonner. (*Mouvements divers*).

Mais oui, M. le président du conseil, je vous le disais déjà au mois de juillet : Allons à la conférence, mais faisons comme les gens qui ont une querelle : ne causons plus ensemble ; déposons notre affaire devant

le tribunal de l'Europe et laissons-la discuter par nos diplomates. (*Applaudissements à droite*).

Pourquoi ces commencements de convention, en juillet, en septembre ? A quoi servait de faire affermir votre situation prépondérante sur la frontière ? A la faire contester ailleurs, simplement. Il fallait laisser tout cela à la conférence. Tout cela fut mal entamé.

Quelquefois l'histoire se répète. Je lisais dernièrement l'histoire d'un temps où la France était plus menacée qu'elle ne l'est aujourd'hui. C'était dans les années qui ont suivi la Révolution de 1830. Vos inquiétudes me font penser à celles du ministère Laffitte. Tous les hommes de la Sainte-Alliance étaient encore vivants, et l'invasion n'était pas ancienne. La Sainte-Alliance n'admirait point la révolution de Juillet, pas davantage la révolution belge, encouragée par nous.

Il n'y avait pas d'empire d'Allemagne assurément, mais la Prusse, l'Autriche et la Russie étaient encore unies contre nous ; M. de Talleyrand sut détacher d'elles l'Angleterre ; le ministère conservateur de Wellington tourna de notre côté, bientôt remplacé par un ministère libéral.

Cela nous coûta, comme aujourd'hui, des sacrifices, mais nous rendit, comme cela devrait être aujourd'hui, la sécurité.

Metternich ne voulut plus suivre le roi de Prusse, qui armait déjà, et déclara : « Nous ne pouvons plus rien contre la France à cause de la défection de Wellington ». Et nous allâmes à nos affaires tranquillement, envoyant le maréchal Gérard aider les Belges à Anvers, faisant occuper Ancône par le général Corbières, enfin, ne nous inquiétant plus. (*Très bien ! très bien ! à droite*).

Il est vrai qu'en ce temps-là, Casimir Périer écrivait fièrement à M. de Talleyrand — je me rappelle à peu près les termes — : « Certes, la France veut la paix ; elle est reconnaissante aux nations qui la veulent aussi, mais il faut que les autres aussi lui en soient reconnaissantes ».

Mais j'ai tort de devancer la discussion du budget des affaires étrangères qui est prochaine, j'en ai obtenu la promesse. Je n'ai pas su arrêter l'expression d'un regret, devant l'incertaine politique qu'on nous fait suivre, et d'un espoir qui est que nous ne ferons plus de concessions.

Ce sont des paroles d'abdication que prononçait M. Jaurès. Point de faiblesse ni de demi-abdication, et ne laissons pas dégénérer la conférence européenne en un dialogue à deux personnages, lequel dure depuis tant de mois. (*Très bien ! très bien ! à droite*).

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Vous m'amenez à vous faire, M. Denys Cochin, la même réflexion que je faisais au précédent orateur. Croyez-vous que vous fortifiez beaucoup la situation de l'homme qui dirige le Gouvernement en le représentant successivement comme désavoué par les uns parce qu'il a trop de fermeté et par les autres qu'il n'en a pas assez ? (*Très bien ! très bien ! à gauche*).

Je pense que l'attitude de la grande majorité de la Chambre me permet de ne pas insister sur cette observation que j'avais le devoir de formuler, en présence des paroles que vous venez de prononcer à la tribune. (*Applaudissements à gauche et au centre*).

M. DENYS COCHIN. Je termine mes observations.

Je ne veux pas d'une politique d'abdication ; j'espère que vous n'en serez pas l'instrument. Mais je n'admire ni le début de votre gouvernement de nos affaires étrangères, ni la façon dont elles ont été conduites.

Nous étions sur un terrain très sûr ; il fallait nous y tenir. Que nous ont valu votre subite conquête du pouvoir, vos concessions, vos longues et timides conversations ? Nous sommes où nous en étions au mois de juin, nous ne sommes pas plus en péril, mais pas plus avancés non plus. (*Applaudissements à droite*).

M. EDOUARD VAILLANT. Messieurs, entièrement d'accord avec mon ami le citoyen Jaurès, je n'ai que quelques mots à ajouter à ce qu'il a dit. Le Gouvernement se refuse de répondre à nos questions, de nous donner aucune garantie. Je vous demande de lui refuser le vote des douzièmes provisoires.

M. EDOUARD VAILLANT. Je vous demande de le lui refuser, car je considère que le maintien de ce ministère est un danger intérieur et extérieur. (*Exclamation au centre et sur divers bancs*). Quant aux faits extérieurs, ils sont plus graves encore. Si le Gouvernement nous avait déclaré qu'il acceptait à Algésiras le jugement d'un tribunal international, nous aurions été assurés que de là il ne pouvait sortir aucun conflit européen.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Rien ne prouve que ces vues seraient acceptées par l'Allemagne.

M. EDOUARD VAILLANT. Vous pouviez le proposer...

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. La France est tellement certaine de son bon droit, de la modération qu'elle apporte dans ses revendications, du respect absolu qu'elle a pour les intérêts et les droits des autres, qu'elle attend les décisions de la conférence d'Algésiras avec autant de confiance qu'elle attendrait celles d'un tribunal international.

Aidez-nous à faire prévaloir nos vues de l'autre côté de la frontière ; vous servirez mieux votre pays qu'en nous posant des questions auxquelles vous savez bien qu'il ne nous est pas possible de répondre. (*Vifs applaudissements au centre, à gauche et à droite*).

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1906

*Tout exemplaire, sous peine de contrefaçon, devra être revêtu de la
signature du Directeur*

PARIS

IMPRIMERIE DES « ARCHIVES DIPLOMATIQUES »

46^e Année. — T. 97.

3^e SÉRIE

N^o 3. — Vol. I. — 1906

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE
ET DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉ EN 1861

Georges FARDIS, Directeur

XLVI^e ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

TOME QUATRE-VINGT-DIX-SEPT

ADMINISTRATION, ABONNEMENTS ET PUBLICITÉ
PARIS

36, Rue des Petits Champs, 36

Tous droits réservés.



S. M. HAKON VII

Roi de Norvège

né Prince CHARLES de Danemark, à Charlottenlund,
le 3 Août 1872

a épousé le 22 Juillet 1896 au Palais de Buckingham, à Londres, S. A. la
Princesse royale de Grande-Bretagne et d'Irlande, Maud de Galles.

Élu à l'unanimité roi de Norvège, par le Storting,
le 18 Novembre 1905.